

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/20413]

**20 FEVRIER 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la Constitution, son article 128 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ses articles 5, § 1<sup>er</sup>, I, 8<sup>o</sup>, et 20

Vu le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, ses articles 1<sup>er</sup>, 2, 5, 6, 10<sup>o</sup> in fine, 6/2, alinéa 3, 7, 8, § 2, alinéa 3, § 3, alinéas 5 et 11, § 4, alinéa 2, § 6, alinéa 2, 9, 7<sup>o</sup>, 9/1, alinéa 3, 10, alinéas 5 et 8, 12, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et § 6, 12/1, alinéas 4 et 5, 13, § 3, 14, alinéa 2, 15, alinéa 2, 16, alinéa 2, 17, 18, § 1<sup>er</sup>, § 4, § 6, § 7, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, et § 9, 19, § 8, et 21, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, § 2, § 3 et § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, et 24, alinéa 2 ;

Vu le décret du 14 novembre 2018 modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité, l'article 20 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juin 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2019 ;

Vu le test genre du 19 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2019, par le Conseil supérieur des sports ;

Vu l'avis, donné le 30 juin 2019, par la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport ;

Vu l'avis 66.415/2/V du Conseil d'Etat, donné le 12 août 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis 186/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 29 novembre 2019, en application des articles 23 et 26 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données et de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après : « le RGPD ») ;

Vu l'accomplissement, en dates des 21 novembre et 2 décembre 2019, de la concertation intra-francophone, en application de l'accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'accomplissement, en date du 30 janvier 2020, de la formalité prévue en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 4<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport ;

Sur proposition du Ministre ayant la Lutte contre le dopage dans ses attributions ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> la définition visée au 3<sup>o</sup> est supprimée ;

2<sup>o</sup> la définition visée au 4<sup>o</sup> est supprimée.

**Art. 2.** Dans les articles 3 à 4, 6, 11, 13, 16 à 17, 19 à 20, 22 à 26, 29, 32 à 51, 53, 55, 57, 61 à 62 et 65 du même arrêté, les mots « ONAD de la Communauté française » sont chaque fois remplacés par les mots « ONAD Communauté française ».

**Art. 3.** Dans l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 1<sup>o</sup>, les termes « par le Gouvernement » sont remplacés par les termes « ou reconnus » ;

2<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, les termes « , la CIDD, les douanes, l'agence fédérale des médicaments et des produits de santé, l'agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire » sont insérés entre les mots « les services de police et de justice » et les mots « et l'AMA » ;

3<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, les termes « , la CIDD » sont insérés entre les termes « les organisations responsables de grandes manifestations » et les termes « et l'AMA » ;

4<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> en ce qui concerne les données de localisation des sportifs d'élite de niveau national, telles que visées à l'article 18 du décret : le sportif d'élite concerné et, le cas échéant, son responsable d'équipe dûment mandaté, le ou les agent(s) de l'ONAD Communauté française, le médecin contrôleur concerné et désigné par l'ONAD Communauté française pour réaliser des contrôles, les organisations sportives nationales et internationales, les autres autorités publiques belges compétentes en matière de lutte contre le dopage, l'ONAD du pays où réside la personne, l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, les services de police et de justice, les organisations responsables de grandes manifestations, la CIDD et l'AMA ; » ;

5<sup>o</sup> le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 5<sup>o</sup> en ce qui concerne les informations et les données recueillies et traitées dans le cadre de la gestion des résultats, en ce compris les décisions disciplinaires prises par la CIDD en application de l'article 19 du décret : la CIDD, les organisations sportives nationales et internationales, l'ONAD Communauté française, les autres autorités publiques belges compétentes en matière de lutte contre le dopage, l'ONAD du pays où réside la personne, l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, les services de police et de justice, les organisations responsables de grandes manifestations et l'AMA. ».

**Art. 4.** A l'article 4 du même arrêté, les trois premiers alinéas sont remplacés par ce qui suit :

« Conformément aux articles 18.1 et 20.5.8 du Code, l'ONAD Communauté française élabore, met en œuvre, évalue et supervise un plan d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage.

Le plan visé à l'alinéa qui précède est conforme aux exigences de l'AMA en la matière est régulièrement mis à jour et est rendu accessible au public, notamment sur le site internet de l'ONAD. ».

**Art. 5.** Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'article 8, § 2, alinéa 2, du décret, la CAUT compte au moins deux membres pouvant faire valoir une expérience générale en matière de soins et de traitements de sportifs porteurs de handicap. » ;

2° au § 1<sup>er</sup>, un 3<sup>ème</sup> alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« Pour autant qu'il réunisse les conditions prévues à l'alinéa qui précède, un membre d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peut également être nommé membre de la CAUT, moyennant le respect de la procédure simplifiée visée au § 2, alinéas 4 et 5. » ;

3° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres de la CAUT sont nommés par le Ministre, pour une durée de quatre ans, soit à la suite d'un appel à candidatures organisé par l'ONAD Communauté française, soit au terme de la procédure simplifiée, visée aux alinéas 4 et 5, pour les membres issus d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

L'appel à candidatures visé à l'alinéa premier est, notamment, publié dans au moins un titre de presse écrite francophone, spécialement destiné aux professionnels de la santé.

Les candidats qui remplissent les conditions, telles que visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sont nommés membres de la CAUT.

Les membres d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peuvent, pour leur part, à tout moment, introduire une demande, auprès de l'ONAD Communauté française, pour être nommés membres de la CAUT.

La demande visée à l'alinéa qui précède est introduite par simple courrier ou par courriel et s'accompagne des mêmes pièces ou documents que ceux visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Les membres d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, qui remplissent les conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et qui ont introduit la demande, visée à l'alinéa 4, sont également nommés membres de la CAUT. ».

**Art. 6.** Dans l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° la CAUT statue valablement avec trois membres, dont un président, désignés, pour chaque demande, par le secrétariat, selon les besoins, la spécificité scientifique et/ou médicale du cas à traiter et la disponibilité des membres ; » ;

2° au 4°, les termes « la CIDD, » sont insérés entre les termes « avec les sportifs, » et les termes « les organisations sportives » ;

3° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° les demandes d'AUT sont transmises, par le secrétariat de la CAUT, à 3 membres de la CAUT, conformément au 3°. Tout membre qui reçoit une demande mais qui est empêché ou qui estime qu'il se trouve dans une situation potentielle de conflit d'intérêt, le signale sans délai au secrétariat de la CAUT, lequel pourvoit alors au remplacement du membre concerné, sur base des mêmes critères que ceux repris au 3° ; » ;

4° au 6°, les termes « nonobstant le 3°, » sont insérés avant les termes « lorsque la demande d'AUT est introduite par un sportif présentant un handicap, » ;

5° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° lorsqu'une demande d'AUT leur est transmise conformément au 3° et au 5°, chacun des trois membres peut solliciter tout avis ou expertise médical(e) ou scientifique jugé(e) approprié(e) ; ».

**Art. 7.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Le secrétariat de la CAUT dresse annuellement, au plus tard pour le 31 janvier de chaque année, un rapport succinct d'activités dans lequel il indique uniquement, de manière anonymisée et dans le respect du secret médical, le nombre de dossiers traités ainsi que le nombre d'AUT accordées et le nombre de demandes refusées lors de l'année précédente.

Le rapport visé à l'alinéa qui précède est rendu accessible, sur le site internet de l'ONAD Communauté française. ».

**Art. 8.** Dans l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 4°, les modifications suivantes sont apportées :

i) le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) pour les sportif d'élite de niveau national et les sportifs de haut niveau, sauf dans un des cas d'exceptions visés à l'alinéa suivant, de i) à iii), la demande est introduite au plus tard 30 jours avant l'activité sportive pour laquelle l'autorisation est demandée ; » ;

ii) le b) est remplacé par ce qui suit :

« b) pour les sportifs amateurs, sauf dans un des cas d'exceptions visés à l'alinéa suivant, de i) à iii), et pour autant qu'ils aient déclaré, lors du contrôle, une prise de médicament ou toute autre circonstance de nature à pouvoir aboutir à un résultat d'analyse anormal, la demande peut être introduite de manière rétroactive, dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception du courrier de l'ONAD Communauté française, leur notifiant cette possibilité. » ;

2° l'alinéa 4 est supprimé.

**Art. 9.** Dans l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 3, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'identité du sportif concerné et sa date de naissance ; » ;

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Lorsque la CAUT décide de refuser une AUT au sportif, sans préjudice de l'article 8, § 3, alinéas 6 et suivants, du décret, le secrétariat de la CAUT encode, dans la base de données ADAMS, aux fins d'information de l'AMA et des autres organisations antidopage, les informations suivantes :

1° l'identité du sportif concerné, sa discipline sportive et, le cas échéant, la fédération sportive à laquelle il est affilié ;

2° l'intitulé de la substance et/ou de la méthode n'ayant pas été considérée(s) comme thérapeutiquement justifiée(s), par la CAUT, au regard des critères prévus à l'article 1<sup>er</sup>, 10°, du décret ;

3° la motivation de la décision de refus, en ce compris les motifs en faits et en droit. » ;

3° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le recours d'un sportif contre une décision de refus de la CAUT ou en cas d'inaction de celle-ci dans le cas visé à l'article 8, § 3, alinéa 10, du décret, est à introduire, par courrier recommandé, auprès du secrétariat de la CAUT, dans un délai de 15 jours au plus tard, soit à compter de la réception du courrier recommandé visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, soit à compter du jour qui suit le terme du délai visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Outre le respect du délai visé à l'alinéa qui précède, la recevabilité du recours est subordonnée au respect des autres conditions suivantes :

1° la mention de la décision à l'encontre de laquelle il est porté recours ;

2° la description de l'objet et des motifs du recours, argumenté en faits et en droit ;

3° la mention et la description de l'existence d'un élément neuf par rapport au moment où la demande initiale a été considérée comme complète, par application de l'article 12, alinéa 5 ;

4° la jonction, au recours, de toute éventuelle attestation médicale, non jointe au dossier initial, qui pourrait justifier, au regard des critères prévus à l'article 1<sup>er</sup>, 10°, du décret, la révision de la décision prise en 1<sup>ère</sup> instance par la CAUT. » ;

4° le § 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Sans préjudice de l'article 8, § 3, alinéa 9, du décret, la décision de la CAUT, rendue sur recours, est notifiée au sportif, par courrier recommandé et par courrier électronique, dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle le recours a été introduit, en application du § 4. » ;

5° les §§ 6 à 9 sont supprimés.

**Art. 10.** Dans l'article 14 du même arrêté, à l'alinéa 2, les termes « § 6, alinéa 3 » sont remplacés par les termes « § 5 ».

**Art. 11.** Dans l'article 15 du même arrêté, à l'alinéa 3, 1°, les termes « , le cas échéant, » sont insérés entre les termes « , sa discipline sportive et » et les termes « la fédération sportive à laquelle il est affilié ; ».

**Art. 12.** Dans l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'alinéa 2, le Ministre désigne les médecins contrôleurs visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret, soit après la diffusion d'un appel à candidatures, par l'ONAD Communauté française, soit sur base de candidatures spontanées, conformément à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3. » ;

b) à l'alinéa 2, 1°, les termes « ou transmettre, à tout moment, à celle-ci, une candidature spontanée » sont ajoutés après les termes « dans les formes prévu(es) par celui-ci » ;

c) l'alinéa 4 est supprimé ;

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'appel à candidatures, visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est publié, notamment, dans un titre de presse écrite francophone, spécialement destiné aux professionnels de la santé, ainsi que sur le site internet de l'ONAD Communauté française.

Les candidatures spontanées, visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent être transmises, à l'ONAD Communauté française, par courrier ordinaire ou par courriel ; elles consistent en une lettre de motivation, accompagnée des documents et attestations visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Les candidats qui remplissent les conditions prévues au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 7°, et qui réussissent les épreuves pratique et théorique de la formation initiale, telle que visée au § 2, alinéa 2, sont désignés médecins contrôleurs, par le Ministre, pour une durée de deux ans.

Les médecins contrôleurs désignés reçoivent un badge les identifiant et indiquant la durée de validité de leur désignation.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

Pour assurer la continuité des activités antidopage, en ce compris le week-end et les jours fériés, le Ministre peut désigner, comme médecin contrôleur, un ou plusieurs membre(s) de l'ONAD Communauté française, titulaire(s) d'un diplôme de docteur en médecine ou de master en médecine.

Le ou les membres désigné(s) par application de l'alinéa qui précède est/sont dispensé(s) de l'épreuve théorique et de l'épreuve pratique visées au § 2, alinéa 2.

Le ou les membres désigné(s) par application de l'alinéa 6 reçoit/ven)t également un badge l'/les identifiant et indiquant la durée de validité de sa/leur désignation.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge. » ;

3° un § 3/1, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3/1. Sans préjudice de l'article 3, § 9, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, pour permettre la pleine application de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, les médecins contrôleurs reconnus ou désignés par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par la Commission communautaire commune introduisent, auprès de l'ONAD Communauté française, par courrier ordinaire ou par courriel, un dossier simplifié dans lequel ils joignent :

- a) une copie de leur désignation ou de leur reconnaissance comme médecin contrôleur par l'autorité concernée ;
- b) une lettre de motivation dans laquelle ils indiquent leur souhait de pouvoir réaliser également des contrôles directement pour l'ONAD Communauté française ;
- c) une copie des mêmes documents et attestations que ceux visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;
- d) une photo récente d'identité

Lorsque le dossier, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est complet, l'ONAD Communauté française le notifie aux médecins contrôleurs concernés et peut les convoquer pour un entretien individuel ou collectif, avec d'autres médecins contrôleurs.

L'entretien, visé à l'alinéa 2, se déroule en français et vise à s'assurer que les médecins contrôleurs concernés disposent de toutes les connaissances théoriques et pratiques pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Après l'entretien visé aux alinéas 2 et 3, si nécessaire, l'ONAD Communauté française peut demander aux médecins contrôleurs concernés de compléter leur formation de base afin de leur permettre d'effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Lorsqu'ils possèdent les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française, celle-ci le notifie aux médecins contrôleurs concernés et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

Pour permettre l'application de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, s'agissant de médecins contrôleurs étrangers ou formés et reconnus par une organisation antidopage étrangère, ceux-ci, introduisent, auprès de l'ONAD Communauté française, par courrier ordinaire ou par courriel, un dossier simplifié dans lequel ils joignent :

- a) une copie de leur désignation ou de leur reconnaissance comme médecin contrôleur par l'autorité ou l'organisation antidopage concernée ;
- b) une lettre de motivation dans laquelle ils indiquent leur souhait de pouvoir être reconnus, en Communauté française, en vue de pouvoir y réaliser des contrôles, pour l'ONAD Communauté française ;
- c) une copie des mêmes documents et attestations que ceux visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;
- d) une photo récente d'identité.

Lorsque le dossier, visé à l'alinéa 6, est complet, l'ONAD Communauté française le notifie aux médecins contrôleurs concernés et les convoque pour un entretien individuel ou collectif, avec d'autres médecins contrôleurs.

L'entretien visé à l'alinéa 7 se déroule en français et vise à s'assurer que les médecins contrôleurs concernés disposent de toutes les connaissances théoriques et pratiques pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Après l'entretien visé aux alinéas 7 et 8, si nécessaire, l'ONAD Communauté française peut demander aux médecins contrôleurs concernés de compléter leur formation de base afin de leur permettre d'effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Lorsqu'ils possèdent les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française, celle-ci le notifie aux médecins contrôleurs concernés et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge. » ;

4° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Un médecin contrôleur désigné ou reconnu peut obtenir la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, chaque fois, pour une durée de deux ans, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° solliciter la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, par courrier ordinaire ou par courriel, auprès de l'ONAD Communauté française, au plus tard trente jours avant le terme de sa désignation ou de sa reconnaissance en cours de validité ;

2° joindre, à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, une attestation récente, datée et signée, par l'Ordre des médecins, confirmant l'absence de toute sanction disciplinaire ou d'éventuelle radiation depuis au moins 6 ans ;

3° joindre, à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, un extrait récent de casier judiciaire, de modèle 2, attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit ;

4° faire mention, dans sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, de tout éventuel lien actuel privé ou professionnel avec un ou plusieurs sportif(s), organisation(s) sportive(s), organisateur(s) de manifestation(s) et/ou de compétitions sportives ;

5° s'engager, par une nouvelle attestation sur l'honneur sous seing privée, datée et signée, jointe à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, à respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité de la procédure des contrôles, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires à tout contrôle antidopage, en refusant,

le cas échéant, de pratiquer un contrôle sur tout sportif pour lequel le médecin contrôleur pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité.

Le dépassement du délai visé au 1° n'empêche pas, le cas échéant, un médecin contrôleur précédemment désigné, de répondre à un appel à candidatures ultérieur ou de transmettre ultérieurement, à l'ONAD Communauté française, une candidature spontanée, conformément au § 1<sup>er</sup> et à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3.

Le dépassement du délai visé au 1° n'empêche pas, le cas échéant, un médecin contrôleur précédemment reconnu d'introduire, auprès de l'ONAD Communauté française, un nouveau dossier simplifié, conformément à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3/1.

Lorsqu'il respecte le délai visé au 1°, le médecin contrôleur précédemment désigné ou reconnu est dispensé de toute formation théorique ou pratique et de tout éventuel entretien avec l'ONAD Communauté française, sauf si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française.

En cas d'application de l'alinéa 2 ou de l'alinéa 3, le médecin contrôleur précédemment désigné ou reconnu est auditionné par l'ONAD Communauté française pour s'assurer que ses connaissances théoriques et pratiques, pour effectuer des contrôles, sont toujours à jour.

En cas d'application de l'alinéa 4 ou de l'alinéa 5, si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, l'ONAD Communauté française en informe les médecins contrôleurs concernés.

L'information, visée à l'alinéa 6, est communiquée prioritairement lors de sessions d'informations collectives, dispensées, par l'ONAD Communauté française, à l'attention des médecins contrôleurs désignés ou reconnus. » ;

5° au § 5, le terme « désigné » est inséré entre les termes « qualité de médecin contrôleur » et les termes « , pour l'un ou plusieurs des motifs suivants : » ;

6° un § 5/1, rédigé comme suit, est inséré :

« § 5/1. L'ONAD Communauté française peut, au terme de la procédure visée au § 6/1, décider de retirer la qualité de médecin contrôleur reconnu, pour l'un ou plusieurs des motifs suivants :

1° le médecin contrôleur ne répond plus à l'une des conditions visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3° à 6° ;

2° le médecin contrôleur n'a pas été disponible, durant une période de 6 mois, pour effectuer plus de la moitié des contrôles qui lui ont été proposés et qui lui ont été dûment notifiés par l'ONAD Communauté française ;

3° le médecin contrôleur n'a pas assisté, sauf en cas de force majeure qu'il lui appartient d'établir, à la session de formation annuelle, organisée par l'ONAD Communauté française ;

4° le médecin contrôleur a manqué gravement ou de manière répétée aux dispositions du décret ou du présent arrêté ;

5° le médecin contrôleur le sollicite lui-même, par un courrier ordinaire ou un courrier électronique, adressé à l'ONAD Communauté française. » ;

7° au § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, le terme « désigné » est inséré entre les termes « le Ministre informe le médecin contrôleur » et le terme « concerné » ;

8° un § 6/1, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 6/1. Préalablement à toute décision de retrait, basée sur le § 5/1, l'ONAD Communauté française informe le médecin contrôleur reconnu concerné, par courrier recommandé, de son intention de lui retirer la qualité de médecin contrôleur reconnu et du ou des motif(s) sur le(s)quel(s) se fonde(nt) son intention.

Le médecin contrôleur reconnu dispose de 30 jours, à dater de la date d'envoi du courrier recommandé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour faire valoir d'éventuelles observations ou justifications écrites, ainsi que, le cas échéant, pour demander à être entendu par l'ONAD Communauté française.

L'ONAD Communauté française rend une décision motivée et la notifie à l'intéressé, par courrier recommandé, soit après le dépassement du délai, visé à l'alinéa 2, soit après qu'il ait été fait usage de l'un ou des deux droits prévus au même alinéa. ».

**Art. 13.** Dans l'article 18, du même arrêté, les termes « désignés ou reconnus » sont ajoutés après les termes « des médecins contrôleurs ».

**Art. 14.** Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'alinéa 2, l'ONAD Communauté française désigne les chaperons visés à l'article 1<sup>er</sup>, 88°, du décret, soit après avoir diffusé un appel à candidatures, soit sur base de candidatures spontanées, conformément à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3. » ;

b) l'alinéa 2 est supprimé.

c) à l'alinéa 3, 2°, devenu alinéa 2, 2°, les termes « ou transmettre, à tout moment, à celle-ci, une candidature spontanée » sont ajoutés après les termes « dans les formes prévu(es) dans cet appel » ;

d) l'alinéa 5, devenu alinéa 4, est supprimé ;

e) à l'alinéa 6, devenu alinéa 4, les termes « 4ème alinéa » sont remplacés par les termes « 3ème alinéa » ;

2° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le terme « 3 » est remplacé par le terme « 2 » ;

3° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'appel à candidatures visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est publié, notamment, dans un titre de presse écrite francophone, spécialisé pour les recherches d'emploi, ainsi que sur le site internet de l'ONAD Communauté française.

Les candidatures spontanées visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent être transmises, à l'ONAD Communauté française, par courrier ordinaire ou par courriel ; elles consistent en une lettre de motivation, accompagnée des documents et attestations visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Les candidats qui remplissent les conditions prévues au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 7°, et qui réussissent les épreuves pratique et théorique de la formation initiale, telle que visée au § 2, alinéa 2, sont désignés chaperons, par l'ONAD Communauté française, pour une durée de deux ans.

Les chaperons désignés reçoivent un badge les identifiant et indiquant la durée de validité de leur désignation.

Pour assurer la continuité des activités antidopage, en ce compris le week-end et les jours fériés, un ou plusieurs membre(s) du personnel de l'ONAD Communauté française peu(ven)t être désigné(s) chaperon(s).

Le ou les membres désigné(s) par application de l'alinéa qui précède est/sont dispensé(s) de l'épreuve théorique et de l'épreuve pratique visées au § 2, alinéa 2. » ;

4° un § 3/1, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3/1. Sans préjudice de l'article 3, § 9, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, pour permettre la pleine application de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, les chaperons reconnus ou désignés par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par la Commission communautaire commune introduisent, auprès de l'ONAD Communauté française, par courrier ordinaire ou par courriel, un dossier simplifié dans lequel ils joignent :

- a) une copie de leur désignation ou de leur reconnaissance comme chaperon, par l'autorité concernée ;
- b) une lettre de motivation dans laquelle ils indiquent leur souhait de pouvoir réaliser également des missions de contrôles directement pour l'ONAD Communauté française ;
- c) une copie des mêmes documents et attestations que ceux visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;
- d) une photo récente d'identité.

Lorsque le dossier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est complet, l'ONAD Communauté française le notifie aux chaperons concernés et les convoque pour un entretien individuel ou collectif, avec d'autres chaperons.

L'entretien visé à l'alinéa 2 se déroule en français et vise à s'assurer que les chaperons concernés disposent de toutes les connaissances théoriques et pratiques pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Après l'entretien visé aux alinéas 2 et 3, si nécessaire, l'ONAD Communauté française peut demander aux chaperons concernés de compléter leur formation de base afin de leur permettre d'effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Lorsqu'ils possèdent les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française, celle-ci le notifie aux chaperons concernés et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans.

Pour permettre l'application de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, s'agissant de chaperons étrangers ou formés et reconnus par une organisation antidopage étrangère, ceux-ci, introduisent, auprès de l'ONAD Communauté française, par courrier ordinaire ou par courriel, un dossier simplifié dans lequel ils joignent :

- a) une copie de leur désignation ou de leur reconnaissance comme chaperon, par l'autorité ou l'organisation antidopage concernée ;
- b) une lettre de motivation dans laquelle ils indiquent leur souhait de pouvoir être reconnus comme chaperons, en Communauté française, en vue de pouvoir y réaliser des missions de contrôles, pour l'ONAD Communauté française ;
- c) une copie des mêmes documents et attestations que ceux visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;
- d) une photo récente d'identité.

Lorsque le dossier visé à l'alinéa 6 est complet, l'ONAD Communauté française le notifie aux chaperons concernés et les convoque pour un entretien individuel ou collectif, avec d'autres chaperons.

L'entretien visé à l'alinéa 7 se déroule en français et vise à s'assurer que les chaperons concernés disposent de toutes les connaissances théoriques et pratiques pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Après l'entretien visé aux alinéas 7 et 8, si nécessaire, l'ONAD Communauté française peut demander aux chaperons concernés de compléter leur formation de base afin de leur permettre d'effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Lorsqu'ils possèdent les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française, celle-ci le notifie aux chaperons concernés et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans. » ;

5° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Un chaperon désigné ou reconnu peut obtenir la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, chaque fois, pour une durée de deux ans, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° solliciter la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, par courrier ordinaire ou par courriel, auprès de l'ONAD Communauté française, au plus tard trente jours avant le terme de sa désignation ou de sa reconnaissance en cours de validité ;

2° joindre, à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, un extrait récent de casier judiciaire, de modèle 2, attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit ;

3° faire mention, dans sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, de tout éventuel lien actuel privé ou professionnel avec un ou plusieurs sportif(s), organisation(s) sportive(s), organisateur(s) de manifestation(s) et/ou de compétitions sportives ;

4° s'engager, par une nouvelle attestation sur l'honneur sous seing privée, datée et signée, jointe à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, à respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité de la procédure des contrôles, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires à tout contrôle antidopage, en refusant, le cas échéant, d'assister un médecin contrôleur pour tout contrôle sur un sportif pour lequel le chaperon pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité.

Le dépassement du délai visé au 1° n'empêche pas, le cas échéant, un chaperon précédemment désigné, de répondre à un appel à candidatures ultérieur ou de transmettre ultérieurement, à l'ONAD Communauté française, une candidature spontanée, conformément au § 1<sup>er</sup> et à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3.

Le dépassement du délai visé au 1° n'empêche pas, le cas échéant, un chaperon précédemment reconnu d'introduire, auprès de l'ONAD Communauté française, un nouveau dossier simplifié, conformément à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3/1.

Lorsqu'il respecte le délai visé au 1°, le chaperon précédemment désigné ou reconnu est dispensé de toute formation théorique ou pratique et de tout éventuel entretien avec l'ONAD Communauté française, sauf si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française.

En cas d'application de l'alinéa 2 ou de l'alinéa 3, le chaperon précédemment désigné ou reconnu est auditionné par l'ONAD Communauté française pour s'assurer que ses connaissances théoriques et pratiques, pour assister le médecin contrôleur lors des contrôles, sont toujours à jour.

En cas d'application de l'alinéa 4 ou de l'alinéa 5, si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, l'ONAD Communauté française en informe les chaperons concernés.

L'information visée à l'alinéa 6 est communiquée prioritairement lors de sessions d'informations collectives, dispensées, par l'ONAD Communauté française, à l'attention des chaperons désignés ou reconnus. » ;

6° au § 5, les termes « désigné ou reconnu » sont insérés, à chaque fois, après le terme « chaperon » ;

7° au § 6, les termes « désigné ou reconnu » sont insérés, à chaque fois, après le terme « chaperon ».

**Art. 15.** Dans l'article 21 du même arrêté, les termes « désignés ou reconnus » sont ajoutés après les termes « des chaperons ».

**Art. 16.** Dans l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le plan de répartition des contrôles antidopage, visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, est élaboré puis est appliqué, par l'ONAD Communauté française, conformément aux exigences prévues à l'article 5.4 du Code et aux articles 4.1 à 4.9 du standard international pour les contrôles et les enquêtes. » ;

2° au § 4, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas d'urgence spécialement motivée et reposant sur au moins un des facteurs visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, le délai visé à l'alinéa qui précède peut être réduit à 5 jours ».

**Art. 17.** Dans l'article 24, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° la dénomination et l'adresse de l'organisation sportive éventuelle à laquelle est affilié le sportif à contrôler ou de l'organisateur responsable de la manifestation, de la compétition, de l'entraînement ou de l'activité sportive, ainsi que le nom, prénom, et numéro de téléphone de leur délégué ; » ;

2° au 5°, les termes « et/ » sont insérés entre les termes « le type sanguin » et les termes « ou urinaire ».

**Art. 18.** Dans l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les termes « la manifestation, de la compétition ou de l'entraînement » sont remplacés par les termes « l'activité sportive » ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Si le contrôle a lieu durant une activité sportive, le délégué de l'organisation sportive ou l'organisateur désigne une personne pour assister le médecin contrôleur et lui mettre à sa disposition, à proximité directe du lieu où se déroule l'activité sportive, un local approprié, qui présente les garanties suffisantes en matière d'hygiène, de confidentialité, de préservation de l'intimité et de sécurité. » ;

3° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« *Préalablement à l'identification visée à l'alinéa qui précède, le médecin contrôleur et, le cas échéant, le ou les chaperon(s) qui l'accompagne(n)t, s'identifie(nt) lui-même/eux-mêmes, au moyen du/des badge(s) visé(s), selon le cas, à/aux (l') article(s) 17, § 3, alinéa 4, ou 17, § 3/1, alinéa 5, ou 11, et 20, § 3, alinéa 4, ou 20, § 3/1, alinéa 5, ou 10.* » ;

b) à l'alinéa 5, 1°, le terme « convocation » est remplacé par les termes « contrôle du dopage » ;

c) l'alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :

« *Le formulaire de contrôle du dopage est établi en trois exemplaires, dont deux sont conservées par le médecin contrôleur et l'un est remis au sportif, après la procédure individuelle de contrôle, conformément aux modalités prévues à l'article 26, §§ 2 et 4, alinéa 2.* » ;

d) aux alinéas 8 et 9, le terme « quatre » est remplacé, à chaque fois, par le terme « trois » ;

4° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

b) aux alinéas 2 et 3, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés, à chaque fois, par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

5° au § 5, alinéa 3, le terme « convocation » est remplacé par les termes « contrôle du dopage » ;

6° au § 6, alinéa 2, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

7° au § 7, alinéa 2, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

8° au § 8, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés, à chaque fois, par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

b) l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Après avoir réceptionné le formulaire de contrôle du dopage, l'ONAD Communauté française en adresse sans délai une copie au sportif concerné, et, le cas échéant, à l'organisation sportive, l'organisation sportive nationale et/ou la fédération internationale dont il est éventuellement membre. ».

**Art. 19.** Dans l'article 26 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

2° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 2. La procédure de contrôle et son déroulement sont constatés par le médecin contrôleur dans le formulaire de contrôle du dopage. » ;

b) à l'alinéa 2, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

c) un alinéa 3, rédigé comme suit, est ajouté :

« Si le médecin contrôleur ne dispose pas de suffisamment d'espace pour faire toutes les annotations nécessaires ou souhaitées, sur le formulaire de contrôle du dopage, il l'indique dans la rubrique prévue à cet effet de ce dernier formulaire et utilise alors, en outre, un formulaire de rapport supplémentaire, dont le modèle est fixé par l'ONAD Communauté française. » ;

3° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « , et, le cas échéant, d'un ou de plusieurs officier(s) de police judiciaire » sont insérés entre les termes « , éventuellement assisté d'un/de chaperon(s) » et les termes « , prend toutes les mesures appropriées » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est éventuellement fait mention de ces mesures dans le formulaire de contrôle du dopage et/ou, le cas échéant, dans le formulaire de rapport supplémentaire, conformément au § 2, alinéas 2 et 3, ainsi qu'à l'article 25, § 4, alinéa 2. » ;

c) l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le non-respect de l'alinéa qui précède est constaté, par le médecin contrôleur, dans le formulaire de contrôle du dopage et/ou, le cas échéant, dans le formulaire de rapport supplémentaire, conformément au § 2, alinéas 2 et 3, ainsi qu'à l'article 25, § 4, alinéa 2. » ;

4° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le formulaire de contrôle du dopage est établi en trois exemplaires, dont l'un est destiné au sportif, un autre au laboratoire et le troisième, à l'ONAD Communauté française. » ;

c) l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si le sportif contrôlé est mineur ou n'a pas la capacité juridique, sans préjudice des éventuelles remarques visées à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 14°, ou à l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, 13°, les trois exemplaires du formulaire de contrôle du dopage sont signés par un de ses représentants légaux ou par une personne juridiquement capable, dûment habilitée par celui-ci. » ;

d) l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La copie du formulaire de contrôle de dopage, visée à l'article 12, § 3, alinéa 4 *in fine*, du décret, et destinée, le cas échéant, à l'organisation sportive, à l'organisation sportive nationale et/ou à la fédération internationale à laquelle le sportif est éventuellement affilié, ne laisse pas apparaître le relevé des médicaments, dispositifs médicaux et de l'alimentation particulière pris par le sportif, ni les indications éventuelles relatives aux transfusions sanguines. » ;

e) aux alinéas 6 et 7, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés, à chaque fois, par les termes « formulaire de contrôle du dopage ».

**Art. 20.** Dans l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux 8°, 10° et 11°, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés, à chaque fois, par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

b) le 14° est remplacé par ce qui suit :

« 14° le sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, son représentant légal ou une autre personne juridiquement capable dûment habilitée par celui-ci, certifiée, en signant le formulaire de contrôle du dopage, que la procédure s'est déroulée conformément au présent paragraphe, sous réserve, le cas échéant, de toute irrégularité ou remarque que le sportif ou l'autre personne ayant éventuellement assisté au contrôle, dans le respect de l'article 25, § 6, souhaiterait formuler et qui sera, dans ce cas, consignée dans le formulaire de contrôle du dopage et/ou dans un formulaire de rapport supplémentaire. » ;

2° au § 2, alinéa 2, les termes « la manifestation, la compétition ou de l'entraînement » sont remplacés par les termes « l'activité sportive ou par le sportif lui-même, le cas échéant, lorsque le contrôle a lieu hors compétition, à son lieu de résidence habituel » ;

3° au § 3, 8° et 11°, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage ».

**Art. 21.** Dans l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, le terme « éprouvettes » est remplacé par les termes « flacons et sur les étiquettes » ;

2° au 8°, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

3° le 13° est remplacé par ce qui suit :

« 13° le sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, son représentant légal ou une autre personne juridiquement capable dûment habilitée par celui-ci, certifie, en signant le formulaire de contrôle du dopage, que la procédure s'est déroulée conformément au présent article, sous réserve, le cas échéant, de toute irrégularité ou remarque que le sportif ou l'autre personne ayant éventuellement assisté au contrôle, dans le respect de l'article 25, § 6, souhaiterait formuler et qui sera, dans ce cas, consignée dans le formulaire de contrôle du dopage et/ou dans un formulaire de rapport supplémentaire. ».

**Art. 22.** Dans l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 3, les termes « entraînement, de la compétition ou de la manifestation sportive » sont remplacés par les termes « activité sportive » ;

b) à l'alinéa 4, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

2° au § 2, 4°, les termes « /ou » sont insérés entre les termes « , par courrier recommandé et » et les termes « par courrier électronique ».

**Art. 23.** Dans l'article 30, au 4°, du même arrêté, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés par les termes « formulaire de contrôle du dopage ».

**Art. 24.** Dans l'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les termes « les organisateurs, les responsables ou gérants de salles de fitness, » sont insérés entre les termes « d'autres organisations antidopage, » et les termes « les médias » ;

2° au 5°, les termes « et celles émanant d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 32/1 » sont ajoutés après les termes « , notamment celles émanant d'ADAMS » ;

3° au 7°, les termes « en ce compris les informations et les renseignements qui seraient obtenus au moyen d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 32/1, » sont insérés avant les termes « toutes les informations et les renseignements sont obtenus et traités de manière confidentielle, » ;

4° un 10/1°, rédigé comme suit, est inséré entre le 10° et le 11° :

« 10/1° pour l'application du 10° et sans préjudice du 2°, l'obtention, par l'ONAD Communauté française, d'informations et/ou de renseignements au moyen d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 32/1, peut constituer une raison légitime de soupçonner une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage ; » ;

5° au 11°, les termes « procès-verbal de contrôle » sont remplacés, à chaque fois, par les termes « formulaire de contrôle du dopage » ;

6° le 13° est remplacé par ce qui suit :

« 13° en cas d'application de l'article 6/2, b) à d), du décret, l'ONAD Communauté française notifie, par courrier recommandé et, le cas échéant, par courriel, au sportif concerné ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, à son représentant légal ou encore, le cas échéant, au membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif, l'ouverture d'une enquête antidopage le concernant ; » ;

7° le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° endéans un délai de principe de 12 mois à dater de la notification visée au 14°, l'ONAD Communauté française notifie, par courrier recommandé et, le cas échéant, par courriel, au sportif concerné ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, à son représentant légal ou encore, le cas échéant, au membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif, les conclusions de son enquête et sa décision de clôturer le dossier ou de le transmettre à la CIDD et/ou au parquet, aux fins d'application, respectivement de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, et/ou l'article 22 du décret ; » ;

8° le 16° est remplacé par ce qui suit :

« 16° conformément à l'article 12.4.3, a) et b), du standard international pour les contrôles et les enquêtes, l'ONAD Communauté française notifie, par courriel, à l'AMA et, le cas échéant, aux autres ONADs belges et/ou à l'organisation sportive internationale concernée et/ou l'ONAD du pays où réside la personne et/ou l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, toute décision de clôturer le dossier, prise en application du 15°, afin de permettre à celles-ci de faire appel de cette décision, le cas échéant ; » ;

9° le 19° est remplacé par ce qui suit :

« 19° sans préjudice et aux fins d'application de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret, la transmission d'un dossier d'enquête, par l'ONAD Communauté française, à la CIDD :

a) est précédée d'une convocation du sportif et, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, de celle d'au moins un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, du membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif, en vue d'être auditionné, en présence éventuelle d'un conseil et/ou d'un médecin de son choix ;

b) repose sur un écrit, étayé par des éléments de preuve admis par le décret, le Code et généralement admis en droit belge ;

c) est motivée en faits et en droit ; » ;

10° un 20/1°, rédigé comme suit, est inséré entre le 20° et le 21° :

« 20/1° les informations et/ou renseignements visés au 20°, peuvent, pour son application, provenir d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 32/1 ; » ;

11° le 21° est remplacé par ce qui suit :

« 21° aux fins d'application de l'article 22 du décret, la transmission d'un dossier d'enquête, par l'ONAD Communauté française, au parquet, en vue de l'ouverture éventuelle d'un dossier répressif, à l'encontre d'un sportif ou d'une personne de l'encadrement d'un sportif :

a) est précédée d'une convocation du sportif et, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, de celle d'au moins un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, du membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif, en vue d'être auditionné, en présence éventuelle d'un conseil et/ou d'un médecin de son choix ;

b) repose sur un écrit, étayé par des éléments de preuve admis par le décret, le Code et généralement admis en droit belge ;

c) est motivée en faits et en droit ; » ;

12° le 23° est remplacé par ce qui suit :

« 23° les convocations visées au 19°, a), et 21°, a), sont envoyées, par l'ONAD Communauté française, au moins quinze jours avant l'audition prévue, avec la mention :

a) de son objet et de l'ouverture d'une enquête à l'encontre du sportif ou d'une personne de l'encadrement d'un sportif ;

b) d'un résumé des éléments de faits pris en compte pour l'ouverture de l'enquête et qui sont reprochés au sportif ou à une personne de l'encadrement d'un sportif ;

c) de la ou des violation(s) alléguée(s) de la ou des règle(s) antidopage concernée(s), telle(s) que visée(s) à l'article 6 du décret ;

d) le cas échéant, de la ou des violation(s) alléguée(s) de la ou des règle(s) antidopage concernée(s), telle(s) que visée(s) à l'article 22 du décret ;

e) de la date et de l'heure prévues pour l'audition, ainsi que du lieu où elle se tiendra ;

f) du droit d'y être assisté ou représenté par un conseil et/ou un médecin choisi par le sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, par l'un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, par le membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif ;

g) que le défaut, lors de l'audition, entraîne la transmission automatique du dossier d'enquête, selon le cas, à la CIDD et/ou au parquet ; » ;

13° le 24° est remplacé par ce qui suit :

« 24° le sportif et, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, l'un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, le membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif recoi(ven)t, de l'ONAD Communauté française, après l'audition visée au 19°, a), ou 21°, a), ou, en cas de défaut, après la date à laquelle était prévue cette audition, une notification faisant mention, selon le cas :

a) en cas d'audition, de la clôture du dossier d'enquête ou de sa transmission, selon le cas, à la CIDD et/ou au parquet, avec la précision de la ou des violation(s) alléguée(s) de la ou des règle(s) antidopage concernée(s), telle(s) que visée(s) à l'article 6, du décret et, le cas échéant, à l'article 22, du décret ;

b) en cas de défaut, de la transmission du dossier d'enquête, selon le cas, à la CIDD et/ou au parquet, avec la précision de la ou des violation(s) alléguée(s) de la ou des règle(s) antidopage concernée(s), telle(s) que visée(s) à l'article 6, du décret et, le cas échéant, à l'article 22, du décret ; ».

**Art. 25.** Un article 32/1, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 32 et l'article 33, du même arrêté :

« Art. 32/1. Dans le respect et dans le cadre de l'application de l'article 6/2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, a), du décret et sans préjudice de l'article 32, 5°, 7°, 10/1° et 20/1°, l'ONAD Communauté française peut, conformément et en application de l'article 6/2, alinéa 3, du décret, mettre en place et utiliser un système de signalement sécurisé.

*Le système de signalement sécurisé visé à l'alinéa qui précède :*

a) constitue un moyen direct permettant à l'ONAD d'obtenir, de traiter et, ensuite, d'évaluer, de manière confidentielle, le cas échéant avant l'ouverture formelle d'une enquête au sens de l'article 32, 13° et 14°, toute information ou renseignement antidopage potentiellement utile ;

b) garantit l'anonymat à toute personne qui en fait la demande, sauf les cas imposés par la loi ou lorsque la personne a elle-même consenti, par écrit, à lever son anonymat, pour les besoins de l'enquête ;

c) vise à préserver et à protéger les droits des sportifs qui ne se dopent pas et donc, au final, à contribuer à l'égalité des chances entre les sportifs et, plus généralement, à l'équité sportive ;

d) se concrétise par un lien électronique accessible sur le site internet de l'ONAD Communauté française, lequel permet, ensuite, de remplir en ligne un formulaire standard de renseignements ;

e) fait l'objet d'un traitement et d'un suivi, uniquement par les membres de l'ONAD Communauté française qui exercent le pouvoir d'enquête et qui sont, à ce titre, strictement tenus de respecter la confidentialité des données reçues et de ne traiter celles-ci qu'à des fins exclusives de lutte contre le dopage ;

Sans préjudice de l'alinéa 2, c), le système de signalement sécurisé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a aussi pour but, de manière générale, à tendre à améliorer l'efficacité de la lutte antidopage.

Aussi et en cohérence avec l'alinéa qui précède, toute personne soumise au décret et au présent arrêté, qui communique volontairement des informations erronées ou qui utilise, à d'autres fins que celles visées par le présent article, le système sécurisé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, s'expose, le cas échéant, à l'entame d'une enquête le concernant.

L'enquête, visée à l'alinéa qui précède, peut, dans le respect et conformément à l'article 32, 19°, 23° et 24°, mener à la transmission du dossier, par l'ONAD Communauté française, à la CIDD, aux fins d'application de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret, sur la base et en raison d'une allégation de violation de la règle antidopage visée à l'article 6, 5°, du décret.

Sauf application éventuelle des deux alinéas qui précèdent, toute donnée à caractère personnel, communiquée via le système sécurisé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, mais sans rapport avec les finalités du présent article, est supprimée, par l'ONAD Communauté française, le plus rapidement possible. ».

**Art. 26.** Dans l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, le *b)* est remplacé par ce qui suit :

« *b)* de la transmission du dossier à la CIDD, aux fins d'application de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret ; » ;

2° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° pour l'application de l'article 6, 10°, alinéa 6, du décret, l'ONAD Communauté française informe l'AMA, par courriel :

*a)* de la procédure menée et des notifications effectuées ;

*b)* de l'identité du sportif ou de l'autre personne, ainsi que celle du membre du personnel d'encadrement concernés ;

*c)* des dates et des éventuelles références de la condamnation ou de la suspension évoquée ;

*d)* de la période de suspension ou de la condamnation évoquée ;

*e)* des réponses éventuellement apportées suite aux notifications ;

*f)* de sa décision de clôturer le dossier ou de le transmettre à la CIDD, aux fins d'application de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret ; ».

**Art. 27.** Dans l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, à l'alinéa 5, les termes « par courriel ou, à défaut, » sont insérés entre les termes « par notification, » et les termes « par courriel, » ;

2° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

*a)* à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « au plus tard dans un délai de 72h à compter du prélèvement » sont remplacés par les termes « dans les délais prescrits dans les lignes directrices, en vigueur, de l'AMA, relatives aux prélèvements d'échantillon d'urine et de sang » ;

*b)* à l'alinéa 2, les termes « au plus tard dans un délai de 12h à compter du prélèvement » sont remplacés par les termes « dans les délais prescrits dans les lignes directrices, en vigueur, de l'AMA, relatives aux prélèvements d'échantillon d'urine et de sang » ;

*c)* à l'alinéa 3, les termes « au plus tard dans un délai de 36h à compter du prélèvement » sont remplacés par les termes « dans les délais prescrits dans les lignes directrices, en vigueur, de l'AMA, relatives aux prélèvements d'échantillon d'urine et de sang » ;

*d)* l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« S'agissant des échantillons urinaires, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA procède sans délai à l'analyse de l'échantillon A et prend immédiatement toute mesure nécessaire à la conservation, propre à une analyse ultérieure éventuelle, de l'échantillon B, ainsi qu'à l'application éventuelle de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5.

S'agissant des autres échantillons, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA procède sans délai à leur analyse et prend immédiatement toute mesure nécessaire à la conservation de ceux-ci, aux fins de l'application éventuelle de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5. » ;

3° un § 3 est ajouté et est rédigé comme suit :

« § 3. En cas de force majeure ou si les délais de transport des échantillons risquent manifestement d'être mis en péril par l'application du § 1<sup>er</sup>, il peut, à titre exceptionnel, être dérogé à celui-ci.

L'accord, par courriel, de l'ONAD Communauté française, au médecin contrôleur concerné, est nécessaire à l'application éventuelle de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Lorsque le médecin contrôleur a reçu l'accord écrit de l'ONAD Communauté française visé à l'alinéa qui précède, c'est lui qui se charge du transport des échantillons vers le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA.

*Dans le cas visé à l'alinéa qui précède, le médecin contrôleur :*

*a)* s'assure, comme à l'habitude, du bon état du conditionnement des échantillons, notamment pour leur transport et leur entreposage et ce, afin d'éviter toute dégradation potentielle ;

*b)* prend toutes les mesures de conservation nécessaires des échantillons, et ce, jusqu'à leur transmission, à des fins d'analyse, au laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ;

*c)* signale immédiatement, à l'ONAD Communauté française, le moindre doute sur l'intégrité, l'identification ou l'authenticité :

*i)* d'un ou de plusieurs échantillons à transporter ;

*ii)* de la documentation écrite se rapportant aux échantillons à transporter.

Lorsque l'ONAD Communauté française est avertie par le médecin contrôleur, dans le cas visé au *c)*, de l'alinéa qui précède, elle peut décider d'invalider le ou les échantillon(s) concerné(s).

En cohérence avec les deux alinéas qui précèdent, le médecin contrôleur ne peut jamais, seul, décider d'invalider un ou plusieurs échantillons dont il a la charge du transport vers le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA.

Dans le cas visé à l'alinéa 5, si l'ONAD Communauté française décide finalement d'invalider un ou plusieurs échantillons mais que celui-ci ou ceux-ci a/ont néanmoins permis d'identifier, sans le moindre doute, le sportif au(x)quel(s) il(s) se rapporte(nt), celui-ci est en averti, par courriel, par l'ONAD Communauté française.

*En cas d'application du présent paragraphe :*

*a)* les alinéas 1 à 3 du § 2, s'appliquent mutatis mutandis au médecin contrôleur ;

*b)* les alinéas 4 et 5 du § 2 sont également applicables. ».

**Art. 28.** Dans l'article 35, au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du même arrêté, les termes « , le cas échant via ADAMS, » sont insérés entre les termes « le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA communique également » et les termes « tout résultat d'analyse anormal, à l'organisation sportive internationale concernée. ».

**Art. 29.** L'article 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. § 1<sup>er</sup>. Si le résultat de l'analyse est négatif, le sportif contrôlé en est informé, par courriel ou, à défaut, par courrier, par l'ONAD Communauté française, dans les sept jours ouvrables qui suivent la réception, par celle-ci, du rapport d'analyse du laboratoire, tel que visé à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La notification, visée à l'alinéa qui précède, mentionne également l'application éventuelle et future de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5.

A moins de pouvoir justifier d'un intérêt particulier pour ce faire, à établir dans une demande écrite à adresser à l'ONAD Communauté française, les résultats d'analyse négatifs concernant leurs sportifs affiliés ne sont plus notifiés aux organisations sportives, aux organisations sportives nationales, ni aux fédérations internationales, autrement que via ADAMS, le cas échéant.

§ 2. Si le résultat de l'analyse est anormal, conformément à l'article 7.2 du Code, l'ONAD Communauté française procède sans délai à un examen, pour vérifier :

a) si une AUT a été accordée ou sera accordée conformément au Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques ou ;

b) si un écart apparent par rapport au Standard international pour les contrôles et les enquêtes ou au Standard international pour les laboratoires a causé le résultat d'analyse anormal.

*Au terme de l'examen prévu à l'alinéa premier, lorsque l'ONAD Communauté française aboutit à une conclusion négative concernant les vérifications visées au a) et au b) du même alinéa, et qu'elle en conclut donc que le résultat d'analyse est effectivement anormal, elle en informe, le plus rapidement possible :*

a) le sportif contrôlé, par courriel et/ou par courrier ;

b) l'AMA, via ADAMS ;

c) le cas échéant, l'organisation sportive, l'organisation sportive nationale et/ou la fédération internationale à laquelle ou auxquelles il est affilié, par courriel ou via ADAMS ;

d) le cas échéant, les autres ONADs belges et/ou l'ONAD du pays où réside la personne et/ou l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, par courriel ou via ADAMS.

Outre la notification du résultat d'analyse anormal, celle-ci comprend également :

1° un rappel de l'article 6, 1° et/ou 2°, du décret, ainsi que, le cas échéant, de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret ;

2° les conséquences éventuelles de la violation de l'article 6, 1° et/ou 2°, du décret ;

3° pour le sportif, son droit de se faire remettre copie du dossier de la procédure individuelle de contrôle, comprenant :

a) la mention de la date de l'ouverture du dossier ;

b) un inventaire des pièces, avec mention de la date de leur versement au dossier ;

c) l'identité et l'adresse du sportif ou du membre du personnel d'encadrement ;

d) une copie du formulaire de contrôle du dopage, tel que visé à l'article 25, § 3, alinéa 3 ;

e) une copie du rapport d'analyse du laboratoire, tel que visé à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, accompagné, le cas échéant, de toutes les informations complémentaires transmises par le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ;

f) une copie du courrier recommandé et, le cas échéant, du courrier électronique, notifiant au sportif le résultat d'analyse anormal, conformément à l'alinéa 2 ;

g) le cas échéant, une copie de toute autre pièce susceptible d'être utile au traitement du dossier ;

4° pour le sportif, son droit de solliciter une analyse de l'échantillon B, conformément à l'article 37 ;

5° la date fixée par le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA pour l'éventuelle analyse de l'échantillon B.

*Au terme de l'examen et des vérifications visés au premier alinéa, si l'ONAD Communauté française décide de ne pas présenter le résultat d'analyse comme étant effectivement anormal, elle en informe, le plus rapidement possible :*

a) le sportif contrôlé, par courriel et/ou par courrier ;

b) l'AMA, via ADAMS ;

c) le cas échéant, l'organisation sportive, l'organisation sportive nationale et/ou la fédération internationale à laquelle ou auxquelles il est affilié, par courriel ou via ADAMS ;

d) le cas échéant, les autres ONADs belges et/ou l'ONAD du pays où réside la personne et/ou l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, par courriel ou via ADAMS.

§ 3. Si une analyse démontre la présence, dans le corps du sportif, d'une substance interdite mais dont la production pourrait être exclusivement endogène, le rapport d'analyse, visé à l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, renseigne le résultat de l'analyse comme atypique.

En cas d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, conformément à l'article 7.4 du Code, l'ONAD Communauté française :

1° vérifie si une AUT a été accordée ;

2° vérifie si un écart apparent par rapport au Standard international pour les contrôles et les enquêtes ou au Standard international pour les laboratoires a causé le résultat atypique.

En cas d'application de l'alinéa 2 et de réponse positive suite à l'une des vérifications prévues au 1° ou au 2°, l'ONAD Communauté française en informe le sportif concerné, en concluant à un résultat d'analyse négatif, conformément au § 1<sup>er</sup>.

*En cas d'application de l'alinéa qui précède, l'ONAD Communauté française en informe également :*

a) l'AMA, via ADAMS ;

b) le cas échéant, l'organisation sportive, l'organisation sportive nationale et/ou la fédération internationale à laquelle ou auxquelles il est affilié, par courriel ou via ADAMS ;

c) le cas échéant, les autres ONADs belges et/ou l'ONAD du pays où réside la personne et/ou l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, par courriel ou via ADAMS.

En cas d'application de l'alinéa 2 et de réponse négative suite aux vérifications prévues aux 1° et 2°, du même alinéa, l'ONAD Communauté française sollicite, du laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, une ou plusieurs analyse(s) complémentaire(s) en vue de déterminer l'origine de la substance interdite présente dans le corps du sportif contrôlé.

Sans préjudice de l'application des alinéas qui précèdent, un résultat de l'analyse atypique n'est notifié au sportif contrôlé que :

1° si l'échantillon B doit être analysé, auquel cas le sportif peut demander à être présent ou représenté lors de l'ouverture de l'échantillon B, conformément à l'article 37 ;

2° si l'ONAD Communauté française est tenue, avant que le résultat ne soit considéré comme négatif ou anormal, de communiquer, conformément l'article 7.4.1 b) du Code, la liste de sportif contrôlés comme atypiques ;

Après la ou les analyses complémentaire(s), telle(s) que visée(s) à l'alinéa 5, le résultat d'analyse atypique est considéré soit comme négatif, soit comme anormal, s'il est démontré, dans le second cas, que la substance interdite présente dans le corps du sportif n'est pas entièrement endogène.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, selon le cas, la procédure se poursuit conformément au § 1<sup>er</sup> ou au § 2.

§ 4. Lorsque le sportif contrôlé est un sportif d'élite de niveau national ou un sportif de haut niveau et que le résultat d'analyse de l'échantillon A est anormal, l'ONAD Communauté française transmet, par courriel ou via ADAMS, à l'organisation sportive internationale, à l'AMA et, le cas échéant, aux autres ONADs belges et/ou à l'ONAD du pays où réside la personne et/ou à l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence :

1° les nom et prénom du sportif contrôlé ;

2° la nationalité du sportif contrôlé ;

3° le sport et la discipline sportive concernés ;

4° la mention selon laquelle le contrôle a eu lieu en ou hors compétition ;

5° la date du prélèvement de l'échantillon ;

6° le type de prélèvement urinaire ou sanguin avec, le cas échéant, la mention selon laquelle celui-ci a été réalisé dans le cadre du passeport biologique de l'athlète, conformément à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret ;

7° le résultat des analyses communiqué par le laboratoire. ».

**Art. 30.** Dans l'article 37 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les termes « le médecin contrôleur ayant procédé au contrôle en cause » sont remplacés par les termes « l'ONAD Communauté française » ;

2° au § 3, alinéa 4, les termes « réception de la demande d'analyse de l'échantillon B » sont remplacés par les termes « réalisation de l'analyse de l'échantillon B » ;

3° au § 5, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque le résultat définitif de l'analyse des échantillons du sportif est anormal, l'ONAD Communauté française en informe, sans délai, par courriel ou via ADAMS, l'AMA ainsi que, le cas échéant, l'organisation sportive, l'organisation sportive nationale et/ou la fédération internationale dont relève le sportif contrôlé et/ou les autres ONADs belges et/ou l'ONAD du pays où réside la personne et/ou l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence. » ;

4° le § 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6 sans préjudice du respect des articles 36 et 37, en cas et suite à l'application de la procédure de contrôle effectuée au moyen du passeport biologique par l'ONAD Communauté française, celle-ci notifie également au sportif d'élite de niveau national concerné, les éléments suivants :

a) le rappel de l'établissement et de l'utilisation du passeport biologique à son endroit ;

b) le rappel de l'organisation antidopage responsable de la gestion et du suivi du passeport biologique ;

c) la ou les date(s) à laquelle ou auxquelles la ou les procédures de contrôle, par utilisation du passeport biologique, a ou ont été effectuées à son endroit ;

d) un descriptif des variations éventuelles des paramètres du sportif.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, lorsque le résultat est anormal, outre les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a) à d), l'ONAD Communauté française le précise dans la notification au sportif d'élite de niveau national concerné, ainsi que sa possibilité de faire valoir tout moyen de défense, dans les 15 jours suivant la notification et de demander, le cas échéant, à être entendu par l'ONAD Communauté française, en présence éventuelle d'un conseil et/ou d'un médecin.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, les entités suivantes sont également tenues informées des mêmes éléments que ceux visés au premier alinéa, de a) à d) :

1°) l'AMA, via ADAMS ;

2°) l'organisation sportive, l'organisation sportive nationale et/ou la fédération internationale à laquelle ou auxquelles il est affilié, par courriel ou via ADAMS ;

3°) le cas échéant, les autres ONADs belges et/ou l'ONAD du pays où réside la personne et/ou l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, par courriel ou via ADAMS.

En cas d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le résultat est négatif, outre les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a) à d), l'ONAD Communauté française le précise, dans la notification, au sportif d'élite de niveau national concerné, avec la mention selon laquelle il n'y a pas d'entame d'une procédure en violation des règles antidopage menée à son endroit.

En cas d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le résultat est atypique, la procédure visée à l'article 36, § 3, s'applique mutatis mutandis.

En cas d'application de l'alinéa second, l'ONAD Communauté française procède à une seconde notification au sportif d'élite de niveau national concerné :

a) après l'écoulement du délai de 15 jours ou après la réception des moyens de défense et/ou l'audition éventuelle du sportif d'élite de niveau national concerné ;

b) en faisant mention de la décision motivée de clôturer le dossier ou de le transmettre à la CIDD, aux fins d'application de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, l'ONAD Communauté française en informe, selon les mêmes formes, les mêmes entités que celles visées à l'alinéa 3. ».

**Art. 31.** Dans l'article 38 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « la Direction » sont remplacés par les termes « l'Administration » ;

2° au § 2, à l'alinéa 3, 2°, les termes « /ou » sont insérés entre les termes « en matière de localisation et » et les termes « d'AUT, » ;

3° au § 4, à l'alinéa 2, le terme « 1<sup>er</sup> » est remplacé par le terme « 2 ».

**Art. 32.** Dans l'article 39 du même arrêté, au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « sans préjudice du § 2 » sont remplacés par les termes « sans préjudice du § 1<sup>er</sup> » ;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les termes « I.3.I c) » sont remplacés par les termes « I.3.1 c) » ;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, le terme « : » est remplacé par le terme « . ».

4° à l'alinéa 4, les termes « au lieu » sont remplacés par les termes « au lieu et ».

**Art. 33.** Dans l'article 40 du même arrêté, l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Suite à l'application de l'alinéa qui précède, l'ONAD Communauté française procède à la notification de la décision d'exclusion du groupe cible de la Communauté française, conformément aux modalités prévues à l'article 38, § 4, et en faisant mention des conditions à respecter, telles que prévues par l'article 5.7.1 du Code, en cas de retour à la compétition, ainsi que des conséquences telles que prévues à l'article 5.7.1.1 du Code, dans le cas où les conditions prévues à l'article 5.7.1 du Code devaient ne pas être respectées. ».

**Art. 34.** Dans l'article 41 du même arrêté, à l'alinéa 2, le terme « leur » est remplacé par le terme « sa ».

**Art. 35.** L'article 42 du même arrêté est complété par les deux alinéas suivants :

« La réception, par le sportif d'élite concerné, de la notification d'une décision de constat de manquement, telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est présumée intervenir le premier jour ouvrable qui suit celui où le pli recommandé a été présenté au domicile légal ou élu du sportif, si son domicile est situé en Belgique.

La réception, par le sportif d'élite concerné, de la notification d'une décision de constat de manquement, telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est présumée intervenir, sauf preuve contraire du sportif, le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli recommandé a été remis aux services de la poste, lorsque le domicile légal ou élu du sportif est situé en dehors de la Belgique. ».

**Art. 36.** Dans l'article 45, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « § 1<sup>er</sup>, » sont insérés entre les termes « l'article 19, » et les termes « du décret ».

**Art. 37.** L'article 46 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le fait d'être repris sur une liste de préqualification aux Jeux Olympiques, Paralympiques ou aux Championnats du Monde ou d'Europe, peut être considéré, par l'ONAD Communauté française, comme une amélioration soudaine et importante des performances d'un sportif d'élite de niveau national déterminé, qui justifie son reclassement en sportif d'élite de niveau national, de catégorie A, pour une période de 6 mois. ».

**Art. 38.** L'article 47 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 47. Sans préjudice et conformément aux articles 18, § 7, alinéas 2 à 4, et 19 § 2, du décret, tout sportif d'élite de niveau national, quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, faisant partie du groupe cible de la Communauté française, peut introduire un recours, auprès de la CIDD, pour contester :

a) sa soumission aux obligations prévues par l'article 18, du décret ou ;

b) tout éventuel manquement lui reproché, sur base de l'article 18, du décret et par application de l'article 42.

Le recours, visé à l'alinéa qui précède, tend à réviser la décision initiale prise par l'ONAD Communauté française dans ce cadre.

Le recours, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est introduit, par courrier recommandé, auprès du secrétariat de la CIDD, situé Allée du Bol d'air, 13/15, à 4031 Angleur, et fait mention des éléments suivants :

1° la décision administrative contestée et la mention de la sollicitation de la révision de celle-ci ;

2° les explications et, le cas échéant, les justifications, en faits et droit, apportées ;

3° la demande éventuelle d'être entendu par la CIDD, le cas échéant en présence d'un conseil ou de toute personne au choix du sportif d'élite concerné.

En cas d'application du 3°, de l'alinéa qui précède, la CIDD peut siéger avec un juge disciplinaire unique.

*La CIDD, statuant sur un recours, tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :*

a) informe l'ONAD Communauté française, de la réception du recours, le jour-même où celle-ci est effectivement réalisée ;

b) peut demander, à l'ONAD Communauté française, outre l'avis visé à l'article 19, § 2, alinéa 2, du décret, une copie des documents administratifs initiaux ainsi que toute éventuelle information complémentaire, notamment issue d'ADAMS, dans la mesure strictement nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

c) peut siéger avec un juge disciplinaire unique ;

d) motive sa décision, en faits et en droit ;

e) spécifie, de manière expresse, dans sa décision, si elle a décidé de confirmer ou, au contraire, de réformer la décision initiale contestée, en faisant référence à celle-ci et à la date à laquelle cette dernière a été prise.

Toute décision prise par la CIDD, à la suite d'un recours tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, prend effet à la date de sa notification au sportif d'élite concerné.

*La notification visée à l'alinéa qui précède est présumée intervenir :*

- i) le jour de la notification de la décision de la CIDD, au sportif d'élite, par courriel ou, à défaut ;
- ii) le premier jour ouvrable qui suit celui où le pli recommandé a été présenté au domicile légal ou élu du sportif, si son domicile est situé en Belgique ou ;
- iii) le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli recommandé a été déposé aux services de la poste, lorsque le domicile légal ou élu du sportif est situé en dehors de la Belgique.

L'ONAD Communauté française, qui reçoit notification de la décision de la CIDD, en application de l'article 19, § 2, alinéa 6, du décret, procède ensuite aux classements et archivages administratifs nécessaires et, le cas échéant, aux encodages nécessaires dans ADAMS. ».

**Art. 39.** L'article 48 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 48. Les éléments visés à l'article 18, § 9, du décret, sont, dans les limites et pour l'application de ce dernier article, communiqués, par l'ONAD Communauté française, par le biais du logiciel ADAMS. ».

**Art. 40.** Dans l'article 49, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « f) ou de a) à i) » sont remplacés par les termes « e) ou de a) à g) ».

**Art. 41.** L'article 50 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 50. Aux fins d'application de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret, en cas de résultat d'analyse définitivement anormal, sans préjudice de l'article 37, § 5, la saisine de la CIDD, par l'ONAD Communauté française, est effectuée par la transmission du dossier administratif, visé à l'article 19, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, qui se compose des éléments suivants :

- a) une lettre de saisine qui reprend les différents éléments, visés à l'article 19, § 3, alinéa 3, de b) à g), du décret, également notifiés au sportif ;
- b) une copie des pièces de la procédure individuelle de contrôle, telles que visées à l'article 36, § 2, alinéa 3, 3<sup>o</sup>, de a) à g) ;
- c) une copie de toute pièce complémentaire notifiée au sportif lors de la procédure individuelle de contrôle.

La transmission, visée à l'alinéa qui précède, intervient le plus rapidement possible après que le résultat d'analyse ait été confirmé comme étant anormal et, en tout cas, le même jour que celui auquel l'ONAD Communauté française effectue la notification, au sportif, conformément à l'article 19, §§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 3, alinéa 3, du décret. ».

**Art. 42.** L'article 51 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51. Aux fins d'application de l'article 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret, pour toute éventuelle violation des règles antidopage, à l'exception de celles visées à l'article 6, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du décret, la saisine de la CIDD, par l'ONAD Communauté française, est effectuée par la transmission du dossier administratif, visé à l'article 19, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, qui se compose des éléments suivants :

- a) une lettre de saisine reprenant les différents éléments, visés à l'article 19, § 3, alinéa 3, de b) à g), également notifiés au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée ;
- b) si une enquête a été ouverte, le dossier et les conclusions de l'enquête, dans le respect de l'article 32, 19<sup>o</sup> ;
- c) une copie de toute éventuelle pièce complémentaire notifiée au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée.

La transmission, visée à l'alinéa qui précède, intervient le plus rapidement possible et, en tout cas, le même jour que celui auquel l'ONAD Communauté française effectue la notification, au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, conformément à l'article 19, §§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 3, alinéa 3, du décret. ».

**Art. 43.** L'article 52 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 52. Sur proposition de l'ONAD Communauté française, le Ministre peut adopter un modèle de règlement de procédure, tel que celui visé à l'article 19, § 4, alinéa 2, 11<sup>o</sup>, du décret. ».

**Art. 44.** L'article 53 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 53. La CIDD effectue les notifications visées à l'article 19, § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, au plus tard dans les 7 jours à dater du prononcé des décisions concernées, que ce soit en première instance ou en degré d'appel.

Dans les 5 jours ouvrables suivant la notification visée à l'alinéa qui précède, l'ONAD Communauté française transmet, aux organisations sportives et, le cas échéant, aux responsables antidopage des salles de fitness labellisées, tel que désignés conformément à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité, par le canal de communication sécurisé, tel que décrit à l'alinéa 3, un extrait de la décision rendue, tant en première instance, qu'en degré d'appel, avec la mention de son prononcé, de sa motivation, des nom, prénom et coordonnées du sportif ou de l'autre personne éventuellement suspendu(e), de la discipline sportive concernée, ainsi que de la période de suspension éventuellement prononcée.

Le canal de communication sécurisé visé à l'alinéa qui précède consiste en un système d'information, par voie électronique mais dont l'accès est uniquement réservé, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe, aux seuls membres et représentants des organisations sportives compétents en matière de lutte contre le dopage ainsi que, le cas échéant, aux responsables antidopage des salles de fitness labellisées, tel que désignés conformément à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité.

Pour l'application de l'article 19, § 6, alinéa 2, du décret et des alinéas qui précèdent, les organisations sportives désignent, en leur sein, deux représentants compétents en matière de lutte contre le dopage.

*Dans le même délai de 5 jours ouvrables, que celui visé à l'alinéa 2, l'ONAD Communauté française, effectue la diffusion, visée à l'article 19, § 6, alinéa 2, du décret :*

- a) à l'AMA et aux autres ONADs belges, par courriel et/ou via ADAMS ;
- b) s'il échet, à l'organisation sportive nationale et/ou à la fédération internationale compétente et/ou à l'ONAD du pays où réside la personne et/ ou à l'ONAD des pays dont la personne est un ressortissant ou titulaire de licence, par courriel, à l'attention du responsable concerné par la gestion des résultats antidopage. ».

**Art. 45.** Dans l'article 55 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Au terme du délai de 30 jours visé à l'alinéa 2, 4°, ou dans les 15 jours qui suivent l'audition éventuellement demandée par l'organisation sportive ou l'organisateur concerné, l'ONAD Communauté française émet un avis, motivé en faits et en droit et décide, le cas échéant, de constater un manquement aux obligations prévues par le décret ou par le présent arrêté. » ;

2° à l'alinéa 7, les termes « Le Ministre » sont remplacés par les termes « L'ONAD Communauté française » ;

3° à l'alinéa 8, les termes « du Ministre » sont remplacés par les termes « de l'ONAD Communauté française » ;

4° à l'alinéa 9, les termes « le Ministre » sont remplacés par les termes « l'ONAD Communauté française » ;

5° à l'alinéa 10, les termes « le Ministre » sont remplacés par les termes « l'ONAD Communauté française ».

**Art. 46.** Dans l'article 56 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les termes « le Ministre » sont remplacés par les termes « la CIDD » ;

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Si la décision de constat du second manquement est confirmée par la CIDD, suite à l'application de l'alinéa 2, l'amende administrative de 250 euros est confirmée et est notifiée, par l'ONAD Communauté française, au sportif d'élite de niveau national, de catégorie A concerné.

L'ONAD Communauté française procède à la confirmation et à la notification visées à l'alinéa qui précède, par courrier recommandé et par courriel, au plus tard dans les 60 jours qui suivent la notification de la décision de la CIDD, telle que visée et effectuée conformément à l'article 19, § 2, alinéa 6, du décret. ».

**Art. 47.** Un article 56/1, rédigé comme suit, est inséré entre l'article 56 et l'article 57, du même arrêté :

« Art. 56/1. Conformément à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret, et pour son application, l'ONAD Communauté française tient compte des critères de pondération suivants, pour apprécier la gravité de la violation de la règle antidopage constatée par la CIDD et déterminer, en conséquence, le montant de l'amende administrative à infliger au sportif ou à l'autre personne concerné(e) :

1° le type de violation des règles antidopage constatée ;

2° s'il échet, le type de substance interdite ingérée ou la méthode interdite utilisée, ainsi que le contexte en compétition, hors compétition ou sans aucun rapport avec la compétition dans lequel cette prise de substance ou de méthode interdite a eu lieu ;

3° le niveau amateur ou d'élite du sportif ou de l'autre personne convaincu(e) de dopage ;

4° le fait que le sportif soit mineur ou autrement incapable juridiquement ;

5° s'il échet, la politique répressive applicable concernant la ou les substances interdite(s) ingérée(s) par le sportif ;

6° les antécédents éventuels du sportif ou de l'autre personne convaincu(e) de dopage ;

7° s'il échet, la durée de la violation de la règle antidopage constatée ;

8° toute autre élément ou circonstance objective, mis(e) en avant par la CIDD, dans sa décision, de nature, soit à atténuer le degré de faute ou de négligence du sportif ou de l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage a été prononcée, ou, au contraire, à aggraver ce degré de faute ou de négligence.

*Nonobstant l'alinéa qui précède et dans les limites de celui-ci, les amendes suivantes sont infligées par l'ONAD Communauté française, dans les cas suivants :*

a) une amende de 1000 euros, en cas de première condamnation pour une violation de l'une des règles antidopage visées à l'article 6, 6°, alinéa 2, à 10°, du décret ;

b) une amende de 1000 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance non spécifiée, à l'exception de la dérogation visée à l'alinéa 3 ;

c) une amende de 1000 euros, en cas de première condamnation pour une violation de l'une des règles antidopage visées à l'article 6, 3°, 5° ou 6°, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, par un sportif d'élite ;

d) une amende de 500 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 4°, du décret, par un sportif d'élite de catégorie A ;

e) une amende de 500 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance spécifiée, à l'exception de la dérogation visée à l'alinéa 3 ;

f) une amende de 250 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance non spécifiée, à l'exception de la dérogation visée à l'alinéa 3 ;

*Sans préjudice des alinéas qui précèdent, les dérogations visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret, portent sur les cas suivants :*

i) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance non spécifiée mais qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 350 euros ;

ii) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance spécifiée mais qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 250 euros ;

iii) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance spécifiée mais qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 100 euros ;

iv) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1<sup>o</sup>, ou 2<sup>o</sup>, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance spécifiée mais qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 25 euros.

En dehors des cas visés aux deux alinéas qui précèdent et sans préjudice de l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret, l'ONAD Communauté française respecte les critères de pondération visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et détermine un montant d'amende administrative proportionné, en fonction de ceux-ci, dans la fourchette de 250 à 1000 euros prévue à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret.

Les notifications des amendes administratives prévues par le présent article sont effectuées, par l'ONAD Communauté française, par courrier recommandé et par courriel, sur base et après la réception des décisions de la CIDD, passées en force de chose jugée, aux termes desquelles un sportif ou une autre personne est convaincu(e) de dopage et qui lui ont été transmises, conformément à l'article 53, alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 48.** Dans l'article 57 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les termes « du Ministre » sont remplacés par le terme « lui » ;

2<sup>o</sup> aux alinéas 5 et 7, les termes « du Ministre » sont remplacés, à chaque fois, par les termes « de l'ONAD Communauté française » ;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 12, les termes « Ministre-Président » sont remplacés par les termes « Ministre en charge de la lutte contre le dopage ».

**Art. 49.** Les articles 60, 62, 63, 64, 65 et 66 du même arrêté sont abrogés et, en conséquence, l'article 61 de ce même arrêté est renuméroté en article 60.

**Art. 50.** Un nouvel article 61, rédigé comme suit, est inséré, dans le même arrêté :

« Art. 61. Sans préjudice des alinéas qui suivent, le décret du 14 novembre 2018 modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, mais sans préjudice des alinéas 3 et 4, toute procédure initiée sur base et par application de dispositions du décret du 20 octobre 2011 précité, sujettes à modification en vertu du décret du 14 novembre 2018 précité, se poursuit et se conclut, conformément et par application de celles-ci, telles qu'elles étaient en vigueur au moment où la procédure a été initiée et ce, même au-delà du 1<sup>er</sup> mars 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les décisions de désignation, de nomination, d'agrément, ainsi que celles relatives au renouvellement ou à la prorogation de ces nominations, désignations ou agréments, prises sur base et en application de dispositions du décret du 20 octobre 2011 précité, sujettes à modification en vertu du décret du 14 novembre 2018 précité, continuent à sortir leurs pleins effets, jusqu'à leur terme.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et nonobstant ceux-ci, il peut être fait application de l'article 63, alinéas 4 et 5. ».

**Art. 51.** L'article 67 du même arrêté est renuméroté en article 62.

**Art. 52.** Un nouvel article 63, rédigé comme suit, est inséré, dans le même arrêté :

« Art. 63. Sans préjudice des alinéas qui suivent, l'arrêté du Gouvernement du 20 février 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, mais sans préjudice des alinéas 3 à 5, toute procédure initiée sur base et par application de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, sujettes à modification en vertu de l'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, se poursuit et se conclut, conformément et par application de celles-ci, telles qu'elles étaient en vigueur au moment où la procédure a été initiée et ce, même au-delà du 1<sup>er</sup> mars 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les décisions de désignation, de nomination, d'agrément, ainsi que celles relatives au renouvellement ou à la prorogation de ces nominations, désignations ou agréments, prises en application de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, et sujettes à modification en vertu de l'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, continuent à sortir leurs pleins effets, jusqu'à leur terme.

Conformément à l'article 61, alinéa 4, et par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et nonobstant ceux-ci, toute candidature spontanée, tout dossier simplifié ou toute demande, envoyé(e) avant le 1<sup>er</sup> mars 2020, peut être dûment pris(e) en considération, pour application éventuelle des procédures visées aux articles 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et § 2, alinéas 4 et 5, 17, §§ 1<sup>er</sup>, 3 et 3/1, et 20, §§ 1<sup>er</sup>, 3 et 3/1, introduites ou modifiées en vertu de l'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Conformément à l'article 61, alinéa 4, et par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et nonobstant ceux-ci, pour les candidats qui ont introduit une candidature spontanée, une demande ou un dossier simplifié, par application de l'alinéa qui précède, les épreuves pratique et théorique de la formation initiale, visée, respectivement, aux articles 17, § 2, alinéa 2 et 20, § 2, alinéa 2, peuvent avoir été présentées avant le 1<sup>er</sup> mars 2020. ».

**Art. 53.** Le Ministre qui a la lutte contre le dopage dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 février 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale,  
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse,  
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

## RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

20 FEVRIER 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage

**1. Rétroactes :**

En date du 14 novembre 2018, le Parlement de la Communauté française a adopté un décret modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité.

Pour bref rappel, cette réforme a pour objectif général et majeur de permettre à l'ONAD Communauté française de répondre entièrement à ses obligations de signataire du Code mondial antidopage (le Code), vis-à-vis de l'Agence mondiale antidopage (AMA) et, ainsi, et de manière plus globale, de réaffirmer l'engagement sans réserve de la Communauté française, dans son ensemble, en matière de lutte contre le dopage.

Pour atteindre cet objectif principal, le décret précité prévoit deux grands axes :

- l'autonomie opérationnelle de l'ONAD et ses contours ;
- la compétence disciplinaire obligatoire de la Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage (la CIDD), pour connaître et juger de tout cas de dopage allégué et/ou constaté par l'ONAD et ce, indépendamment de l'affiliation sportive éventuelle du sportif concerné.

Par ailleurs, effet voulu et induit de la compétence disciplinaire élargie de la CIDD, la réforme a pour autre objectif, complémentaire au premier, de permettre une lutte plus efficace contre différentes formes de dopage – connues des autorités – qui sévissent au sein de certaines salles de fitness.

Enfin, dans cette même ligne de cohérence de lutte plus efficace contre toute forme de dopage en général et en vue de renforcer sa dissuasion, le texte prévoit aussi, à côté des sanctions sportives, issues du Code, et qui resteront évidemment applicables, en cas de dopage avéré, un mécanisme d'amendes administratives, proportionnelles à la gravité du cas de dopage constaté.

Parce que tant l'ONAD que le Gouvernement savent l'importance essentielle de la prévention au sens large, il est à noter que le produit de ces amendes sera principalement réaffecté à différentes actions en matière de prévention du dopage, d'éducation ou de sensibilisation à l'antidopage, notamment auprès des jeunes. Le but est ainsi de constituer une sorte de cercle vertueux entre le produit des sanctions (les amendes), à réaffecter à la prévention et à l'éducation, notamment et spécialement auprès des plus jeunes.

**2. Mise en œuvre de la réforme – présentation générale du texte et de son contexte :**

La réforme décrétalement précitée implique, pour qu'elle puisse entrer pleinement en application, une adaptation réglementaire pour certaines procédures administratives.

En particulier, il convient de modifier l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 précité, notamment sur les points suivants :

- les éléments relatifs à la compétence disciplinaire des fédérations (puisque la CIDD sera désormais la seule instance disciplinaire compétente en antidopage) ;
- la détermination d'une procédure et d'une échelle de pondération concernant les amendes administratives infligées aux sportifs dopés, à côté de leur sanction sportive ;
- l'adaptation de la procédure de recours en ce qui concerne les obligations de localisation des sportifs d'élite (puisque la CIDD aura compétence pour connaître et juger de ces recours alors que c'est le Ministre qui en était chargé jusqu'ici) ;
- certaines adaptations terminologiques induites par la réforme décrétalement ;
- la détermination de l'entrée en vigueur du décret du 14 novembre 2018 précité et de l'arrêté qui en permet l'application.

En outre, ces modifications réglementaires sont également l'occasion de simplifier l'application pratique et quotidienne de la législation et de la réglementation, par l'ONAD, notamment et principalement à propos éléments suivants :

- une procédure simplifiée permettant la prise en compte de candidatures spontanées pour le recrutement du personnel de prélèvement des échantillons (médecins contrôleurs et chaperons) ;
- une procédure facilitée de reconnaissance de médecins contrôleurs et de chaperons étrangers ou formés et reconnus par une autre organisation antidopage ;
- la simplification de différents éléments de procédure concernant la CAUT, en vue d'en optimiser son fonctionnement.

Pour la parfaite et complète information du Gouvernement et des instances consultées dans le processus d'adoption du présent arrêté du Gouvernement, il est précisé que le présent texte a été élaboré par l'ONAD Communauté française et qu'il a, ensuite, entièrement été relu, validé et jugé conforme aux exigences du Code, par l'AMA, dans le cadre de son exercice de surveillance de la conformité, au Code, des signataires.

**3. Réponses apportées par le Gouvernement suite aux avis du Conseil d'Etat et de l'Autorité de Protection des données :**

Il est à noter, au préalable, que la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport et le Conseil supérieur des Sports, consultés dans le processus d'adoption de l'arrêté, ont tous les deux remis un avis favorable et n'ont formulé aucune remarque de fond sur le texte.

Dans son avis 66.415/2/V, la section de législation du Conseil d'Etat a demandé qu'il soit procédé aux trois formalités additionnelles suivantes :

- demander l'avis de l'Autorité de protection des données (APD) ;
- procéder à la concertation intra-francophone, en application de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;
- transmettre le projet, pour information, aux autres parties contractantes de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, avant l'approbation définitive dudit projet.

*Ces trois formalités ont été accomplies et appellent les réponses et les explications suivantes.*

A) Avis de l'APD :

Dans son avis 186/2019, l'APD formule une remarque préalable et six remarques thématiques. Ces remarques sont ici passées en revue.

Remarque préalable :

Comme remarque préalable, l'APD considère qu'elle aurait dû être consultée, sur base de l'article 36.4 du RGPD, dans le cadre des modifications du décret du 20 octobre 2011 ayant débouché sur le décret du 14 novembre 2018.

La raison invoquée, selon l'APD, est que certaines des modifications du décret précité auraient un impact sur les droits et libertés des personnes concernées.

Or, si l'on examine l'article 36.4 du RGPD, l'on constate que l'obligation de consultation vaut dans le cadre de l'élaboration d'une mesure législative ou réglementaire, qui se rapporte à un traitement.

Cela signifie, concrètement, que l'obligation de consultation vaut pour tout traitement nouveau, créé en vertu d'une mesure législative ou réglementaire nouvelle.

Or, le décret du 14 novembre 2018 ne crée pas, au sens strict, de traitement nouveau par rapport à la situation actuelle, régie par le décret du 20 octobre 2011 et précisée dans son arrêté d'exécution du 21 octobre 2015 ; ces deux textes ayant tous deux été examinés par la Commission de la Protection de la Vie privée, dans le cadre du processus de leur élaboration.

Poursuivant son raisonnement, l'APD rappelle les principes essentiels que doit respecter toute législation qui encadre le traitement de données à caractère personnel. Ces critères portent notamment sur la nécessité, la proportionnalité ou encore la prévisibilité.

Sauf preuve contraire, le Gouvernement estime que les traitements de données régis par le décret du 20 octobre 2011 et précisés dans son arrêté d'exécution du 21 octobre 2015, répondent à ces critères essentiels.

Pour en apporter la preuve, il convient de noter, en premier lieu, que les différentes catégories de données traitées sont prévues dans le décret du 20 octobre 2011 précité et plus particulièrement en ses articles 6/2, 8, § 4, 10, 12, §§ 1<sup>er</sup> à 3, 12/1, 13 à 18, 19, §§ 1<sup>er</sup> et 3, 20, 21, §§ 1<sup>er</sup> à 3, 22 et 24.

Ceci répond, selon le Gouvernement, au principe de prévisibilité.

Deuxièmement, en tant que signataire du Code, l'ONAD se doit de respecter ses obligations, lesquelles impliquent, par la nature de ses missions, différents traitements, soit ceux prévus dans le décret. Ce statut de signataire - et les obligations qui en découlent - étant confirmés en vertu des articles 1<sup>er</sup>, 60°, et 5, alinéa 3, du décret du 20 octobre 2011 précité, il en résulte que les différents traitements concernés découlent non seulement d'une obligation contractuelle mais également d'une obligation légale, déjà existante.

En conséquence et pour ces raisons, le Gouvernement estime que le décret répond aussi au critère de la nécessité.

Enfin, concernant le principe de proportionnalité, celui-ci est expressément repris dans le décret du 20 octobre 2011 précité, en son article 10, alinéa 4 et il est confirmé et précisé dans l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 précité, en son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

Aussi, le Gouvernement estime qu'il est également répondu au principe de la proportionnalité.

Quant à l'impact du décret du 14 novembre 2018, par rapport à ces différents principes, il est nul. Aucun de ces principes essentiels n'a été remis en cause par le décret du 14 novembre 2018.

Dans le point 7 de son avis, faisant référence aux éléments visés à l'article 6.3 du RGPD, l'APD indique que les éléments suivants doivent être décrits avec précision, pour chaque traitement : « sa ou ses finalité(s) précise(s), les types de données traitées qui sont nécessaires pour la réalisation de cette finalité, les catégories de personnes concernées à propos desquelles des données seront traitées, les destinataires ou catégories de destinataires auxquels leurs données sont communiquées et les circonstances dans lesquelles et raisons pour lesquelles elles seront communiquées ainsi que toutes mesures visant à assurer un traitement licite et loyal de ces données à caractère personnel. »

Sur ce point, aussi, le Gouvernement estime qu'il est répondu à ces éléments essentiels, en vertu du décret du 20 octobre 2011 précité et de son arrêté d'application.

Plus précisément, les catégories de données, les personnes concernées, la finalité des traitements et les circonstances dans lesquelles et les raisons pour lesquelles ces données seront communiquées sont prévues dans le décret, aux articles cités supra.

De même, les finalités spécifiques, les personnes concernées et les destinataires potentiels de ces données, pour chaque catégorie de donnée, sont précisés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 précité. Le même article rappelle aussi le principe de proportionnalité, pour chaque type de traitement spécifique.

Les durées de conservation de chaque type de données sont enfin prévues à l'article 58 et à l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté du Gouvernement.

Si la remarque de l'APD, relative à ces éléments essentiels, devait être à interpréter comme suggérant d'intégrer tous ces éléments dans le décret en lieu et place d'une partie de ceux-ci, qui se trouvent actuellement dans l'arrêté, cette question pourrait être examinée, le cas échéant, dans le cadre de la prochaine réforme du décret, prévue également cette année, afin de rendre celui-ci entièrement conforme au Code mondial antidopage qui vient d'être fraîchement révisé.

Toutefois, à la lecture de l'article 6.3 du RGPD, le Gouvernement constate qu'il est fait référence à une « base juridique », ainsi qu'au « droit d'un Etat membre » - ce qui est également le cas d'une mesure réglementaire comme l'est un arrêté du Gouvernement - plutôt que d'un type d'instrument juridique en particulier, par exemple de nature législative.

Pour ce qui concerne la licéité du traitement plusieurs des conditions, prévues à l'article 6.1 du RGPD, sont remplies alors qu'en principe, une seule suffit.

En l'occurrence, les traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale, comme indiqué supra et, par ailleurs, ces traitements ou, à tout le moins, une partie de ceux-ci, sont nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement. Sur ce dernier point, il est d'ailleurs à noter que le RGPD lui-même, en son considérant 112, reconnaît que la lutte contre le dopage implique des motifs importants d'intérêt public.

Enfin, le Gouvernement tient encore à préciser deux éléments, en guise de conclusion à la remarque préalable de l'APD.

Le premier est que l'APD confirme clairement, au point 8 de son avis, qu'elle a aussi examiné les modifications décrétales de 2018, dans le cadre de son avis sur le présent projet d'arrêté, « (...) étant donné que certaines modifications en projet soumises pour avis sont la résultante de ces modifications décrétales ayant un impact important sur les droits et libertés des personnes concernées ».

Il en résulte que l'APD a donc vu et examiné les modifications décrétales de 2018, avant que ce décret n'entre en vigueur – puisque c'est l'arrêté qui fixe cette entrée en vigueur – et qu'elle a également remis un avis sur celles de ces modifications qui, selon elle, avaient un impact sur les droits et libertés des personnes concernées. Ceci est encore confirmé au point 10 de son avis, ainsi que par la remarque thématique de l'APD relative au champ d'application du décret.

Quant à déterminer, in fine, si lesdites modifications décrétales ont ou non un impact sur les droits et libertés des personnes concernées et, si oui, dans quelle mesure et comment il y a été répondu, cette question est abordée dans la réponse spécifique donnée par le Gouvernement, à propos de la remarque thématique de l'APD faite à ce sujet, aux points 11 à 15 de son avis.

Remarque thématique relative au champ d'application du décret :

L'APD émet une remarque sur le champ d'application du décret et, plus précisément, sur la notion d'activité sportive, qui conditionne ce champ d'application et, de facto, la capacité de surveillance de l'ONAD.

Après s'être interrogée sur le caractère opportun, nécessaire et proportionné de la modification de la notion d'activité sportive, l'APD finit par la considérer comme disproportionnée et recommande qu'elle soit révisée pour en exclure les sportifs récréatifs.

Son raisonnement est en réalité fondé sur les deux objectifs majeurs que poursuit la lutte contre le dopage et qui sont la santé publique et l'équité sportive.

En premier lieu, le Gouvernement renvoie intégralement à l'exposé des motifs du décret de 2018, ainsi qu'au commentaire spécifique apporté à la notion d'activité sportive révisée.

En outre, le Gouvernement souhaite apporter plusieurs précisions complémentaires.

Comme le souligne elle-même l'APD au point 14 de son avis, la délimitation de la sphère de surveillance de l'ONAD constitue d'abord une question et une décision d'opportunité.

Dans ce cadre, les autorités gouvernementales ont jadis estimé opportun de proposer au Parlement de permettre à l'ONAD de pouvoir également contrôler et surtout sanctionner, le cas échéant, des sportifs, même non affiliés qui ne pratiqueraient aucune compétition.

Le Parlement a validé cette proposition en se fondant sur plusieurs raisons développées dans l'exposé des motifs et précisées, pour certaines d'entre elles, dans le commentaire des articles.

La première de ces raisons est effectivement liée à une question de santé publique ; les substances dopantes étant toutes potentiellement nocives voire très nocives pour la santé.

Toutefois, à elle seule, cette raison n'aurait probablement pas suffi à l'aune de la liberté individuelle des personnes concernées.

Aussi, si l'ONAD, d'abord, puis le Gouvernement et le Parlement, ensuite, ont estimé opportun de compléter le cadre juridique pour clairement permettre et rendre plus dissuasifs certains contrôles, même en dehors de toute compétition, c'est d'abord en se basant sur un fait certain, appuyé par les chiffres très élevés des contrôles positifs réalisés en Flandre, dans les salles de fitness.

Ces chiffres flamands, pour rappel, avoisinent sans grande difficulté un taux d'au moins 20 % de contrôles positifs réalisés dans les salles de fitness. Pire, dans certaines missions, une personne contrôlée sur deux est positive et, dans la plupart des cas, les substances prises figurent parmi les substances interdites qui sont le plus nocives pour la santé comme les stimulants, les hormones de croissance ou encore les anabolisants.

Aussi, le dopage, que ce soit dans les salles de fitness ou même dans des courses à pieds, de niveau amateur, avec classement à l'arrivée, est une réalité et, donc, un problème de santé publique que les autorités ont décidé de rencontrer.

En outre, à côté de la question liée à la santé publique des individus qui consomment ces substances, d'autres objectifs majeurs, décrits dans l'exposé des motifs mais non mentionnés dans l'avis de l'APD, viennent s'ajouter.

Ainsi, la suppression des différentes exclusions du champ d'application de la notion d'activité sportive est, en réalité, la traduction d'une obligation – contractuelle et légale – au départ issue du Code.

En effet, en vertu de l'article 5.2 du Code, auquel renvoie l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 précité, tout sportif relevant de l'autorité de l'ONAD peut être tenu de lui fournir un échantillon, à tout moment et en tout lieu.

Si la règle précitée doit évidemment être appliquée avec un certain sens de la mesure et de la proportionnalité, notamment en fonction du niveau du sportif concerné et d'autres paramètres importants, dont ceux liés au respect de sa vie privée, elle n'en demeure pas moins la règle de principe, applicable en la matière.

Aussi, les restrictions quant au champ d'application de l'activité sportive, prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 3[00cb][009a], du décret du 20 octobre 2011 précité - en ce qu'elles contrevenaient explicitement à la règle de principe applicable en la matière - ne se justifiaient plus et, partant, devaient être supprimées. A défaut, l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code, n'aurait plus, de facto et de iure, été en mesure de satisfaire à ses obligations, vis-à-vis de l'Agence mondiale antidopage.

Toutefois et comme le précisent le commentaire des articles et l'exposé des motifs du décret, afin de respecter un juste équilibre entre une lutte efficace contre le dopage et les droits et libertés des personnes contrôlées, il convient de rappeler que tant l'ONAD, pour les contrôles qu'elle décide d'effectuer, que les médecins contrôleurs, lors des contrôles qu'ils réalisent, font application du principe de proportionnalité.

Concrètement, cela signifie, notamment, qu'il est toujours tenu compte du niveau du sportif, de son statut d'amateur ou de professionnel et/ou des informations antidopage analytiques ou non dont l'ONAD dispose, par rapport aux différents types de contrôles à réaliser ainsi que pour en déterminer leurs modalités.

Pour étayer ce qui précède, il convient de noter qu'actuellement la proportion des contrôles est d'environ 70 % sur des sportifs d'élite pour 30 % sur des sportifs amateurs. Selon les dernières tendances, le taux de contrôles sur les amateurs serait même en baisse assez sensible.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau cadre juridique, cette proportion ne devrait pas être remise en cause. En tout cas, elle ne sera pas revue à la hausse en faveur des sportifs amateurs, qui comprennent, au sens du décret, les sportifs récréatifs.

Par ailleurs et outre ces explications principalement issues des documents parlementaires, il convient aussi de rappeler que, conformément à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 précité, le plan de répartition de contrôles de l'ONAD, qui lui permet in fine d'établir un ordre de priorité entre les disciplines sportives, les catégories de sportifs ou encore par rapport aux types de contrôles à réaliser, a pour objectif d'être efficace et proportionné.

Efficace, cela signifie, par exemple, que l'ONAD n'a aucun intérêt, en termes d'efficacité ou de dissuasion du dopage, d'aller contrôler un joggeur du dimanche. La seule exception serait que l'ONAD ait reçu au préalable, de sources concordantes et fiables, des informations crédibles et croisées selon lesquelles un contrôle de ce type pourrait, dans un cas particulier, présenter de l'intérêt pour la lutte contre le dopage. En dehors de ce cas, tout à fait exceptionnel, ce type de contrôle n'arrivera pas et il se pourrait même qu'il ne se produise jamais.

Proportionné, cela renvoie à l'explication donnée supra. L'ONAD est signataire du Code et, parmi ses obligations, figure celle de concentrer ses principaux efforts de contrôles sur les sportifs d'élite.

L'autre objectif majeur, lié à la possibilité expresse, pour l'ONAD, de contrôler des sportifs non affiliés, notamment dans des salles de fitness, porte sur des enjeux liés à l'ordre public et à la sécurité publique.

L'on sait en effet que certaines substances ont des effets stimulants, potentiellement dangereux en termes de sécurité publique.

Par ailleurs, certaines violations des règles antidopage, comme le trafic par exemple, sont, dans le même temps, des infractions pénales.

Aussi, il existe un protocole de coopération, conclu entre les 4 ONADs belges, la police et la Justice. Le but de ce protocole est d'articuler le pouvoir d'enquête des ONADs, obligatoire en vertu du Code et des différentes législations, avec les prérogatives exclusives de la police et de la Justice pour ce qui concerne le volet répressif de certains dossiers liés au dopage.

A l'heure actuelle et alors que cette coopération existe et est effective du côté flamand, où des contrôles dans des salles de fitness sont effectués depuis près de 10 ans, elle n'est que théorique du côté francophone puisque les contrôles dans les salles constituent un axe essentiel de cette coopération.

C'est sur cette base et pour l'ensemble de ces raisons que le Gouvernement et le Parlement ont pris cette décision d'opportunité de modifier le champ d'application matériel du décret.

Quant à la question de la nécessité et à la légitimité de cette mesure, l'APD reconnaît elle-même l'importance de la lutte contre le dopage. En outre et surtout, pour les raisons légales, de santé publique et de coopération avec les autorités policières et judiciaires développées ci-avant, le Gouvernement considère que ces principes sont tout à fait rencontrés.

Enfin, s'agissant de la proportionnalité en elle-même, sujette à la critique de la part de l'APD, le Gouvernement renvoie aux développements supra à ce sujet, pour finir par considérer qu'elle est également respectée, que ce soit d'un point de vue juridique ou dans son application pratique.

A ce sujet, dernier élément, mais non le moindre, concernant le principe de proportionnalité et son respect, dans la pratique : aucune plainte, de la part d'aucun sportif n'a jamais été déposée auprès de l'ONAD ou n'a jamais impliqué l'ONAD, à propos d'un contrôle qu'elle aurait diligenté et effectué.

Toutefois et en guise de conclusion à cette remarque de l'APD, le Gouvernement suggère de réfléchir, avec l'ONAD, à la possibilité d'exprimer, de manière expresse mais sous une forme encore à affiner et à déterminer, le principe de proportionnalité dans le décret lui-même et ce, dans le cadre de sa prochaine réforme visant sa pleine conformité au Code révisé.

#### Remarque relative à la communication de données opérées par l'ONAD dans le cadre du projet d'arrêté :

L'APD considère, à propos de la communication de données par l'ONAD, que les circonstances et raisons concrètes dans lesquelles ces communications sont réalisées devraient être précisées dans l'arrêté, tout en respectant les principes de finalité et de légitimité. En ce sens, l'APD suggère de compléter l'article 3 de l'arrêté.

Concernant la question de la légitimité, il est renvoyé à la réponse donnée à la remarque préalable de l'APD. En résumé, la légitimité de la lutte contre le dopage, qui est reconnue et par l'APD et dans le RGPD, ne peut pas être contestée. Partant, comme le programme et le cadre juridique antidopage forment un tout cohérent, conforme au Code et respectueux des droits et libertés des sportifs, à partir du moment où le fondement de ce programme, transposé dans le décret, est légitime, l'arrêté qui l'exécute l'est aussi.

Par ailleurs et comme également expliqué supra, toutes les finalités, raisons et circonstances dans lesquelles ou pour lesquelles des communications de données sont réalisées sont prévues dans le décret, en ses articles 6, 10°, 6/2, 8 §§ 1<sup>er</sup> à 4, 9/1, 10, 12 §§ 1<sup>er</sup> à 5, 12/1, 13 à 22 et 24 et précisées dans l'arrêté en projet, en ses articles 5 ; 7, alinéa 2, 2°, 4 à 6° et 8° ; 8 ; 11 à 15 ; 22 à 51 ; 53 ; 55 à 58, ainsi que dans son annexe 1.

L'article 3 de l'arrêté, pour sa part, constitue finalement une disposition générique, récapitulative, qui offre une protection et une sécurité juridique supplémentaires, spécialement pour les sportifs, concernant les différents types de données traitées dans le cadre du décret et de son arrêté d'exécution.

En effet, cet article permet, à sa seule lecture, de prendre connaissance des différentes catégories de données traitées, ainsi que des finalités spécifiques et des destinataires potentiels de chacune de ces catégories.

En outre, ce même article 3 spécifie bien que chaque donnée, quelle que soit sa catégorie, ne peut être communiquée à un tiers – lesquels sont limitativement cités dans le même article, selon la catégorie de donnée concernée – que dans la mesure strictement nécessaire à la réalisation de l'objectif spécifique concerné.

Pour donner un exemple, l'article 3, 2°, de l'arrêté, portant sur les données relatives au pouvoir d'enquête de l'ONAD, reprend, de manière exhaustive, tous les destinataires potentiels de ces données. En revanche, ces données ne seront communiquées confidentiellement qu'aux seuls destinataires, parmi ceux cités à l'article 3, 2°, précité, qui ont un intérêt professionnel et légal à les recevoir. Ainsi, pour une enquête classique, lorsque l'ONAD conclut à une allégation simple de violation des règles antidopage, seuls le sportif concerné, l'AMA et la CIDD en sont informés. Ce n'est que si les faits sont également constitutifs d'une infraction pénale que les services de police et de justice seraient également informés des conclusions de l'enquête.

En conclusion, sur ce point, parce que le décret et son arrêté d'exécution prévoient et précisent, pour chaque communication de données, ses finalités, ses raisons et circonstances précises, les destinataires précis concernés, ainsi que le rappel de la confidentialité et du principe de proportionnalité pour chacune de ces communications, le Gouvernement estime qu'il est déjà entièrement répondu, en l'état actuel du droit, à cette remarque de l'APD. En conséquence, elle ne sera pas suivie et l'article 3 ne sera pas adapté sur ce point.

Aussi, la réponse aux deux exemples repris par l'APD, aux points 17 et 18 de son avis, est une application de l'explication qui précède.

Ainsi, pour ce qui concerne les décisions disciplinaires, celles-ci sont transmises aux fédérations sportives, selon des moyens sécurisés, aux fins de respecter le caractère erga omnes et multi sports des décisions disciplinaires prises en matière de dopage, conformément à l'article 15.1 du Code.

Ce transfert, ses finalités, ses raisons et circonstances, ainsi que son mode de sécurisation, sont respectivement prévus à l'article 19, § 6, alinéa 2, du décret, et précisés à l'article 53 de son arrêté d'exécution, tandis qu'il est encore précisé que cette communication ne se fait que dans une mesure strictement nécessaire, conformément à l'article 3 du même arrêté.

De même, en réponse au point 18 de l'avis de l'APD, celle-ci semble confondre l'article 3 de l'arrêté, qui est une disposition protectrice et récapitulative, qui reprend, pour chaque catégorie de données, les destinataires potentiels de celles-ci, étant précisé que toute communication ne se fait que dans la mesure – et donc qu'aux destinataires – strictement nécessaire(s), avec les dispositions matérielles pertinentes qui portent sur les données de localisation, leur utilisation, leur finalité et qui a un accès concret à ces données. Ces dernières dispositions sont respectivement prévues aux articles 10 et 18, du décret, et précisées aux articles 38 à 48, de son arrêté d'exécution. Pour le surplus, la durée de conservation de ces données est celle prévue à l'article 58 et à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté précité.

Concrètement et en application de ces dispositions, la communication de données de localisation à des tiers, par exemple à un responsable de grandes manifestations, ne se fait pas – les données ne sont pas accessibles pour lui via ADAMS – sauf dans la mesure strictement nécessaire, par exemple si l'ONAD lui demandait de faire un contrôle, pour elle, durant l'une de ces manifestations.

Au point 19 de son avis, l'APD estime que les communications des formulaires de contrôle du dopage (FCD), aux fédérations sportives, telles que visées à l'article 13, § 3, alinéa 3, du décret (lire article 12, § 3, alinéa 4 in fine, du décret), 25, § 8, alinéa 3 et 26, § 4, alinéa 5, de l'arrêté, sont prématurées et non pertinentes.

Cette remarque de l'APD semble exacte, sauf avis et arguments pertinents contraires, qui pourraient être ultérieurement donnés par l'AMA à ce sujet.

Aussi et comme le principe de cette notification est exprimé dans le décret, cet élément ne pourra formellement être supprimé qu'à l'occasion de la révision du décret, prévue cette année, en vue de sa pleine conformité au Code 2021.

Ensuite, les modifications utiles pourront également être apportées dans l'arrêté, qui sera lui aussi modifié, en vue de sa conformité au Code révisé.

Entre-temps, et parce que la remarque de l'APD semble pertinente et que les données ne sont communiquées que dans une mesure strictement nécessaire, les FCD ne seront plus communiqués aux fédérations sportives, sauf si celles-ci en faisaient la demande expresse et seulement dans le cas où elles pourraient établir un intérêt spécifique à les recevoir.

Au point 20 de son avis, l'APD estime que certaines communications ne devraient pas concerner les sportifs récréatifs. L'APD cite les communications liées aux AUT et celles des résultats anormaux, à l'AMA et aux fédérations sportives.

A partir du moment où la décision – validée et soutenue par l'AMA – a été prise d'inclure les sportifs récréatifs parmi ceux qui étaient susceptibles d'être contrôlés, ceux-ci sont soumis, en l'état actuel du droit, aux mêmes règles que n'importe quel autre sportif amateur.

Toutefois, il est à noter que dans le cadre de la révision du Code, approuvée par l'AMA, le 7 novembre 2019, une nouvelle définition des sportifs récréatifs a été ajoutée et un régime plus souple, au niveau des sanctions et de la charge de la preuve, leur a été réservé. Cette nouvelle définition et ce régime plus souple seront transposés cette année, dans le décret. Dans ce cadre, en concertation avec l'AMA, l'ONAD examinera toute possibilité pouvant permettre la prise en compte du principe de proportionnalité pour les sportifs récréatifs qui ne participent à aucune compétition.

Concernant la remarque reprise au point 21 de l'avis de l'APD, le Gouvernement estime précisément que l'on se trouve entièrement dans les conditions, prévues à l'article 42, § 2, 3<sup>o</sup>, de la loi du 13 décembre 2006 portant dispositions diverses en matière de santé, qui permettent de déroger à la compétence d'autorisation de principe de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information. En effet, d'une part, toute communication de données à caractère personnel et relatives à la santé, effectuée en vertu du décret et de son arrêté d'exécution, se fait par et sous la responsabilité de professionnels des soins de santé, qui sont tenus au secret professionnel. D'autre part, la communication de ces données est prévue en vertu d'un décret, après que différents avis de la Commission de la Protection de la Vie privée aient déjà été rendus à ce sujet.

#### Remarques relatives à la sécurisation des communications de données de l'ONAD :

L'APD relève que certaines communications de données se réalisent via la plateforme ADAMS. Dans ce cadre, l'APD rappelle que les données relatives à la santé doivent être encadrées de mesures de sécurité particulières, au vue de la nature sensible de ces données. Ainsi, l'APD recommande que des mesures de cryptage entourent la communication de telles données.

Sur ce point, le Gouvernement rappelle que seuls des professionnels de la santé, tenus au secret professionnel, peuvent, même de manière théorique, avoir accès à ce type de données. D'autre part, le Gouvernement rappelle aussi le principe de proportionnalité de l'article 3, de l'arrêté, selon lequel ces données ne sont communiquées que dans une mesure strictement nécessaire, aux seules personnes autorisées, qui ont un intérêt professionnel et légal, à des fins antidopage, à avoir connaissance de telles données. Enfin, le Gouvernement confirme que ce type de données fait déjà bien l'objet de mesures de cryptages, comme recommandé par l'APD.

S'agissant des mesures de sécurité citées par l'APD au point 24 de son avis, il y a apparemment une confusion. L'article 53 en projet, cité à cet endroit par l'APD, concerne en effet uniquement le système sécurisé relatif aux sanctions, qui vise à transposer l'article 15.1 du Code, mais d'une manière visant à préserver un juste équilibre entre l'efficacité de la lutte contre le dopage et les droits et libertés des sportifs. Ce système, pour rappel, est uniquement réservé à seulement deux personnes autorisées, par fédération, qui ont en outre signé une clause de confidentialité selon laquelle les données auxquelles elles auront accès sont uniquement réservées à des fins antidopage et, plus particulièrement, pour s'assurer que des personnes suspendues pour dopage ne prennent pas part à des activités organisées par leur fédération, durant leur période de suspension. Cette clause spécifie aussi que son non-respect est susceptible d'entraîner, le cas échéant, des poursuites pénales et/ou civiles.

Concrètement, seules les deux personnes autorisées, par fédération, qui ont signé la clause de confidentialité, peuvent recevoir, alors, un identifiant et un mot de passe, qui leur donne accès aux informations obligatoires, en vertu du Code, portant sur les sanctions et ce, donc, en vue d'en assurer leur respect, conformément au Code.

Compte tenu de l'ensemble de ces mesures protectrices et, en outre, de l'absence de toute plainte, jusqu'ici, de la part d'un sportif ou de toute autre personne concernée, par rapport à ce système ou à son utilisation, le Gouvernement considère celui-ci comme suffisamment sécurisé et proportionné. Les modifications en projet ne modifient pas cette analyse. Le juste équilibre semble bien atteint.

Remarques relatives au système de signalement sécurisé :

S'agissant du système de signalement sécurisé, introduit par l'article 32/1 en projet, l'APD recommande aux auteurs de veiller au respect du principe de proportionnalité. Dans ce cadre, elle se demande s'il ne serait pas possible de limiter l'utilisation potentielle du système à un certain nombre de personnes, de limiter son utilisation aux violations des règles antidopage les plus graves, ou encore de le réserver aux seules violations des règles antidopage qui seraient commises par des sportifs de compétition.

En vertu de l'article 5.8 du Code - transposé à l'article 6/2, du décret, - et des articles 11 et 12 des Standards internationaux pour les contrôles et les enquêtes, notamment et plus spécifiquement l'article 5.8.1 du Code et l'article 11.2.1 des Standards précités, chaque ONAD doit être en mesure de mener des enquêtes et de recueillir des informations antidopage « émanant de toutes les sources disponibles », y compris du grand public.

Par ailleurs et en outre, lors du lancement de son programme sur les lanceurs d'alerte, en octobre 2016, l'AMA demandait aux signataires de développer de tels programmes ou de renforcer les dispositifs existants en la matière. Dans ce programme, l'AMA précise que « des plateformes informatiques sécurisées sont nécessaires pour encourager les sportifs ou toute autre personne à signaler un comportement répréhensible ». Elle ajoute : « Il en va de l'intérêt supérieur du mouvement antidopage que les préoccupations soient soulevées auprès de l'AMA ou par toute autre voie de signalement adéquate, telle que les fédérations internationales ou les ONADs ». Décrivant son nouveau système sécurisé, l'AMA, indique encore qu'il : « (...) favorise la divulgation de toute information quelle qu'elle soit, tout élément transmis, aussi insignifiant puisse-t-il paraître, pouvant s'avérer utile ». Le programme de l'AMA précise que « toute personne ou entité qui détecte ou identifie un comportement répréhensible présumé, en est témoin, en a connaissance ou a des motifs raisonnables de le soupçonner, est encouragée à le signaler, par l'intermédiaire d'une voie de signalement (sécurisée)... ».

Concernant le type d'information pouvant être divulgué, l'article 2.2 du programme précité de l'AMA évoque : « tout comportement répréhensible présumé, entendu comme toute violation des règles antidopage, toute non-conformité au Code ou tout acte ou omission pouvant entraver la lutte contre le dopage ». La divulgation peut porter sur un acte ou une omission « antérieur(e), actuel(le) ou envisagé(e) ». Ce même article cite aussi les auteurs potentiels de comportements répréhensibles : « les sportifs, le personnel d'encadrement des sportifs, un agent de contrôle, un membre de personnel d'une OAD ou de l'AMA (...) ».

Il résulte des explications et des dispositions qui précèdent que le lancement du programme de signalement sécurisé, prévu en vertu du présent arrêté, découle d'une obligation légale mais également contractuelle – vis-à-vis de l'AMA – pour que l'ONAD soit en mesure de satisfaire à ses obligations de signataire et, ainsi, de se conformer au Code. La limitation à un certain type d'information, à certaines violations des règles antidopage, à certaines sources ou à certains types de sportifs serait ainsi contraire aux obligations légales et contractuelles de l'ONAD.

Toutefois, en réponse à la remarque de l'APD, il est à souligner qu'un ensemble de garanties est prévu, pour respecter le principe de proportionnalité et prévenir de possibles abus. Ainsi :

- l'objectif de ce système est de préserver l'équité sportive et de tendre à l'égalité des chances entre les sportifs ;
- la confidentialité est garantie et seuls les agents de l'ONAD du département « enquêtes » ont accès aux informations issues du système, uniquement à des fins antidopage ;
- l'anonymat de la personne est garanti, à la demande de la personne concernée ;
- si des fausses informations sont communiquées ou sont communiquées pour des raisons autres qu'à des fins antidopage, une enquête pourrait être ouverte, pour possible violation de la règle antidopage visée à l'article 6, 5°, du décret (falsification) ;
- un sondage préalable a été réalisé auprès des fédérations sportives, qui ont très largement approuvé le lancement d'un tel système, afin de disposer d'un outil supplémentaire pour renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage ;
- la durée de conservation maximale de ces informations est prévue, en vertu de l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté (données relatives aux sportifs) ;

En outre et en réponse à la remarque spécifique de l'APD figurant au point 29 de son avis, un alinéa a été ajouté, dans l'arrêté, pour préciser que toute donnée à caractère personnelle communiquée via le système sécurisé, mais sans rapport avec les finalités spécifiques de l'article 32/1, est détruite, le plus rapidement possible, par l'ONAD Communauté française.

Aussi et compte tenu de ces éléments, le Gouvernement estime que la mise en place du système sécurisé, dans sa forme actuelle, avec la précision relative à la suppression des informations inutiles ou non pertinentes au regard des finalités, est légitime, nécessaire et proportionné à l'objectif légitime et nécessaire recherché.

S'agissant de la remarque de l'APD formulée au point 28 de son avis, relative à l'information à communiquer aux personnes utilisant le système de signalement, celle-ci sera effectuée, de manière claire et complète, dans le formulaire électronique, disponible en ligne. Ainsi, il y sera clairement précisé les circonstances et conditions strictes dans lesquelles l'anonymat pourrait devoir être levé. De plus, il est également à souligner qu'une telle divulgation à un ou à plusieurs tiers ne se ferait « que dans la mesure strictement nécessaire », c'est-à-dire s'il s'agit d'une obligation légale, pour l'ONAD, de le faire.

En réponse à la remarque de l'APD reprise au point 30 de son avis, portant sur la durée de conservation des données, il est précisé que celle-ci est, de manière générique, celle de l'annexe 1, en fonction du type de données précises dont il s'agit. En outre, dans le cadre du traitement confidentiel des informations obtenues via le système sécurisé, les agents de l'ONAD en charge des enquêtes s'assureront en permanence que ces informations restent pertinentes, au regard des finalités du système. A défaut, de telles informations seront détruites, comme il a été précisé au dernier alinéa de l'article 32/1, de l'arrêté.

Enfin, l'APD recommande qu'une analyse d'impact relative à la protection des données soit réalisée avant le lancement opérationnel du système sécurisé.

En réponse à cette recommandation, le Gouvernement a procédé à l'analyse d'impact suivante :

a) la description des opérations de traitement envisagées et de ses finalités :

Les finalités du traitement sont reprises dans la disposition elle-même : le but est de préserver et de protéger les droits des sportifs qui ne se dopent pas, de contribuer à l'égalité des chances entre les sportifs et à l'équité sportive et, de manière générale, de tendre à améliorer l'efficacité de la lutte contre le dopage.

Les données récoltées par le biais de ce système seront uniquement traitées par des membres du personnel de l'ONAD tenus à la confidentialité et uniquement à des fins antidopage.

Après la récolte de ces données, celles-ci seront triées puis analysées et vérifiées.

Au terme de cette vérification et de cette analyse, toute information jugée non pertinente, non nécessaire ou sans rapport avec les finalités du système, sera supprimée.

L'anonymat des personnes et la confidentialité des données est garantie, sauf en cas d'obligation légale contraire. Les personnes concernées auront une information claire à ce sujet, dès le début du processus.

Ensuite, les informations pertinentes, vérifiées et croisées pourraient servir à :

- cibler des contrôles ;
- ouvrir une enquête plus formelle ;
- transmettre des informations (uniquement en cas d'obligation légale de le faire) au Parquet et/ou à la Police

*Les informations inutiles ou non pertinentes aux fins antidopage sont détruites.*

b) Nécessité et proportionnalité :

La mesure est jugée nécessaire pour permettre à l'ONAD de répondre à ses obligations légales et contractuelles de signataire du Code, issues, notamment, de l'article 5.8 du Code, des Standards internationaux de l'AMA sur les contrôles et les enquêtes et du programme de l'AMA sur les lanceurs d'alerte.

La mesure est légitime : la lutte contre le dopage étant reconnue dans le RGPD comme présentant des motifs importants d'intérêt public.

En raison des garanties suivantes :

- l'objectif de ce système est de préserver l'équité sportive et de tendre à l'égalité des chances entre les sportifs ;
- la confidentialité est garantie et seuls les agents de l'ONAD du département « enquêtes » ont accès aux informations issues du système, uniquement à des fins antidopage ;
- l'anonymat de la personne est garanti, à la demande de la personne concernée ;
- si des fausses informations sont communiquées ou sont communiquées pour des raisons autres qu'à des fins antidopage, une enquête pourrait être ouverte, pour possible violation de la règle antidopage visée à l'article 6, 5°, du décret (falsification) ;
- un sondage préalable a été réalisé auprès des fédérations sportives, qui ont très largement approuvé le lancement d'un tel système, afin de disposer d'un outil supplémentaire pour renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage ;
- la durée de conservation maximale de ces informations est prévue, en vertu de l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté (données relatives aux sportifs) ;
- les données sans rapport avec les finalités du système sont supprimées

*le traitement est jugé comme proportionné au regard des finalités nécessaires et légitimes décrites ci-dessus.*

c) Risques pour les droits et libertés :

*Oui, il existe des risques potentiels mais au regard de l'anonymat, de la confidentialité, de l'article 3 de l'arrêté (principe de proportionnalité), de l'enquête préalable très positive réalisée auprès des fédérations, de la destruction des données non pertinentes, de la possibilité d'entamer une enquête en cas d'abus ou de fausses informations et du fait que jusqu'à présent, aucune plainte n'ait jamais été déposée par un sportif par rapport à l'utilisation de ses données, il est estimé que des mesures adéquates et suffisantes ont été prises pour réduire au mieux et dans la plus large mesure possible ces risques.*

d) Mesures envisagées :

Une disposition a été ajoutée, à l'article 32/1 in fine, de l'arrêté, pour supprimer toute donnée, récoltée via le système sécurisé mais sans rapport avec les finalités de l'antidopage.

Par ailleurs, le dispositif sera revu et réévalué en permanence, en tenant compte de l'avis de l'APD rendu en la matière.

En outre et pour le surplus, comme le prévoit l'article 35.10 du RGPD, vu que le programme antidopage de l'ONAD découle d'une obligation légale et est retranscrit dans une base légale, une analyse d'impact générale, transposée notamment via l'article 3, de l'arrêté, la durée de conservation des données ou encore le système sécurisé visé à l'article 53, de l'arrêté, avait été réalisée, en 2015, lors de la réforme décrétole et réglementaire précédente. La conclusion était que les mesures prises permettaient d'atteindre un juste équilibre entre une lutte efficace contre le dopage et une protection adéquate des droits des personnes concernées.

Cette analyse n'a pas changé, par l'adoption des nouvelles mesures, la recherche de ce juste équilibre étant systématiquement recherchée lors de toute modification du cadre juridique relatif à l'antidopage.

Pour ces raisons et suite à l'analyse d'impact réalisée, le Gouvernement estime qu'il a été entièrement répondu aux remarques de l'APD relatives au système de signalement sécurisé.

Commentaires spécifiques de l'APD :

En réponse à la remarque de l'APD émise au point 32 de son avis, il est précisé que les données relatives à la santé font l'objet d'une triple protection dans le système ADAMS. Elles sont cryptées et ne sont accessibles, le cas échéant, qu'à des professionnels de la santé, ayant un intérêt professionnel à avoir accès à ces données. En dehors de ces deux dernières conditions restrictives, personne n'a accès à ces données, qui sont donc sécurisées.

En réponse à la remarque figurant au point 33 de l'avis de l'APD, portant sur le système de signalement sécurisé, il est renvoyé au développement spécifique repris ci-dessus, à ce sujet. Le champ d'application du système de signalement est imposé en vertu d'obligations légales et contractuelles de l'ONAD mais de nombreuses garanties sont prévues pour prévenir d'éventuelles dérives.

En réponse à la remarque émise au point 34 de l'avis de l'APD, le dispositif a été modifié. Alors qu'auparavant, l'ONAD disposait de 3 mois pour notifier au sportif les conclusions de son enquête, l'AMA avait demandé de supprimer cette limite dans le temps, dans le cadre de sa relecture du texte. Afin de concilier la demande de l'AMA et la remarque de l'APD, un délai de principe de douze mois a été prévu.

En réponse à la remarque 35 de l'APD, il est précisé que la notification à l'AMA, prévue à l'article 33, 4°, de l'arrêté, découle de l'article 6, 10°, alinéa 6, du décret, qui transpose une disposition obligatoire en vertu du Code et plus spécifiquement en vertu de l'article 2.10.3 in fine du Code.

Cette disposition ne pourra donc pas être omise sous peine de soulever une possible question de conformité au Code, de nos règles. Par contre, la notification éventuelle à l'organisation sportive, prévue par cette disposition en projet, sera elle supprimée.

En réponse à la remarque 36 de l'APD, il est précisé que conformément à l'article 34, § 3, alinéa 7, de l'arrêté, une notification au sportif est prévue si des doutes sur l'échantillon ont abouti à une invalidation de celui-ci. Cet article est une transposition mutatis mutandis de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de l'arrêté, qui est la procédure ordinaire, en cas de doute, lors du transport d'échantillons, puis d'invalidation de ceux-ci, par l'ONAD. La disposition en projet n'est donc qu'une transposition de cette procédure de notification, dans le cas de force majeure, visée au § 3, où il est dérogé à la procédure ordinaire de transport des échantillons et où c'est alors le médecin contrôleur qui transporte les échantillons au laboratoire. Il en résulte que, dans un cas comme dans l'autre, il n'y a notification au sportif qu'en cas d'invalidation des échantillons. La notification d'un doute, sans invalidation de l'échantillon, n'aurait aucun sens et plongerait également le sportif dans un doute. De manière concrète et en conclusion de ce point, il est cependant souligné qu'au moindre doute sur l'intégrité ou l'authentification d'un échantillon, l'ONAD procède à son invalidation et avertit le sportif de celle-ci.

En réponse à la remarque 37 de l'APD, l'article 37, § 6, d), en projet, portant sur la procédure de notification relative au passeport biologique, a été amendé selon la formulation proposée par l'APD.

En réponse à la remarque 38 de l'APD concernant l'inscription sur une liste de présélection aux JO, Jeux Paralympique, Championnats d'Europe ou du Monde, il est précisé que l'accord de coopération « antidopage » du 9 décembre 2011, sera prochainement modifié, sur ce point, pour consolider légalement l'hypothèse prévue. Cette consolidation se fera aussi lors de la prochaine révision du décret, en vue de sa pleine conformité au Code 2021. Dans l'attente, la disposition est laissée dans le dispositif. Il ne s'agit que d'une présomption et d'une faculté, pour l'ONAD, qui devra respecter le principe de proportionnalité et qui pourrait aussi, le cas échéant, être contestée par un sportif qui recevrait une telle notification.

#### Formulaires :

Concernant enfin les formulaires utilisés par l'ONAD, il est précisé que celle-ci procédera à leur actualisation, sur base des remarques 39 à 41 de l'APD.

#### B) Accomplissement des autres formalités :

Comme le souhaitait le Conseil d'Etat dans son avis 66.415/2/V, il a été procédé aux deux autres formalités suivantes :

- la concertation intra-francophone, effectuée en dates des 21 novembre et 2 décembre 2019, en application de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;
- la transmission du projet, pour information, aux autres parties contractantes de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, en date du 30 janvier 2020 et, donc, avant l'approbation définitive dudit projet.

Aucune remarque n'a été formulée.

Pour le reste, comme le souhaitait également le Conseil d'Etat, un tableau de concordance a été réalisé et est joint au présent rapport au Gouvernement.

Enfin, certaines remarques légistiques du Conseil d'Etat ont été suivies et l'arrêté a ainsi été modifié en conséquence.

Bruxelles, le 20 février 2020.

Vu pour être annexé et pour précéder l'arrêté du Gouvernement du 20 février 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage

P.-Y. JEHOLET,  
Ministre-Président

V. GLATIGNY,  
Ministre des sports  
en charge de la lutte contre le dopage

## CONSEIL D'ÉTAT

### section de législation

Avis 66.415/2/V du 12 août 2019 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage

Le 4 juillet 2019, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre de la Communauté française de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles à la Fédération Wallonie-Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit \* jusqu'au 20 août 2019, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 12 août 2019. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'Etat, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'Etat, Marianne DONY, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 août 2019.

\*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'à la suite des élections du 26 mai 2019, celui-ci ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Dans son avis n° 58.217/4 donné le 30 novembre 2015 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 'portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage'<sup>1</sup>, que le projet tend à modifier, la section de législation du Conseil d'État formulait l'observation préalable suivante, qui demeure pertinente pour le projet examiné :

« Le projet se réfère souvent à l'AMA, à son code, ainsi qu'à des standards internationaux. Compte tenu du caractère technique de ces références ainsi que du délai très limité laissé à la section de législation du Conseil d'État pour examiner ce projet, le demandeur d'avis aurait dû, en vue de faciliter cet examen, joindre à la demande d'avis un tableau de comparaison entre le projet d'arrêté et le code AMA ou tout autre texte dont il s'est inspiré, tableau renvoyant par ailleurs aux dispositions décrétales qui servent de fondement juridique au projet<sup>2</sup> ».

2. Pour les raisons exposées dans ce même avis, il convient de rédiger un rapport au Gouvernement substantiellement étayé par rapport à celui communiqué à la section de législation.

#### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Comme la section de législation l'a rappelé dans son avis n° 63.435/4<sup>3</sup> donné le 30 mai 2018 sur l'avant-projet devenu le décret du 14 novembre 2018 'modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité', il convient de soumettre le projet à la concertation intra-francophone, conformément à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières'.

2. Comme la section de législation l'a rappelé dans son avis n° 58.217/4 précité, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 4<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune 'sur la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé' impose de transmettre, pour information, aux autres parties contractantes à cet accord de coopération « tout projet de réglementation en matière de lutte antidopage [que la Communauté française] souhaite adopter », « avant [son] approbation définitive ».

3. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, ainsi qu'avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Le délégué du Ministre justifie ainsi le fait que l'Autorité de protection des données n'a pas été consultée :

« L'Autorité de protection des données n'a pas été consultée pour plusieurs raisons.

La première est liée au calendrier d'adoption du texte. L'Agence mondiale antidopage (AMA) surveille la conformité, au Code, de la part de ses signataires.

Dans ce cadre, l'AMA vérifie si tous les éléments des programmes antidopage des Organisations antidopage (OADs) sont conformes au Code. Un des éléments d'un programme antidopage concerne les sanctions, en cas de dopage. Le Code prévoit notamment une échelle de sanctions, ainsi que des mécanismes précis qui permettent d'aggraver ou au contraire d'atténuer celles-ci. Avec le système actuel – la compétence disciplinaire des fédérations sportives –, l'AMA nous a, à de nombreuses reprises, fait savoir que certaines décisions étaient considérées comme 'non conformes' au Code.

Or, en tant que signataire du Code et en vertu de son article 20.5.7, nous sommes tenus de 'nous assurer' de l'application correcte des conséquences, en cas de violation des règles antidopage. C'est sur cette base qu'il avait été nécessaire de modifier notre décret, ce qui a été fait en novembre 2018.

À présent, nous devons permettre l'application effective de la réforme voulue et attendue par l'AMA, depuis un certain temps déjà. Il s'agit d'un élément qui conditionne(ra)it le maintien de notre ONAD en situation de conformité.

En cas de non-conformité, les conséquences peuvent être, pour rappel, très lourdes. Elles peuvent aller jusqu'à l'interdiction d'organiser des activités sportives internationales sur son territoire, voire même d'être interdits d'envoyer des athlètes de l'éventuel pays concerné, à des compétitions internationales majeures.

Plus globalement, un pays (ou ici une Communauté) dont l'ONAD se trouve en non-conformité voit, de toute façon, sa réputation entachée.

Compte tenu de ces éléments, il est devenu vraiment urgent, pour la Communauté française, que son arsenal législatif et réglementaire soit entièrement conforme au Code et, surtout, qu'il puisse entrer en application le plus rapidement possible. C'est la raison pour laquelle la date du 1<sup>er</sup> septembre a été prévue pour l'entrée en vigueur de la réforme. L'AMA, qui a relu l'entièreté du texte et l'a jugé, dans sa forme actuelle, pleinement conforme au Code, a également bien pris note de cette date et s'attend à ce qu'elle puisse être respectée, ou, en tout cas, à ce que l'entrée en vigueur de la réforme ne soit pas repoussée pendant encore plusieurs semaines ou plusieurs mois au-delà de cette échéance.

C'est aussi dans ce sens et pour ces mêmes raisons que les avis de la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport et du Conseil supérieur des sports ont été demandés en urgence, après la première lecture du dossier au Gouvernement.

Outre ces éléments liés à l'urgence de l'entrée en vigueur de la réforme, sur le fond, l'ONAD et le Gouvernement ont également estimé qu'il n'était ici pas absolument nécessaire de solliciter l'avis de l'Autorité de protection des données pour les raisons suivantes :

– la Commission de la protection de la Vie privée avait déjà remis un avis, lors de la réforme de 2015 et les grands principes liés à cette réforme demeurent inchangés ;

– concrètement, le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et son arrêté d'exécution comportent, déjà actuellement, les principes essentiels suivants, en matière de respect de la confidentialité et de protection des données à caractère personnel :

a) en vertu de l'article 10 du décret, toutes les informations recueillies ou communiquées dans le cadre du décret et de ses arrêtés d'exécution sont confidentielles (et sont traitées comme telles par chaque membre de l'ONAD amené à en connaître).

Le même article reprend la finalité du traitement, détermine qui en est responsable et prévoit une limitation exclusive d'utilisation de ces données, par les destinataires de celles-ci, aux seules fins de lutte contre le dopage.

L'article 10 précité prévoit aussi que le traitement des données relatives à la santé des sportifs a lieu sous la responsabilité d'un professionnel de la santé.

b) l'article 3, de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 précité, prévoit, pour chaque type de données antidopage traitées, quels en sont les destinataires potentiels, ainsi que le principe de proportionnalité selon lequel les données ne peuvent être traitées que dans la mesure strictement nécessaire à la réalisation de l'objectif spécifique prévu, pour chaque type de données traitées.

c) l'article 25, de ce même arrêté, qui prévoit que ce sont exclusivement des médecins qui effectuent les contrôles antidopage. Dans d'autres pays ou pour certaines fédérations internationales, des auxiliaires de santé peuvent également effectuer des contrôles.

d) les droits des sportifs contrôlés, notamment en ce qui concerne le traitement de leurs données à caractère personnel, sont repris sur le formulaire de contrôle du dopage. Le sportif peut faire usage de ces droits à tout moment et notamment demander à rectifier ou à corriger des données le concernant.

e) les sportifs d'élite reçoivent, lors de la notification de leur entrée dans le groupe cible de sportifs d'élite, un formulaire de consentement relatif à l'utilisation de leurs données à caractère personnel, lesquelles ont pour finalité de faciliter la planification de contrôles antidopage, de manière inopinée.

f) une durée maximale de conservation des données est prévue, en vertu de l'article 58 de l'arrêté précité et conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, pour chaque type de données traitées.

Compte tenu de ce qui précède, tant l'ONAD que le Gouvernement ont estimé que les principes et règles mentionnés ci-dessus étaient suffisants et adéquats, à ce stade, pour permettre un juste équilibre entre l'objectif d'une lutte efficace contre le dopage et une protection adéquate et suffisante des données à caractère personnel des sportifs contrôlés ».

Ces raisons ne permettent toutefois pas à la Communauté française de se dispenser des obligations que lui imposent le RGPD et la loi du 3 décembre 2017.

En effet, puisque le projet adapte l'arrêté du 21 octobre 2015 soit en modifiant certaines de ses dispositions, tels les articles 3 et 13 en projet (articles 3 et 9 du projet), soit en y insérant de nouvelles dispositions, tel l'article 32/1 en projet (article 25 du projet), qui portent sur le traitement de données, il convient de soumettre le projet à l'Autorité de protection des données (ci-après : « l'Autorité »).

La consultation de l'Autorité est d'autant plus nécessaire que les articles 12, § 2, et 18, § 6, du décret requièrent que le Gouvernement prenne l'avis de la Commission de la vie privée, à laquelle l'Autorité a succédé, pour, d'une part, fixer « le mode et les conditions de la prise d'échantillons, les procédures de conservation, de transport et d'analyse des échantillons, les conditions de désignation, d'indépendance et de rétribution des médecins contrôleurs et de toute autre personne qui peut assister les médecins contrôleurs » et, d'autre part, préciser « les droits et obligations des sportifs d'élite en matière de communication de leur données de localisation ainsi que les formes de la notification de ces données ». Or ces dispositions constituent le fondement légal de plusieurs articles du projet examiné.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'article 26, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 décembre 2017, qui permet de réduire le délai dans lequel l'Autorité doit rendre son avis « de soixante jours à quinze jours dans les cas d'urgence spécialement motivés ».

4. En outre, conformément à l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret de la Communauté française du 7 janvier 2016 'relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française', chaque ministre est tenu d'établir, dans le cadre des politiques, mesures et actions relevant de sa compétence, pour chaque projet d'acte législatif et réglementaire, un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dit « test genre ».

Il ressort du dossier soumis à la section de législation que cette formalité a été réalisée le 19 février 2019.

5. Il sera fait mention de l'accomplissement de ces quatre formalités préalables au préambule.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Les articles 105 et 108 de la Constitution traitent du Gouvernement fédéral.

Le premier visa sera omis.

2. L'article 78 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' ne constitue pas le fondement légal du projet. Il ne sera pas visé dans le deuxième visa.

L'article 20 n'y sera visé que si certaines dispositions du projet relèvent du pouvoir général d'exécution. Celles-ci, ainsi que le fondement légal des autres, seront indiquées dans le rapport au Gouvernement.

3. Comme la section de législation l'a rappelé dans son avis n° 58.217/4 précité, il y a lieu de compléter le troisième visa, devenant le deuxième visa, afin de préciser les articles du décret contenant les habilitations mises en œuvre par le projet.

Ces articles et leurs subdivisions éventuelles seront mentionnés avec les modifications encore en vigueur qu'ils ont subies<sup>4</sup>.

4. L'article 49 du projet trouvant son fondement dans l'article 20 du décret du 14 novembre 2018 'modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité', il y a lieu de compléter le préambule par un visa rédigé comme suit :

« Vu le décret du 14 novembre 2018 modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité, l'article 20 ; ».

#### DISPOSITIF

Article 4. Alors que certaines dispositions du décret attribuent directement des compétences à « l'ONAD Communauté française », l'article 2 du décret charge le Gouvernement d'établir « un plan cohérent de campagnes d'éducation, d'information et de prévention relatives à la lutte contre le dopage ».

Comme l'a rappelé la section de législation, « conformément à l'article 70 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', seul le Gouvernement, de même que chacun de ses membres, est responsable devant le Parlement. Selon les principes établis par l'article 69 de la même loi spéciale, le Gouvernement délibère collégalement de toutes affaires de sa compétence, sans préjudice des délégations qu'il accorde. Au regard de ces règles, il ne se conçoit pas que le Gouvernement délègue, non à l'un de ses membres, mais directement à l'administration ou à un fonctionnaire le pouvoir de prendre toutes les décisions entrant dans les missions du service »<sup>5</sup>.

L'article 4 en projet (article 4 du projet) attribue un pouvoir réglementaire à l'ONAD Communauté française, qui est, comme l'indique l'article 5 du décret, la Direction de la lutte contre le dopage du Ministère de la Communauté française, à savoir un département du Secrétariat général du Gouvernement de la Communauté française, sans personnalité juridique et dépourvu de responsabilité politique devant le Parlement.

La disposition sera revue afin d'habiliter le ministre à exercer ce pouvoir réglementaire.

Article 5. Il résulte de l'article 6, § 2, alinéa 3, en projet, que tous les candidats remplissant les conditions sont nommés membres de la CAUT.

La même observation vaut pour les articles 17, § 3, alinéa 3, et 20, § 3, alinéa 3, en projet (article 12, 2°, et 14, 3°, du projet).

Le délégué du Ministre a confirmé ce qui suit :

« notre volonté est bien que tous les candidats qui remplissent les conditions (et les épreuves théorique et pratique pour les candidats médecins contrôleurs et chaperons) soient nommés ou désignés. Actuellement, en effet, les effectifs de la CAUT, des médecins contrôleurs et des chaperons sont assez réduits. Aussi, nous ne nous attendons pas, malgré les nouvelles procédures, à avoir un afflux massif de candidatures. Enfin et même si cela devait finalement être le cas, il n'existe pas, en tant que tel, un cadre maximal de membres de la CAUT, de médecins contrôleurs ou de chaperon. Ces personnes sont certes désignées par le Ministre ou l'ONAD mais elles ne font pas partie de l'administration et sont rétribuées uniquement pour les prestations qu'elles accomplissent, à la demande de l'ONAD ».

Au vu de ces explications, qui figureront utilement dans le rapport au Gouvernement, ces dispositions n'appellent pas d'observation.

Article 12. À l'article 17, § 6/1, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet (article 12, 8°, du projet), après les mots « basée sur le § 5/1 », il est suggéré d'insérer les mots « 1° à 4° ».

L'application de la procédure prévue à l'article 17, § 6/1, en projet ne paraît en effet pas se justifier dans le cas visé à l'article 17, § 5/1, 5°, en projet, qui concerne le cas où le médecin contrôleur sollicite lui-même le retrait de sa reconnaissance.

Article 18. Au 3°, *b), i)*, la section de législation s'interroge sur la pertinence de la suppression du verbe « informe » dans la phrase introductive de l'article 25, § 3, alinéa 5, de l'arrêté du 21 octobre 2015, laquelle suppression<sup>7</sup> rendrait cette phrase bancale.

Article 29. 1. La section de législation s'interroge sur la portée qu'il convient de donner à l'expression « jours ouvrables » dont il est fait usage à l'article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce qu'à défaut d'être expressément définie, la notion de « jour ouvrable » doit être communément entendue en ce qu'elle inclut le samedi et qu'elle n'exclut que le dimanche et les jours fériés légaux<sup>8</sup>.

Cette observation vaut également pour la suite du projet.

L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur le fait que la notion de « jour ouvrable » figure déjà dans des dispositions non modifiées de l'arrêté du 21 octobre 2015.

2. Au même article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, il y a lieu d'insérer les mots « § 1<sup>er</sup>, » entre les mots « article 35, » et « alinéa 1<sup>er</sup> ».

La même observation vaut pour l'article 36, § 2, alinéa 3, 3°, *e)*, en projet.

3. La section de législation n'aperçoit pas clairement la portée de l'article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, en projet.

Celui-ci gagnerait à être revu afin de refléter clairement l'intention de l'auteur du projet.

4. À l'article 36, § 2, alinéa 3, 3°, *f)*, en projet, il semble qu'il faille viser l'alinéa 2 et non l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Article 30. À l'article 37, § 6, alinéas 2, 3 et 4, en projet, il y a lieu de chaque fois écrire « à l'alinéa 1<sup>er</sup>, *a) à d)* ».

Article 36. Interrogé sur la portée de l'article 46, alinéa 4, en projet, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« le fait d'être repris sur une telle liste [de préqualification aux Jeux olympiques, paralympiques ou aux championnats du monde ou d'Europe] n'entraîne pas de suspicion de dopage – qui est l'une des 3 hypothèses visées à l'article 18, § 4, alinéa 3, du décret précité – mais pourrait être considéré, par l'ONAD, comme une amélioration soudaine et importante des performances d'un sportif d'élite de niveau national déterminé (qui est donc une autre des trois hypothèses visées à l'article 18, § 4, alinéa 3, du décret précité), susceptible de motiver son reclassement en sportif d'élite de catégorie A, pour une période de 6 mois.

Cette modification a pour objectif de permettre à l'ONAD de coopérer pleinement, avec l'AMA, les fédérations internationales, le CIO et le CIP, dans le cadre de programmes antidopage pré-Jeux ou pré-Championnats du Monde ou d'Europe, qui recommandent de plus en plus et parfois imposent de tester tous les athlètes (et parfois un certain nombre de fois) avant leur participation aux Jeux ou aux Championnats du monde ou d'Europe concernés. Dans ce cadre, il est jugé nécessaire et proportionné de disposer, en amont (car les sélections n'interviennent souvent que

quelques jours ou quelques semaines avant le début des Jeux ou des Championnats), de davantage d'informations sur la localisation de ces sportifs d'élite, et ce, afin de faciliter la réalisation d'un nombre minimal de contrôles les concernant. L'élément qui nous a paru, à cet égard, le plus pertinent et le plus objectif est le fait d'être repris sur une liste de préqualification ».

L'article 18, § 4, alinéa 3, du décret du 20 octobre 2011, sur lequel se fonde le délégué du Ministre, dispose que

« [I]es sportifs d'élite de catégorie B, C ou D, qui font l'objet d'une suspension disciplinaire pour fait de dopage ou dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présentent de sérieux indices de dopage sont, dans le respect des critères repris à l'article 4.5.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A ».

La disposition en projet ne peut donc trouver un fondement légal dans l'article 18, § 4, alinéa 3, du décret du 20 octobre 2011 que si la préqualification est la conséquence de performances qui « présentent une amélioration soudaine et importante ».

Telle n'est cependant pas l'intention de l'auteur du projet, laquelle est de pouvoir « tester tous les athlètes [...] avant leur participation aux Jeux ou aux Championnats du monde ou d'Europe con[c]ernés », même si les performances de ces athlètes ne présentent pas « une amélioration soudaine et importante », comme l'exige l'article 18, § 4, alinéa 3, du décret.

Une interprétation aussi extensive de cette dernière disposition n'étant pas admissible, l'article 46, alinéa 4, en projet sera omis.

Article 37. 1. L'auteur du projet est invité à vérifier si la référence à « l'article 56, alinéa 1<sup>er</sup> », contenue à l'article 47, alinéa 5, f), en projet, est exacte.

2. À l'alinéa 8 en projet, il convient de préciser que la disposition à laquelle il est fait référence est l'article 19, § 2, alinéa 6, du décret.

La même observation vaut pour l'article 53, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet à l'article 43 du projet.

Article 42. Dans l'avis n° 58.217/4 précité, la section de législation faisait l'observation suivante, applicable à l'article 52 en projet :

« Il n'est pas admissible que l'exercice des pouvoirs du ministre soit conditionné par la proposition préalable de l'administration, et ce d'autant moins que pareil dispositif peut être interprété comme empêchant le ministre de s'écarter de la proposition. En toute hypothèse, le pouvoir hiérarchique du ministre sur son administration est incompatible avec ce type de disposition.

Par conséquent, les mots 'Sur proposition de l'ONAD de la Communauté française,' seront omis ».

Article 44. Alors que, dans la version actuelle de l'article 55, alinéa 6, de l'arrêté du 21 octobre 2015, l'ONAD de la Communauté française est chargé de remettre un avis au ministre, qui prend la décision, l'alinéa 6 en projet confère à l'ONAD Communauté française la compétence d'adopter elle-même la décision.

Il est dès lors suggéré d'omettre, dans cet alinéa en projet, les mots « émet un avis motivé en faits et en droit et ».

La décision de l'ONAD Communauté française devra par ailleurs être motivée en vertu de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs' sans qu'il soit nécessaire de le préciser dans la disposition envisagée.

Article 46. 1. À l'alinéa 2, la section de législation n'aperçoit pas la portée des mots « Nonobstant l'alinéa qui précède et dans les limites de celui-ci » : quelle est en effet l'utilité de renvoyer aux critères de pondération énumérés à l'alinéa 1<sup>er</sup> en projet dès lors que les amendes sont prévues à l'alinéa 2 par renvoi à un montant fixe ?

La disposition en projet sera clarifiée sur ce point.

2. Une observation analogue vaut pour les mots « Sans préjudice des alinéas qui précèdent » dont il est fait usage dans la phrase introductive de l'alinéa 3 en projet.

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il est suggéré de rédiger cette phrase introductive de l'alinéa 3 comme suit :

« Les dérogations visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret et à l'alinéa 2 portent sur les cas suivants : ».

Articles 48, 49 et 50

La renumérotation d'articles présente de nombreux inconvénients sur le plan de la légistique <sup>10</sup>.

À l'article 48, les mots « et, en conséquence, l'article 61 de ce même arrêté est renuméroté en article 60 » seront omis.

La disposition dont l'article 49 prévoit l'insertion sera numérotée « article 61/1 ».

L'article 50 sera omis.

Article 52. Il convient de charger exclusivement le ministre de l'exécution de l'arrêté en projet.

L'article 52 sera rédigé comme suit :

« Le Ministre qui a la Lutte contre le dopage dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

#### OBSERVATIONS FINALES

1. Le projet sera soigneusement revu afin d'assurer le respect des règles de la légistique.

2. Ainsi, par exemple, dans la phrase introductive de l'article 4, les mots « supprimés et », qui précèdent le terme « remplacés », sont inutiles et seront omis.

3. Il y a lieu également de vérifier la correcte identification des dispositions de l'arrêté du 21 octobre 2015 faisant l'objet des modifications envisagées par le projet.

Ainsi, par exemple, il y a lieu, à l'article 8 du projet, de tenir compte du fait que l'article 11 de l'arrêté du 21 octobre 2015 n'est divisé qu'en deux alinéas, certaines de ses subdivisions (1°, 2°, etc.) étant également divisées en alinéas. En conséquence, à cet article 8, il y a lieu :

a) au 1°, de se référer à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et non à l'alinéa 2, de l'article 11 de l'arrêté du 21 octobre 2015 ;

b) dans la phrase introductive du 1°, a), de se référer au 4°, alinéa 1<sup>er</sup>, a), de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 21 octobre 2015 ;

c) dans la phrase introductive du 1°, b), de se référer au 4°, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 21 octobre 2015 ;

d) au 2°, d'abroger, si telle est bien l'intention, l'alinéa 2 de l'article 11 de l'arrêté du 21 octobre 2015.

4. Plusieurs dispositions en projet comprennent un nombre élevé d'alinéas, ce qui nuit à l'identification de ces derniers et à la lisibilité de l'ensemble <sup>(11)</sup>.

Tel est le cas par exemple des articles 17 et 20 en projet (articles 12 et 14 du projet), spécialement de leur paragraphe 3/1.

Le dispositif sera revu en manière telle que les articles en projet ou leur paragraphes ne comportent qu'un nombre réduit d'alinéas, quitte à scinder un même article ou un même paragraphe nouveau en projet en plusieurs articles ou plusieurs paragraphes nouveaux.

LE GREFFIER

Béatrice DRAPIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT

Jacques JAUMOTTE

#### Note

\* Ce délai résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, in fine, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

<sup>1</sup> <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58217.pdf>.

<sup>2</sup> Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Dans un souci de transparence, pareil tableau accompagnera très utilement le rapport au Gouvernement recommandé par ailleurs compte tenu de l'importance de cet arrêté et du nombre de ses destinataires.

<sup>3</sup> <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63435.pdf>

<sup>4</sup> Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.conseil-detat.be](http://www.conseil-detat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 27, b) et c), et formules F 3-2-1 à F 3-2-8.

<sup>5</sup> Voir not. l'avis n° 61.341/4 donné le 3 mai 2017 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 20 juin 2017 'portant exécution du décret du 23 janvier 2017 visant à promouvoir le tourisme, en ce qui concerne le subventionnement d'organismes touristiques' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61341.pdf>).

<sup>6</sup> Voir l'avis n° 63.435/4, observations n°s 3 et 4 formulées sous l'article 2.

<sup>7</sup> En outre, ce verbe ne se situe pas, comme il est indiqué dans le projet, entre les mots « le médecin contrôleur » et « , le cas échéant ».

<sup>8</sup> Voir par exemples : C.E., 20 mai 2010, n°204.165, Piret ; 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

<sup>9</sup> Les autres hypothèses prévues par l'article 18, § 4, alinéa 3, du décret n'étant pas invoquées par le délégué du Ministre.

<sup>10</sup> Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.conseil-detat.be](http://www.conseil-detat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 125.

<sup>11</sup> Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.conseil-detat.be](http://www.conseil-detat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/20413]

**20 FEBRUARI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 2015 ter uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de Grondwet, artikel 128;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 5, § 1, I, 8<sup>o</sup>, en 20;

Gelet op het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, de artikelen 1, 2, 5, 6, 10<sup>o</sup> in fine, 6/2, derde lid, 7, 8, § 2, derde lid, § 3, vijfde en elfde lid, § 4, tweede lid, § 6, tweede lid, 9, 7<sup>o</sup>, 9/1, derde lid, 10, vijfde en achtste lid, 12, § 1, eerste en derde lid, § 2, eerste en tweede lid, en § 6, 12/1, leden 4 en 5, 13, § 3, 14, lid 2, 15, lid 2, 16, lid 2, 17, 18, § 1, § 4, § 6, § 7, leden 1 en 4, en § 9, 19, § 8, 21, § 1, leden 1 en 2, § 2, § 3 en § 4, leden 1 en 3, en 24, lid 2;

Gelet op het decreet van 14 november 2018 tot wijziging van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping en tot wijziging van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen, artikel 20;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 2015 ter uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juni 2019;

Gelet op de uitvoering van de gendertest, op 19 februari 2019 uitgevoerd, met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies, verleend op 1 juli 2019, door de Hoge raad voor sport;

Gelet op het advies, verleend op 30 juni 2019, door de Commissie voor de preventie van risico's inzake gezondheid in de sport;

Gelet op het advies 66.415/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 12 augustus 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies 186/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, verleend op 29 november 2019, met toepassing van de artikelen 23 en 26 van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit en artikel 36, paragraaf 4, van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG (hierna "AVG", Algemene Vergadering Gegevensbescherming);

Gelet op de uitvoering, op 21 november en 2 december 2019, van het intra-Francofone overleg, met toepassing van het kaderakkoord voor samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie voor intra-Francofoone overleg inzake gezondheid en persoonlijke bijstand en de gemeenschappelijke beginselen die op dit gebied van toepassing zijn;

Gelet op de uitvoering, op 30 januari 2020, van de formaliteit bedoeld in artikel 3, § 1, derde lid, 4°, van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de preventie en bestrijding van doping in de sport ;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor dopingbestrijding;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 2015 ter uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de definitie bedoeld in 3° wordt geschrapt;

2° de definitie bedoeld in 4° wordt geschrapt;

**Art. 2.** In de artikelen 3 tot 4, 6, 11, 13, 16 tot 17, 19 tot 20, 22 tot 26, 29, 32 tot 51, 53, 55, 57, 61 tot 62 en 65, van hetzelfde besluit, worden de woorden "NADO van de Franse Gemeenschap" telkens vervangen door de woorden "NADO Franse Gemeenschap".

**Art. 3.** In het eerste lid van artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden "de door de Regering aangestelde controleartsen," vervangen door de woorden "de aangestelde of erkende controleartsen,";

2° in 2° worden de woorden ", de CIDD, de douane, het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen" ingevoegd tussen de woorden "de politie- en justitiediensten" en de woorden "en WADA";

3° in 3° worden de woorden ", de CIDD" ingevoegd tussen de woorden "organisaties die verantwoordelijk zijn voor grote evenementen" en de woorden "en WADA";

4° punt 4° wordt vervangen door de volgende tekst:

"4° wat betreft de gegevens over de verblijfplaats van de topsporters op nationaal niveau, zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet: de betrokken topsporter en, in voorkomend geval, zijn behoorlijk gemachtigde teamleider, de ambtenaar(-aren) van NADO Franse Gemeenschap, de betrokken controlearts die door NADO Franse Gemeenschap is aangesteld om controles uit te voeren, de nationale en internationale sportorganisaties, andere Belgische overheidsinstanties die bevoegd zijn op het gebied van dopingbestrijding, de organisaties die verantwoordelijk zijn voor grote evenementen, de CIDD en het WADA;"

5° punt 5° wordt vervangen door de volgende tekst:

"5° wat betreft de informatie en gegevens die worden verzameld en verwerkt in het kader van het beheer van de resultaten, met inbegrip van de door de CIDD met toepassing van artikel 19 van het decreet genomen disciplinaire maatregelen: de CIDD, nationale en internationale sportorganisaties, de NADO Franse Gemeenschap, andere Belgische overheidsinstanties die bevoegd zijn op het gebied van dopingbestrijding, de NADO van het land waar de persoon in kwestie verblijft, de NADO van de landen waarvan hij/zij onderdaan of licentiehouders is, de politie- en justitiediensten, de organisaties die verantwoordelijk zijn voor grote evenementen en het WADA. »

**Art. 4.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de eerste drie paragrafen vervangen door de volgende tekst:

"Overeenkomstig de artikelen 18.1 en 20.5.8 van de Code stelt de NADO Franse Gemeenschap een opvoedings-, voorlichtings- en preventieplan voor dopingbestrijding op, voert het uit, evalueert het en ziet toe op de uitvoering ervan.

Het in het vorige lid genoemde plan voldoet aan de eisen van het WADA op dat gebied, wordt regelmatig geactualiseerd en wordt ter beschikking gesteld van het publiek, inzonderheid op de website van de NADO. ».

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen door de volgende tekst:

"Onverminderd artikel 8, § 2, tweede lid, van het decreet beschikt de TTN-commissie over minstens twee leden die kunnen aantonen dat zij algemene ervaring hebben met de verzorging en behandeling van sporters met een handicap. »

2° in § 1 wordt een derde lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Voor zover hij aan de in het vorige lid gestelde voorwaarden voldoet, kan ook een lid van een andere TTN-commissie worden benoemd tot lid van de TTN-commissie, mits de in § 2, leden 4 en 5, bedoelde vereenvoudigde procedure in acht wordt genomen.

3° § 2 wordt vervangen door de volgende paragraaf:

"§ 2. De leden van de TTN-commissie worden door de minister benoemd voor een periode van vier jaar, hetzij na een door de NADO Franse Gemeenschap georganiseerde oproep tot kandidaatstelling, hetzij op het einde van de in de leden 4 en 5 bedoelde vereenvoudigde procedure voor leden die afkomstig zijn van een andere vrijstellingscommissie voor therapeutisch gebruik.

De in het eerste lid bedoelde oproep tot het indienen van kandidaatstelling wordt inzonderheid bekendgemaakt in minstens één Franstalige schriftelijke perspublicatie die specifiek bestemd is voor beroepsbeoefenaars in de gezondheidszorg.

Kandidaten die voldoen aan de voorwaarden, zoals bedoeld in § 1, lid 2, worden benoemd tot lid van de TTN-commissie.

De leden van een andere TTN-commissie kunnen, ieder afzonderlijk, te allen tijde een aanvraag indienen bij de NADO Franse Gemeenschap om te worden benoemd tot lid van de TTN-commissie.

De in het vorige lid bedoelde aanvraag wordt per gewone brief of per e-mail ingediend en gaat samen met dezelfde stukken of documenten als die welke in § 1, lid 2 worden genoemd.

De leden van een andere TTN-commissie, die voldoen aan de voorwaarden van § 1, lid 2, en die de in lid 4 bedoelde aanvraag hebben ingediend, worden ook tot lid van de TTN-commissie bedoeld.

**Art. 6.** In artikel 7, lid 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 3° wordt vervangen door de volgende tekst:

“3° de TTN-commissie beslist geldig met drie leden, waaronder een voorzitter, die voor elke aanvraag door het secretariaat worden aangesteld op basis van de behoeften, de wetenschappelijke en/of medische specificiteit van het te behandelen geval en de beschikbaarheid van de leden;”;

2° in 4° worden de woorden “de CIDD,” ingevoegd tussen de woorden “met sporters,” en de woorden “sportorganisaties”;

3° punt 5° wordt vervangen door de volgende tekst:

“5° TTN-aanvragen worden door het secretariaat van de TTN-commissie aan 3 leden van de TTN-commissie toegezonden, overeenkomstig punt 3°. Elk lid dat een aanvraag ontvangt maar verhinderd is of van mening is dat hij in een potentieel belangenconflict verkeert, stelt het secretariaat van de TTN-commissie, dat het betrokken lid dan vervangt, daarvan onmiddellijk op de hoogte op basis van dezelfde criteria als die welke in 3° worden opgenomen;”;

4° in 6° worden de woorden “niettegenstaande punt 3°,” ingevoegd voor de woorden “wanneer de TTN-aanvraag wordt ingediend door een atleet met een handicap”;

5° punt 8 wordt vervangen door de volgende tekst:

“8° wanneer hun overeenkomstig 3° en 5° een TTN-aanvraag wordt toegezonden, kan elk van de drie leden om elk(e) passend geacht(e) medisch(e) of wetenschappelijk(e) advies of expertise verzoeken;”.

**Art. 7.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Artikel 8. Het secretariaat van de TTN-commissie stelt jaarlijks uiterlijk op 31 januari van elk jaar een beknopt activiteitenverslag op waarin het uitsluitend, op anonieme wijze en met inachtneming van het medisch beroepsgeheim, het aantal behandelde dossiers en het aantal toegekende TTN's en het aantal in het voorgaande jaar geweigerde aanvragen vermeldt.

Het in het vorige lid bedoelde verslag wordt toegankelijk gemaakt op de website van de NADO Franse Gemeenschap. ».

**Art. 8.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2, 4°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

i) punt a) wordt door de volgende tekst vervangen:

“a) voor elitesporters op nationaal niveau en topsporters, behalve in een van de uitzonderingen bedoeld in het volgende lid, van i) tot en met iii), wordt de aanvraag uiterlijk 30 dagen vóór de sportactiviteit waarvoor toestemming wordt gevraagd, ingediend;”

ii) punt b) wordt vervangen door hetgeen volgt:

“b) voor amateursporters, behoudens in een van de in het volgende lid genoemde uitzonderingen, van i) tot en met iii), en op voorwaarde dat zij ten tijde van de controle verklaard hebben dat zij een geneesmiddel hebben genomen of enige andere omstandigheid die tot een abnormaal testresultaat zou kunnen leiden, kan de aanvraag met terugwerkende kracht worden ingediend binnen 15 werkdagen na ontvangst van de brief van de NADO Franse Gemeenschap waarin zij van deze mogelijkheid op de hoogte worden gesteld. »;

2° het vierde lid wordt geschrapt.

**Art. 9.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, lid 3, wordt punt 1° vervangen door het volgende:

“1° de identiteit van de betrokken sporter en zijn geboortedatum;”;

2° § 3 wordt vervangen door de volgende paragraaf:

“§ 3. Wanneer de TTN-commissie beslist een TTN aan de sporter te weigeren, moet het secretariaat van de TTN-commissie, onverminderd artikel 8, § 3, lid 6 e.v. van het decreet, de volgende informatie opnemen in de ADAMS-databank voor de informatie van het WADA en de andere antidopingorganisaties:

1° de identiteit van de betrokken sporter, zijn sportdiscipline en, in voorkomend geval, de sportfederatie waarbij hij is aangesloten;

2° de naam van de stof en/of de methode die door de TTN-commissie niet als therapeutisch verantwoord werd beschouwd, overeenkomstig de criteria van artikel 1, 10° van het decreet;

3° de redenen voor de weigeringsbeslissing, met inbegrip van de gronden in feite en in rechte. »;

3° § 4 wordt vervangen door de volgende paragraaf:

“§ 4. Het beroep van een sporter tegen een weigeringsbeslissing van de TTN-commissie of in geval van gebrek aan actie van de TTN-commissie in het geval bedoeld in artikel 8, § 3, lid 10, van het decreet, wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het secretariaat van de TTN-commissie, uiterlijk binnen 15 dagen na ontvangst van de in § 1, lid 1, bedoelde aangetekende brief, of vanaf de dag volgend op het verstrijken van de in § 1, lid 1, bedoelde termijn.

Naast de inachtneming van de in het vorige lid genoemde termijn is de ontvankelijkheid van het beroep afhankelijk van de inachtneming van de volgende andere voorwaarden:

1° een vermelding van de beslissing waartegen het beroep is ingesteld;

2° een beschrijving van het voorwerp van en de redenen voor het beroep, met redenen omkleed in feite en in rechte;

3° een vermelding en beschrijving van het bestaan van een nieuw element met betrekking tot het tijdstip waarop de oorspronkelijke aanvraag overeenkomstig artikel 12, lid 5, als volledig werd beschouwd;

4° de bijvoeging bij het beroep van elk medisch attest dat niet bij het oorspronkelijke dossier is gevoegd en dat in het licht van de criteria van artikel 1, 10°, van het decreet de herziening van de beslissing in eerste aanleg door de TTN-commissie zou kunnen rechtvaardigen. »;

4° § 5 wordt vervangen door de volgende paragraaf:

“§ 5. Onverminderd artikel 8, § 3, lid 9, van het decreet wordt de beslissing van de TTN-commissie, die in beroep wordt genomen, binnen 15 dagen na de datum van het beroep per aangetekende brief en per e-mail aan de sporter meegedeeld.

**Art. 10.** In artikel 14, lid 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden “§ 6, lid 3” vervangen door de woorden “§ 5”.

**Art. 11.** In artikel 15, lid 3, punt 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “, in voorkomend geval” ingevoegd tussen de woorden “, zijn sportdiscipline en” en de woorden “de sportfederatie waarbij hij is aangesloten”.

**Art. 12.** In artikel 17, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door de volgende tekst:

*“Onverminderd lid 2 wijst de minister de in artikel 12, § 1, derde lid, van het decreet, bedoelde controleartsen aan, hetzij na een oproep tot kandidaatstelling door de NADO Franse Gemeenschap, hetzij op basis van spontane kandidaatstelling, overeenkomstig de toepasselijke procedure, al naar gelang het geval, zoals bepaald in § 3.”;*

b) in lid 2, punt 1°, worden na de woorden “op de door de Commissie voorgeschreven wijze” de woorden “of op elk moment een spontane aanvraag aan de Commissie toe te zenden” toegevoegd;

c) lid 4 wordt geschrapt;

2° § 3 wordt vervangen door de volgende paragraaf:

“§ 3. De in § 1, lid 1, bedoelde oproep tot kandidaatstelling wordt inzonderheid bekendgemaakt in een Franstalige schriftelijke perspublicatie, specifiek bestemd voor beroepsbeoefenaars uit de gezondheidssector, alsook op de website van de NADO Franse Gemeenschap.

De spontane aanvragen, bedoeld in § 1, lid 1, kunnen per gewone post of per e-mail aan de NADO Franse Gemeenschap worden toegezonden; zij bestaan uit een schriftelijke motivering, samengaand met de in § 1, lid 2, bedoelde documenten en attesten.

De kandidaten die voldoen aan de voorwaarden van § 1, tweede lid, 1° tot en met 7°, en die slagen voor de praktische en theoretische examens van de basisopleiding, zoals bedoeld in § 2, tweede lid, worden door de Minister benoemd voor een periode van twee jaar.

De aangestelde controleartsen ontvangen een badge die hen identificeert en waarop de geldigheidsduur van hun aanstelling staat vermeld.

De in het vorige lid bedoelde identificatie wordt minstens gestaafd door de exacte naam en voornaam van de betrokken controlearts, alsmede een recente foto van deze laatste, die zichtbaar op zijn badge is aangebracht.

Om de continuïteit van de antidopingactiviteiten, met inbegrip van de weekenden en feestdagen, te waarborgen, kan de Minister een of meer leden van de NADO Franse Gemeenschap aanstellen als controlearts(en) die in het bezit is (zijn) van een diploma van doctor in de geneeskunde of van een masterdiploma in de geneeskunde.

Het (de) door toepassing van het voorgaande lid aangestelde lid (leden) is (zijn) vrijgesteld van de in § 2, lid 2, bedoelde theoretische en praktische toets.

Het (de) door toepassing van lid 6 benoemde lid (leden) ontvangt (ontvangen) tevens een badge waarmee hij (zij) kan (kunnen) worden geïdentificeerd en waarop de geldigheidsduur van zijn (hun) benoeming is (zijn) aangegeven.

De in het vorige lid bedoelde identificatie moet minstens bestaan uit de naam en voornaam van de betrokken controlearts alsook een recente foto van deze laatste, die zichtbaar op zijn badge moet zijn aangebracht”;

3° een § 3/1, die als volgt luidt, wordt ingevoegd:

*« § 3/1. Onverminderd artikel 3, § 9, van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de preventie en bestrijding van doping in de sport, om de volledige toepassing van artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet mogelijk te maken, dienen de door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkende of aangestelde controleartsen per gewone post of per e-mail een vereenvoudigd dossier in bij de NADO Franse Gemeenschap, waarin zij als bijlage opnemen:*

a) een afschrift van hun aanstelling of erkenning als controlearts door de betrokken overheid;

b) een schriftelijke motivering waarin zij bevestigen dat zij ook rechtstreeks controles willen uitvoeren voor de NADO Franse Gemeenschap;

c) een afschrift van dezelfde documenten en attesten als die bedoeld in § 1, lid 2;

d) een recente pasfoto.

Wanneer het in het eerste lid bedoelde dossier volledig is, stelt de NADO Franse Gemeenschap er de betrokken controleartsen op de hoogte van en kan zij hen uitnodigen voor een individueel of collectief gesprek met andere controleartsen.

Het in lid 2 bedoelde onderhoud wordt in het Frans gevoerd en heeft tot doel ervoor te zorgen dat de betrokken controleartsen over alle theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten uit te voeren overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Na het in de leden 2 en 3 bedoelde onderhoud kan de NADO Franse Gemeenschap, indien nodig, de betrokken controleartsen verzoeken hun basisopleiding af te ronden, zodat zij hun opdrachten overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap kunnen uitvoeren.

Wanneer zij over voldoende theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap uit te voeren, stelt deze laatste de betrokken keuringsartsen er op de hoogte van en verstrekt hen een badge die hen laat erkennen, identificeert en de geldigheidsduur van deze erkenning, die niet meer dan twee jaar mag bedragen, vermeldt.

De in het vorige lid bedoelde identificatie moet minstens bestaan uit de naam en voornaam van de betrokken controlearts en een recente foto van hem, die zichtbaar op zijn badge moet zijn aangebracht.

Om de toepassing van artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet mogelijk te maken, moeten buitenlandse controleartsen of door een buitenlandse antidopingorganisatie opgeleide en erkende controleartsen een vereenvoudigd dossier indienen bij de NADO Franse Gemeenschap, per gewone post of per e-mail, waarin zij als bijlage opnemen:

- a) een afschrift van hun aanstelling of erkenning als controlearts door de betrokken antidopingoverheid of -organisatie;
- b) een schriftelijke motivering waarin zij bevestigen dat zij in de Franse Gemeenschap willen worden erkend, zodat zij daar controles kunnen uitvoeren voor de NADO Franse Gemeenschap;
- c) een afschrift van dezelfde documenten en attesten als die bedoeld in § 1, lid 2;
- d) een recente pasfoto.

Wanneer het in lid 6 bedoelde dossier volledig is, stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken controleartsen er op de hoogte van en nodigt zij hen uit voor een individueel of collectief gesprek met andere controleartsen.

Het in lid 7 bedoelde onderhoud wordt in het Frans gevoerd en heeft tot doel ervoor te zorgen dat de betrokken controleartsen over alle theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten uit te voeren in overeenstemming met het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Na het in de punten 7 en 8 bedoelde onderhoud kan de NADO Franse Gemeenschap, indien nodig, de betrokken controleartsen verzoeken hun basisopleiding af te ronden, zodat zij hun opdrachten overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap kunnen uitvoeren.

Wanneer zij over voldoende theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap uit te voeren, stelt deze laatste de betrokken controleartsen daarvan in kennis en verstrekt hen een badge waarmee zij worden erkend, waarbij zij worden geïdentificeerd en de geldigheidsduur van deze erkenning, die niet meer dan twee jaar mag bedragen, wordt vermeld.

De in het vorige lid bedoelde identificatie moet minstens bestaan uit de naam en voornaam van de betrokken controlearts en een recente foto van hem, die zichtbaar op zijn badge moet zijn aangebracht. »;

4° § 4 wordt vervangen door de volgende paragraaf:

“§ 4. Een aangestelde of erkende controlearts kan een verlenging van zijn aanstelling of erkenning krijgen, telkens voor een periode van twee jaar, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° uiterlijk dertig dagen voor het einde van zijn geldende aanstelling of erkenning, per gewone post of per e-mail, bij de NADO Franse Gemeenschap een aanvraag om verlenging van zijn aanstelling of erkenning indienen;

2° bij de aanvraag om verlenging van de aanstelling of erkenning een recent attest voegen, gedateerd en ondertekend door de Orde der Artsen, waarin wordt bevestigd dat er gedurende minstens 6 jaar geen enkele disciplinaire sanctie of eventuele schraping van de rol heeft plaatsgevonden;

3° bij zijn aanvraag om verlenging van de aanstelling of erkenning een recent uittreksel uit het strafregister, model 2, voegen, waaruit blijkt dat er geen veroordeling wegens een misdad of een misdrijf werd uitgesproken;

4° in de aanvraag tot verlenging van de aanstelling of de erkenning melding maken van eventuele lopende privé- of beroepsmatige banden met een of meer sportbeoefenaars, sportorganisaties, organisatoren van evenementen en/of wedstrijden;

5° zich ertoe verbinden door middel van een nieuwe, gedateerde en ondertekende onderhandse verklaring op erewoord, die bij zijn aanvraag tot verlenging van de aanstelling of erkenning wordt gevoegd, de vertrouwelijkheid van de testprocedure, alsmede de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die nodig zijn voor een eventuele antidopingcontrole, zo strikt mogelijk te eerbiedigen, en in voorkomend geval te weigeren een sporter te testen voor wie de controlearts zou kunnen worden geacht onvoldoende waarborgen voor onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden.

Overschrijding van de in 1° bedoelde termijn belet niet dat, in voorkomend geval, een eerder aangesteld controlearts zou reageren op een volgende oproep tot kandidaatstelling of later een spontane aanvraag indient bij de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig § 1 en de toepasselijke procedure, al naargelang het geval, zoals bepaald in § 3.

Overschrijding van de in 1° bedoelde termijn belet niet dat, in voorkomend geval, een eerder erkende controlearts bij de NADO Franse Gemeenschap een nieuw vereenvoudigd dossier indient volgens de toepasselijke procedure, naargelang het geval, zoals bepaald in § 3/1.

Wanneer hij de in 1° genoemde termijn in acht neemt, is de eerder aangesteld of erkende controlearts vrijgesteld van elke theoretische of praktische opleiding en elk mogelijk onderhoud met de NADO Franse Gemeenschap, tenzij zich belangrijke veranderingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die van kracht is in de Franse Gemeenschap.

In geval van toepassing van lid 2 of lid 3 wordt de eerder aangesteld of erkende controlearts door de NADO Franse Gemeenschap gehoord om ervoor te zorgen dat zijn theoretische en praktische kennis voor het uitvoeren van controles altijd up-to-date is.

In geval van toepassing van lid 4 of lid 5 dient de NADO Franse Gemeenschap, indien zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de in de Franse Gemeenschap geldende antidopingwetgeving of -regelgeving, de betrokken controleartsen er op de hoogte van te stellen.

De in lid 6 bedoelde informatie wordt bij voorrang meegedeeld tijdens collectieve voorlichtingsbijeenkomsten die door de NADO Franse Gemeenschap worden georganiseerd ten behoeve van de aangestelde of erkende controleartsen. »

5° in § 5 wordt de zinsnede “kan de Minister beslissen de hoedanigheid van controlearts in te trekken, om één of meer van de volgende redenen” vervangen door “kan de Minister beslissen de hoedanigheid van aangestelde controlearts in te trekken, om één of meer van de volgende redenen”;

6° een § 5/1, die als volgt luidt, wordt ingevoegd:

« § 5/1. De NADO Franse Gemeenschap kan aan het einde van de in § 6/1 bedoelde procedure besluiten het statuut van erkende controlearts in te trekken om een of meer van de volgende redenen:

1° de controlearts voldoet niet meer aan een van de voorwaarden, vermeld in § 1, tweede lid, 3° tot 6°;

2° de controlearts is gedurende 6 maanden niet beschikbaar geweest om meer dan de helft van de onderzoeken die hem worden voorgesteld en die hem door de NADO Franse Gemeenschap zijn meegedeeld, uit te voeren;

3° de controlearts heeft de jaarlijkse opleidingssessie van de NADO Franse Gemeenschap niet bijgewoond, behalve in geval van overmacht, die hij zelf moet bewijzen;

4° de controlearts heeft ernstig of herhaaldelijk de bepalingen van het decreet of van dit besluit niet nageleefd;

5° de controlearts vraagt dit zelf, per gewone post of per e-mail, aan de NADO Franse Gemeenschap. »;

7° in § 6, eerste lid, wordt het woord "aangesteld" ingevoegd tussen de woorden "de minister informeert de controlearts" en het woord "betrokken".

8° een § 6/1 wordt toegevoegd, die als volgt luidt:

« § 6/1. Voorafgaand aan elke beslissing tot intrekking op grond van § 5/1 stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken erkende controlearts per aangetekende brief in kennis van zijn voornemen om zijn hoedanigheid van erkende controlearts in te trekken en van de reden(en) waarop zijn voornemen is gebaseerd.

De erkende controlearts beschikt over een termijn van 30 dagen, vanaf de datum van verzending van de in lid 1 bedoelde aangetekende brief, om schriftelijke opmerkingen of verantwoording in te dienen en, in voorkomend geval, te verzoeken door de NADO Franse Gemeenschap te worden gehoord.

De NADO Franse Gemeenschap neemt een met redenen omklede beslissing en stelt de betrokkene per aangetekende brief op de hoogte, hetzij na overschrijding van de in lid 2 genoemde termijn, hetzij na uitoefening van een of beide in dat lid genoemde rechten. ».

**Art. 13.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden " van de controleartsen " vervangen door de woorden " van de aangestelde of erkende controleartsen ".

**Art. 14.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

*"Onverminderd het tweede lid wijst de NADO Franse Gemeenschap de in artikel 1, 88°, van het decreet, bedoelde chaperons aan, hetzij na een oproep tot het indienen van kandidaatstellingen, hetzij op basis van spontane kandidaatstellingen, overeenkomstig de toepasselijke procedure, naargelang het geval, zoals bepaald in § 3°;*

b) lid 2 wordt geschrapt;

c) in lid 3, punt 2°, nu lid 2, punt 2°, worden de woorden " op een oproep tot kandidaten, die door de NADO van de Franse Gemeenschap wordt verspreid en georganiseerd, antwoorden binnen de termijn en, in voorkomend geval, in de bij die oproep vereiste vormen " vervangen door de woorden " op een oproep tot kandidaten, die door de NADO van de Franse Gemeenschap wordt verspreid en georganiseerd, antwoorden binnen de termijn en, in voorkomend geval, in de bij die oproep vereiste vormen of op enig moment een spontane kandidaatstelling daartoe indienen ";

d) lid 5, nu lid 4, wordt geschrapt;

e) in lid 6, dat lid 4 is geworden, wordt "vierde lid" vervangen door "derde lid";

2° in § 2, eerste lid, wordt het woord "3" vervangen door het woord "2".

3° § 3 wordt vervangen door hetgeen volgt:

*"§ 3. De in § 1, eerste lid, bedoelde oproep tot kandidaatstelling wordt inzonderheid bekendgemaakt in een Franstalige gedrukte perstijl die gespecialiseerd is in het zoeken naar werk, alsook op de website van de NADO Franse Gemeenschap.*

Spontane kandidaatstellingen, bedoeld in § 1, lid 1, kunnen per gewone post of per e-mail naar de NADO Franse Gemeenschap worden gestuurd; ze bestaan uit een motiveringsbrief, samen met de documenten en certificaten bedoeld in § 1, lid 2.

De kandidaten die voldoen aan de voorwaarden van § 1, tweede lid, 1° tot en met 7°, en die slagen voor de praktische en theoretische examens van de basisopleiding, bedoeld in § 2, tweede lid, worden door de NADO Franse Gemeenschap voor een periode van twee jaar als chaperon aangesteld.

De aangestelde chaperons krijgen een badge die hen identificeert en waarop de geldigheidsduur van hun aanstelling staat vermeld.

Om de continuïteit van de antidopingactiviteiten, met inbegrip van de weekenden en feestdagen, te waarborgen, kunnen een of meer personeelsleden van de NADO Franse Gemeenschap als chaperon worden aangesteld.

Het (de) door toepassing van het voorgaande lid aangesteld lid (leden) is (zijn) vrijgesteld van de in § 2, lid 2, bedoelde theoretische en praktische examens. »;

4° een § 3/1, als volgt geformuleerd, wordt ingevoegd:

*« § 3/1. Onverminderd artikel 3, lid 9, van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de preventie en bestrijding van doping in de sport, om de volledige toepassing van artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet mogelijk te maken, dienen de door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkende of aangestelde chaperons per gewone post of e-mail een vereenvoudigd dossier in bij de NADO Franse Gemeenschap, waarin zij als bijlage opnemen:*

a) een afschrift van hun aanstelling of erkenning als chaperon door de betrokken antidopingoverheid;

b) een schriftelijke motivering waarin zij bevestigen dat zij in de Franse Gemeenschap willen worden erkend, zodat zij daar controleopdrachten kunnen uitvoeren voor de NADO Franse Gemeenschap;

c) een afschrift van dezelfde documenten en attesten als die bedoeld in § 1, lid 2;

d) een recente pasfoto.

Wanneer het in lid 1 bedoelde dossier volledig is, stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken chaperons er op de hoogte van en nodigt zij hen uit voor een individueel of collectief onderhoud met andere chaperons.

Het in lid 2 bedoelde onderhoud wordt in het Frans gevoerd en heeft tot doel ervoor te zorgen dat de betrokken chaperons over alle theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten uit te voeren, in overeenstemming met het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Na het in de leden 2 en 3 bedoelde onderhoud kan de NADO Franse Gemeenschap, indien nodig, de betrokken chaperons verzoeken hun basisopleiding af te ronden, zodat zij hun opdrachten, overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap kunnen uitvoeren.

Wanneer zij over voldoende theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap uit te voeren, stelt deze laatste de betrokken chaperons daarvan in kennis en verstrekt hen een badge waarmee zij worden erkend, waarbij zij worden geïdentificeerd en de geldigheidsduur van deze erkenning, die niet meer dan twee jaar mag bedragen, wordt vermeld.

*Om de toepassing van artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet mogelijk te maken, moeten buitenlandse chaperons of chaperons die door een buitenlandse antidopingorganisatie zijn opgeleid en erkend, een vereenvoudigd dossier indienen bij de NADO Franse Gemeenschap, per gewone post of per e-mail, waarin zij als bijlage bijvoegen:*

- a) een afschrift van hun aanstelling of erkenning als chaperon door de bedoelde antidopingoverheid of -organisatie;
- b) een schriftelijke motivering waarin zij bevestigen dat zij als chaperon in de Franse Gemeenschap willen worden erkend, zodat zij daar controleopdrachten kunnen uitvoeren voor de NADO Franse Gemeenschap;
- c) een afschrift van dezelfde documenten en attesten als die bedoeld in § 1, lid 2;
- d) een recente pasfoto.

Wanneer het in lid 6 bedoelde dossier volledig is, stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken chaperons er op de hoogte van en nodigt zij hen uit voor een individueel of collectief onderhoud met andere chaperons.

Het in lid 7 bedoelde onderhoud wordt in het Frans gevoerd en heeft tot doel ervoor te zorgen dat de betrokken chaperons over alle theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten uit te voeren, in overeenstemming met het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Na het in de leden 7 en 8 bedoelde onderhoud kan de NADO Franse Gemeenschap, indien nodig, de betrokken chaperons verzoeken hun basisopleiding af te ronden, zodat zij hun opdrachten, overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap kunnen uitvoeren.

Wanneer zij over voldoende theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten, overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap uit te voeren, stelt deze laatste de betrokken chaperons daarvan in kennis en verstrekt hen een badge waarmee zij worden erkend, waarbij zij worden geïdentificeerd en de geldigheidsduur van deze erkenning, die niet meer dan twee jaar mag bedragen, wordt vermeld.”;

5° § 4 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§ 4. Een aangestelde of erkende chaperon kan de verlenging van zijn aanstelling of erkenning verkrijgen, telkens voor een periode van twee jaar, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° uiterlijk dertig dagen voor het einde van zijn geldige aanstelling of erkenning per gewone post of per e-mail een verlenging van zijn aanstelling of erkenning aanvragen bij de NADO Franse Gemeenschap;

2° bij zijn aanvraag om verlenging van de aanstelling of erkenning een recent uittreksel uit het strafregister, model 2, voegen, waaruit blijkt dat er geen veroordeling is voor een misdrijf of een misdrijf;

3° in zijn aanvraag om verlenging van de aanstelling of erkenning alle bestaande particuliere of professionele banden met een of meer sportbeoefenaars, sportorganisaties, organisatoren van evenementen en/of wedstrijden vermelden;

4° zich ertoe verbinden door middel van een nieuw, gedateerd en ondertekend onderhands attest op erewoord, die bij zijn verzoek om verlenging van de aanstelling of erkenning wordt gevoegd, de vertrouwelijkheid van de controleprocedure, alsmede de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die nodig zijn voor elke antidopingcontrole, zo strikt mogelijk te eerbiedigen, door in voorkomend geval te weigeren een controlearts bij te staan bij elke controle bij een sporter voor wie de chaperon geacht zou kunnen worden onvoldoende garanties voor onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden.

Overschrijding van de in 1° bedoelde termijn belet niet dat, in voorkomend geval, een eerder aangestelde chaperon reageert op een volgende oproep tot kandidaatstelling of later een spontane aanvraag indient bij de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig § 1 en de toepasselijke procedure, naargelang het geval, zoals bepaald in § 3.

Overschrijding van de in 1° bedoelde termijn belet niet dat, in voorkomend geval, een eerder erkende chaperon een nieuwe vereenvoudigde aanvraag indient bij de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig de toepasselijke procedure, naargelang het geval, zoals bepaald in § 3/1.

Wanneer hij de in 1° genoemde termijn in acht neemt, is de eerder aangestelde of erkende chaperon vrijgesteld van elke theoretische of praktische opleiding en elk mogelijk onderhoud met de NADO Franse Gemeenschap, tenzij zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die van kracht is in de Franse Gemeenschap.

In geval van toepassing van lid 2 of lid 3 wordt de eerder aangestelde of erkende chaperon door de NADO Franse Gemeenschap gehoord om ervoor te zorgen dat zijn theoretische en praktische kennis, om de controlearts tijdens de controles bij te staan, altijd up-to-date is.

In geval van toepassing van lid 4 of lid 5 dient de NADO Franse Gemeenschap, indien zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die in de Franse Gemeenschap van kracht is, de betrokken chaperons te informeren.

De in lid 6 bedoelde informatie wordt bij voorrang meegedeeld tijdens collectieve voorlichtingsbijeenkomsten die door de NADO Franse gemeenschap ter attentie van aangestelde of erkende chaperons worden gehouden. »;

6° in § 5 worden de woorden “aangestelde of erkende” telkens ingevoegd vóór de term “chaperon”;

7° in § 6 worden de woorden “aangestelde of erkende” telkens ingevoegd vóór de term “chaperon”.

**Art. 15.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden “aangestelde of erkende” ingevoegd vóór het woord “chaperon”.

**Art. 16.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid:

“Het plan voor de verdeling van de antidopingcontroles, bedoeld in artikel 12, § 1, lid 1, van het decreet, wordt opgesteld en vervolgens toegepast door de NADO Franse Gemeenschap in overeenstemming met de vereisten die zijn vastgelegd in artikel 5.4 van de Code en de artikelen 4.1 tot en met 4.9 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken. »

2° in § 4, wordt het vierde lid vervangen door het volgende lid:

“In geval van hoogdringendheid die bijzonder met redenen omkleed is en op basis van minstens één van de in § 1, zesde lid, genoemde factoren, kan de in het vorige lid bedoelde termijn worden teruggebracht tot 5 dagen.”.

**Art. 17.** Aan artikel 24, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 4° wordt vervangen door de volgende tekst:

“4° de benaming en het adres van de eventuele sportorganisatie waarbij de te testen sporter is aangesloten of van de organisator die verantwoordelijk is voor het evenement, de wedstrijd, de opleiding of de sportactiviteit, alsook de naam, de voornaam en het telefoonnummer van hun afgevaardigde;”.

2° in punt 5 worden de woorden “en/” ingevoegd tussen het woord “bloedgroep” en de woorden “of urine”.

**Art. 18.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden “het evenement, de wedstrijd of de training” vervangen door de woorden “de sportactiviteit”;

2° § 2 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. Als de controle tijdens een sportactiviteit plaatsvindt, wijst de afgevaardigde van de sportorganisatie of de organisator een persoon aan die de controlearts bijstaat en hem een geschikte ruimte in de directe omgeving van de plaats waar de sportactiviteit plaatsvindt ter beschikking stelt, die voldoende waarborgen biedt op het gebied van hygiëne, vertrouwelijkheid, privacy en veiligheid. »;

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid:

“Voorafgaand aan de in het vorige lid bedoelde identificatie identificeren de controlearts en, in voorkomend geval, de begeleidende chaperon(s) zich door middel van de in artikel 17, § 3, vierde lid, of 17, § 3/1, vijfde of elfde lid, en 20, § 3, vierde lid, of 20, § 3/1, vijfde of tiende lid, naar gelang van het geval, bedoelde badge(s);”

b) in lid 5, 1°, wordt het woord “oproeping” vervangen door “dopingcontrole”;

c) lid 7 wordt vervangen door het volgende lid:

“Het dopingcontroleformulier wordt opgesteld in drievoud, waarvan er twee door de controlearts worden bewaard en één aan de sporter wordt overhandigd na de individuele controleprocedure, overeenkomstig de nadere regels van artikel 26, §§ 2 en 4, tweede lid. »;

d) in de leden 8 en 9 wordt het woord “vier” telkens vervangen door het woord “drie”.

4° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “ het proces-verbaal van controle ” vervangen door het woord “ het dopingcontroleformulier ”;

b) in de leden 2 en 3 worden de woorden “ het proces-verbaal van controle ” telkens vervangen door het woord “ het dopingcontroleformulier ”.

5° in § 5, derde lid, wordt het woord “oproeping” vervangen door het woord “dopingcontrole”;

6° in § 6, tweede lid, worden de woorden “het proces-verbaal van controle” vervangen door het woord “dopingcontroleformulier”;

7° in § 7, tweede lid, worden de woorden “het proces-verbaal van controle” vervangen door de woorden “het dopingcontroleformulier”;

8° in § 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de leden 1 en 2 worden de woorden “het proces-verbaal van controle” telkens vervangen door de woorden « het dopingcontroleformulier »;

b) het derde lid wordt vervangen door het volgende lid:

“Na ontvangst van het dopingcontroleformulier stuurt de NADO Franse Gemeenschap onmiddellijk een kopie naar de betrokken sporter en eventueel naar de sportorganisatie, de nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waarvan hij lid kan zijn. »

**Art. 19.** In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden “het proces-verbaal van controle” telkens vervangen door de woorden “het dopingcontroleformulier”;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

“§ 2. De controleprocedure en het verloop ervan worden door de controlearts in het dopingcontroleformulier vastgelegd. »;

b) in lid 2 worden de woorden “het proces-verbaal van controle” telkens vervangen door de woorden « het dopingcontroleformulier »;

c) er wordt een derde lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“Indien de controlearts niet voldoende ruimte heeft om alle noodzakelijke of gewenste aantekeningen op het dopingcontroleformulier op te nemen, dient hij dit in het daartoe bestemde deel van het formulier aan te geven en vervolgens een aanvullend verslagformulier te gebruiken, waarvan het model door de NADO Franse Gemeenschap is vastgesteld. »;

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden „, eventueel begeleid door één of meer chaperons, neemt alle geschikte maatregelen” vervangen door de woorden „, eventueel begeleid door één of meer chaperons, en in voorkomend geval een of meer met het strafrechtelijk onderzoek belaste politiefunctionarissen, neemt alle geschikte maatregelen »;

b) lid 2 wordt vervangen door het volgende lid:

*“Deze maatregelen worden in voorkomend geval vermeld op het dopingcontroleformulier en/of, indien van toepassing, op het aanvullende verslagformulier, overeenkomstig § 2, tweede en derde lid, en artikel 25, vierde lid. »;*

c) lid 4 wordt vervangen door het volgende lid:

*“Niet-naleving van het voorgaande lid wordt door de controlearts in het dopingcontroleformulier en/of, indien van toepassing, in het aanvullende verslagformulier, overeenkomstig § 2, tweede en derde lid, en artikel 25, vierde lid, vermeld. »*

4° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden “het proces-verbaal van controle” telkens vervangen door de woorden « het dopingcontroleformulier »;

b) het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid:

*“Het dopingcontroleformulier moet in drie exemplaren worden opgesteld, waarvan één exemplaar aan de sporter, één exemplaar aan het laboratorium en één exemplaar aan de NADO Franse Gemeenschap wordt toegezonden. »;*

c) lid 3 wordt vervangen door het volgende lid:

*“Indien de gecontroleerde sporter minderjarig of rechtsonbekwaam is, worden de drie exemplaren van het dopingcontroleformulier ondertekend door één van zijn wettige vertegenwoordigers of door een door hen daartoe behoorlijk gemachtigde persoon, onverminderd eventuele opmerkingen als bedoeld in artikel 27, § 1, eerste lid, 14°, of in artikel 28, eerste lid, 13°. »*

d) lid 5 wordt vervangen door het volgende lid:

*“Op het afschrift van het dopingcontroleformulier, bedoeld in artikel 12, § 3, vierde lid, in fine, van het decreet en bestemd, indien van toepassing, voor de sportorganisatie, de nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waarbij de sporter kan zijn aangesloten, mag geen dossier van de door de atleet ingenomen geneesmiddelen, medische hulpmiddelen en speciale voeding worden vermeld, noch enige indicatie met betrekking tot bloedtransfusies. »*

e) in de leden 6 en 7 worden de woorden “proces-verbaal van controle” telkens vervangen door het woord “dopingcontroleformulier”.

**Art. 20.** Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de punten 8°, 10° en 11° worden de woorden “proces-verbaal van controle” telkens vervangen door het woord “dopingcontroleformulier”;

b) punt 14° wordt vervangen door de volgende tekst:

*“14° de sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettige vertegenwoordiger of een door hem daartoe behoorlijk gemachtigde persoon, verklaart door het ondertekenen van het dopingcontroleformulier dat de procedure in overeenstemming met deze paragraaf is uitgevoerd, onder voorbehoud dat, indien van toepassing, elke onregelmatigheid of opmerking die de sporter of andere persoon die de controle heeft bijgewoond, in overeenstemming met artikel 25, § 6, zou willen formuleren, en die in dit geval zal worden geregistreerd in het dopingcontroleformulier en/of in een aanvullend verslagformulier. »;*

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden “het evenement, de wedstrijd of de opleiding” vervangen door de woorden “de sportactiviteit of, in voorkomend geval, door de sporter zelf, wanneer de controle buiten de wedstrijd om plaatsvindt, in zijn gewone verblijfplaats”;

3° in § 3, 8° en 11° worden de woorden “proces-verbaal van controle” vervangen door het woord “dopingcontroleformulier”.

**Art. 21.** In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 2° wordt de term “flesjes” vervangen door “flessen en etiketten”;

2° in punt 8° worden de woorden “proces-verbaal van controle” vervangen door het woord “dopingcontroleformulier”;

3° punt 13° wordt vervangen door de volgende tekst:

*“13° de sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettige vertegenwoordiger of een door hem daartoe behoorlijk gemachtigde persoon, verklaart door het ondertekenen van het dopingcontroleformulier dat de procedure in overeenstemming met deze paragraaf is uitgevoerd, onder voorbehoud dat, indien van toepassing, elke onregelmatigheid of opmerking die de sporter of andere persoon die de controle heeft bijgewoond, in overeenstemming met artikel 25, § 6, zou willen formuleren, en die in dit geval zal worden geregistreerd in het dopingcontroleformulier en/of in een aanvullend verslagformulier. ».*

**Art. 22.** De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 29 van hetzelfde besluit:

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 3 worden de woorden “training, wedstrijd of sportevenement” vervangen door het woord « sportactiviteit »;

b) in lid 4 worden de woorden “proces-verbaal van controle” vervangen door het woord “dopingcontroleformulier”.

2° in § 2, 4°, worden de woorden “/of” ingevoegd tussen de woorden “, per aangetekende brief en” en de woorden “per e-mail”.

**Art. 23.** In artikel 30, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden “proces-verbaal van controle” vervangen door het woord “dopingcontroleformulier”.

**Art. 24.** In artikel 32, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 3°, worden de woorden « de organisatoren, de verantwoordelijken of zaakvoerders van fitnesszalen, » ingevoegd tussen de woorden « andere antidopingorganisaties, » en de woorden « de media » ;

2° in 5°, worden de woorden « en deze die uit een beveiligd meldingssysteem, zoals bedoeld in artikel 32/1 » toegevoegd na de woorden « , inzonderheid deze die uit het ADAMS komen » ;

3° in 7°, worden de woorden « met inbegrip van de inlichtingen bekomen door middel van een beveiligd meldingssysteem, zoals bedoeld in artikel 32/1, » ingevoegd vóór de woorden « alle inlichtingen worden op vertrouwelijke wijze ingewonnen en behandeld, » ;

4° Er wordt een 10/1°, ingevoegd tussen 10° en 11°, dat luidt als volgt:

« 10/1° voor de toepassing van 10° en onverminderd 2°, kan het verkrijgen door de NADO Franse Gemeenschap, van informatie en/of inlichtingen door middel van een beveiligd meldingssysteem, zoals bedoeld in artikel 32/1, een gegronde reden uitmaken om één of meer overtreding(en) van de antidopingregels te vermoeden; »

5° in 11°, worden de woorden « proces-verbaal van controle » telkens vervangen door de woorden « formulier voor de dopingcontrole » ;

6° punt 13° wordt vervangen door wat volgt :

« 13° in geval van toepassing van artikel 6/2, *b)* tot en met *d)* van het decreet stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettelijke vertegenwoordiger of, in voorkomend geval, het betrokken lid van het begeleidingspersoneel van de sporter, per aangetekende brief en, in voorkomend geval, per e-mail op de hoogte van de opening van een dopingonderzoek dat op hem betrekking heeft ; »

7° punt 15° wordt vervangen door wat volgt:

« 15° binnen een termijn van in beginsel twaalf maanden vanaf de kennisgeving bedoeld bij punt 14°, stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettelijke vertegenwoordiger, of in voorkomend geval, het betrokken lid van het begeleidingspersoneel van de sporter per aangetekende brief en, in voorkomend geval, per e-mail, in kennis van de conclusies van haar onderzoek en haar beslissing om het dossier te sluiten of het door te sturen naar de CIDD en/of het parket, met het oog op de toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3 en/of artikel 22 van het decreet; »

8° punt 16° wordt vervangen door wat volgt:

« 16° overeenkomstig artikel 12.4.3., *a)* en *b)* van de internationale standaard voor dopingtests en onderzoeken, stelt de NADO Franse Gemeenschap het WADA en, in voorkomend geval, de andere betrokken Belgische NADO's en/of de internationale sportorganisatie en/of de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouders is, per e-mail in kennis van elke beslissing tot sluiting van het dossier, genomen met toepassing van punt 15°, teneinde hen in staat te stellen zo nodig beroep aan te tekenen tegen deze beslissing; »

9° punt 19° wordt vervangen door wat volgt:

« 19° *onverminderd en met het oog op de toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3, van het decreet, wordt de verzending van een onderzoeksdossier door de NADO Franse Gemeenschap aan de CIDD:*

*a)* voorafgegaan door een oproep aan de sporter en, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, aan ten minste één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, aan het betrokken lid van het begeleidingspersoneel van de sporter, met het oog op een hoorzitting, eventueel in aanwezigheid van een raadsman en/of een arts van zijn keuze;

*b)* gebaseerd op een schriftelijk document, dat wordt gestaafd door bewijsmateriaal dat toegelaten is door het decreet, de Code en dat algemeen aanvaard is in de Belgische wetgeving;

*c)* in feite en in rechte met redenen omkleed; »

10° Er wordt een punt 20/1°, ingevoegd tussen 20° en 21°, dat luidt als volgt:

« 20/1° de informatie en/of inlichtingen bedoeld in 20°, kunnen, voor de toepassing daarvan, uit een beveiligd meldingssysteem komen, zoals bedoeld in artikel 32/1; »

11° punt 21° wordt vervangen door wat volgt:

« 21° *met het oog op de toepassing van artikel 22, van het decreet wordt de verzending van een onderzoeksdossier door de NADO Franse Gemeenschap aan het parket, met het oog op de eventuele opening van een strafdossier tegen een sporter of een lid van het begeleidingspersoneel van de sporter:*

*a)* voorafgegaan door een oproeping aan de sporter en, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, aan ten minste één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, aan het betrokken lid van het begeleidingspersoneel van de sporter, met het oog op een hoorzitting, eventueel in aanwezigheid van een raadsman en/of een arts van zijn keuze;

*b)* gebaseerd op een schriftelijk document, dat wordt gestaafd door bewijsmateriaal dat toegelaten is door het decreet, de Code en dat algemeen aanvaard is in de Belgische wetgeving;

*c)* in feite en in rechte met redenen omkleed; »

12° punt 23° wordt vervangen door wat volgt:

« 23° *de oproepingen bedoeld in 19°, a), en 21°, a), worden ten minste vijftien dagen vóór de geplande hoorzitting door de NADO Franse Gemeenschap verzonden, met vermelding van:*

*a)* het doel ervan en de opening van een onderzoek tegen de sporter of een lid van het begeleidingspersoneel van de sporter;

*b)* een samenvatting van de feiten die in aanmerking werden genomen voor de opening van het onderzoek en die tegen de sporter of een lid van het begeleidingspersoneel van de sporter worden aangevoerd;

*c)* de vermeende overtreding(en) van de relevante antidopingregel(s) zoals bedoeld in artikel 6 van het decreet;

*d)* in voorkomend geval, de vermeende overtreding(en) van de betrokken antidopingregel(s), zoals bedoeld in artikel 22 van het decreet;

*e)* de datum, het tijdstip en de plaats van de hoorzitting;

f) het recht zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman en/of een arts naar keuze van de sporter of, indien de sporter minderjarig of rechtsonbekwaam is, door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, door het lid van het begeleidingspersoneel van de sporter;

g) het feit dat de afwezigheid ter zitting ertoe leidt dat het onderzoeksdossier automatisch wordt doorgezonden naar de CIDD en/of het parket, naar gelang van het geval; »

13° punt 24° wordt vervangen door wat volgt:

« 24° de sporter en, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, het lid van het begeleidingspersoneel van de sporter ontvangt/ontvangen, van de NADO Franse Gemeenschap, na de hoorzitting bedoeld in 19°, a), of 21°, a), of, bij afwezigheid, na de datum waarop deze hoorzitting was gepland, een kennisgeving met vermelding, naargelang het geval:

a) bij aanwezigheid op de hoorzitting, van de afsluiting van het onderzoeksdossier of de verzending ervan, al naargelang het geval, aan de CIDD en/of het parket, met vermelding van de vermeende overtreding(en) van de betrokken antidopingregel(s), zoals bedoeld in artikel 6 van het decreet en, in voorkomend geval, in artikel 22 van het decreet;

b) bij afwezigheid op de hoorzitting, van de verzending van het onderzoeksdossier, al naargelang het geval, aan de CIDD en/of het parket, met vermelding van de vermeende overtreding(en) van de betrokken antidopingregel(s), zoals bedoeld in artikel 6 van het decreet en, in voorkomend geval, in artikel 22 van het decreet; »

**Art. 25.** Er wordt een artikel 32/1 ingevoegd tussen artikel 32 en artikel 33, van hetzelfde besluit, dat luidt als volgt :

« Artikel 32/1. – Mits naleving en in het kader van de toepassing van artikel 6/2, eerste en tweede lid, a), van het decreet en onverminderd artikel 32, 5°, 7°, 10/1° en 20/1°, kan de NADO Franse Gemeenschap, in overeenstemming met en met toepassing van artikel 6/2, derde lid, van het decreet, een beveiligd meldingssysteem opzetten en gebruiken.

*Het meldingssysteem bedoeld in het vorige lid :*

a) vormt een rechtstreeks middel dat de NADO in staat stelt om op vertrouwelijke wijze, zo nodig vóór de formele opening van een onderzoek in de zin van de artikelen 32, 13° en 14°, alle potentieel nuttige informatie of inlichtingen op het gebied van dopingbestrijding te verkrijgen, te verwerken en vervolgens te evalueren;

b) garandeert de anonimiteit aan elke persoon die daarom verzoekt, behalve in de gevallen die door de wet worden opgelegd of wanneer de persoon zelf schriftelijk heeft ingestemd met de opheffing van zijn anonimiteit ten behoeve van het onderzoek;

c) beoogt het behoud en de bescherming van de rechten van sporters die geen dopingmiddelen gebruiken en draagt zo uiteindelijk bij tot gelijke kansen voor de sporters en, meer in het algemeen, tot eerlijkheid in de sport;

d) neemt de vorm van een elektronische link die toegankelijk is op de website van de NADO Franse Gemeenschap en die het mogelijk maakt een standaard informatieformulier online in te vullen;

e) wordt uitsluitend verwerkt en opgevolgd door de leden van de NADO Franse Gemeenschap, die de onderzoeksbevoegdheid uitoefenen en die als zodanig strikt gebonden zijn aan de eerbiediging van de vertrouwelijkheid van de ontvangen gegevens en aan de verwerking van deze gegevens, uitsluitend ten behoeve van de bestrijding van doping;

Onverminderd lid 2, c), heeft het beveiligde meldingssysteem bedoeld in het eerste lid ook in het algemeen tot doel de doeltreffendheid van de dopingbestrijding te verbeteren.

Eveneens, en in overeenstemming met het voorgaande lid, zal iedere persoon onderworpen aan het decreet en dit besluit, die opzettelijk foutieve informatie meedeelt of die, om andere dan de in dit artikel genoemde doeleinden, gebruik maakt van het in het eerste lid bedoelde beveiligde systeem, zich in voorkomend geval blootstellen aan de opening van een onderzoek tegen hem.

Het onderzoek bedoeld in het vorige lid kan, met inachtneming van en in overeenstemming met artikel 32, 19°, 23° en 24°, leiden tot de verzending van het dossier, door de NADO Franse Gemeenschap, aan de CIDD, met het oog op de toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3, van het decreet, op basis van en wegens een vermeende overtreding van de antidopingregel, bedoeld in artikel 6, 5°, van het decreet.

Behoudens mogelijke toepassing van de vorige twee leden, wordt elk persoonsgebonden gegeven, meegedeeld via het beveiligde systeem bedoeld bij lid 1, maar zonder verband met de doeleinden van dit artikel, zo snel mogelijk verwijderd.”.

**Art. 26.** In artikel 33, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 3°, wordt punt b) vervangen door wat volgt:

« b) van de verzending van het dossier aan de CIDD, met het oog op de toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3, van het decreet ; » ;

2° punt 4° wordt vervangen door wat volgt :

« 4° voor de toepassing van artikel 6, 10°, zesde lid, van het decreet, stelt de NADO Franse Gemeenschap per e-mail het WADA in kennis van:

a) de gevolgde procedure en de gedane kennisgevingen;

b) de identiteit van de betrokken sporter of de andere persoon, en deze van het betrokken lid van het begeleidingspersoneel;

c) de datums en eventuele verwijzingen naar de vermelde veroordeling of opschorting;

d) de periode van de vermelde opschorting of veroordeling;

e) de mogelijke antwoorden op de kennisgevingen;

f) haar beslissing om het dossier te sluiten of door te sturen naar de CIDD, met het oog op de toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3, van het decreet ; ».

**Art. 27.** In artikel 34, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, vijfde lid, worden de woorden « per e-mail of, bij gebrek daaraan, » ingevoegd tussen de woorden « bij kennisgeving, » en de woorden « per brief, » ;

2° in § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de woorden "ten laatste binnen een termijn van 72 uur te rekenen vanaf de afneming" vervangen door de woorden « binnen de termijnen die in de huidige WADA-richtlijnen voor urine- en bloedmonsterafname zijn vastgesteld » ;

b) in het tweede lid, worden de woorden « binnen een termijn van 12 uur te rekenen vanaf de afneming » vervangen door de woorden « binnen de termijnen die in de huidige WADA-richtlijnen voor urine- en bloedmonsterafname zijn vastgesteld » ;

c) in het derde lid, worden de woorden « binnen een termijn van 36 uur te rekenen vanaf de afneming » vervangen door de woorden « binnen de termijnen die in de huidige WADA-richtlijnen voor urine- en bloedmonsterafname zijn vastgesteld » ;

d) het vierde lid wordt vervangen door wat volgt:

« In het geval van urinemonsters gaat het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium onverwijld over tot de analyse van het A-monster en neemt onmiddellijk alle nodige maatregelen voor de opslag van het B-monster voor een eventuele latere analyse en de eventuele toepassing van artikel 22, § 1, vierde en vijfde lid.

Ten aanzien van de andere monsters gaat het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium onverwijld over tot de analyse ervan en neemt onmiddellijk alle nodige maatregelen voor de opslag ervan, met het oog op de eventuele toepassing van artikel 22, § 1, vierde en vijfde lid. »

3° Er wordt een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

« § 3. In geval van overmacht of indien de termijnen voor het vervoer van monsters door de toepassing van § 1 blijkbaar in gevaar kunnen worden gebracht, kan bij wijze van uitzondering van deze bepaling worden afgeweken.

De toestemming, per e-mail, van de NADO Franse Gemeenschap gericht aan de betrokken controlearts is noodzakelijk voor de eventuele toepassing van de eerste paragraaf.

Wanneer de controlearts de in het vorige lid bedoelde schriftelijke toestemming van de NADO Franse Gemeenschap heeft ontvangen, zorgt hij voor het vervoer van de monsters naar het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium.

*In het geval bedoeld in het vorige lid zal de controlearts:*

a) ervoor zorgen, zoals gebruikelijk, dat de verpakking van de monsters in goede staat is, inzonderheid voor het vervoer en de opslag ervan, om elke mogelijke beschadiging te voorkomen;

b) alle nodige maatregelen nemen om de monsters te bewaren totdat zij voor analyse naar het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium worden gestuurd;

c) elke twijfel over de integriteit, de identificatie of de authenticiteit onmiddellijk aan de NADO Franse Gemeenschap melden:

i) van één of meer te vervoeren monsters;

ii) van de schriftelijke documentatie met betrekking tot de te vervoeren monsters.

Wanneer de NADO Franse Gemeenschap door de controlearts in kennis wordt gesteld, kan zij in het in punt c) van het vorige lid bedoelde geval beslissen het (de) betrokken monster(s) ongeldig te verklaren.

In overeenstemming met de twee voorgaande leden mag de controlearts nooit alleen beslissen één of meer monsters, waarvan hij voor het vervoer naar het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium zorgt, ongeldig te verklaren.

In het geval bedoeld in het vijfde lid, wordt, indien de NADO Franse Gemeenschap uiteindelijk beslist één of meer monsters ongeldig te verklaren, maar dat het monster/de monsters mogelijk heeft/hebben gemaakt een bepaalde sporter toch zonder enige twijfel te identificeren, die sporter door de NADO Franse Gemeenschap per e-mail op de hoogte daarvan gebracht.

*In geval van toepassing van deze paragraaf:*

a) zijn de leden 1 tot en met 3 van § 2 mutatis mutandis van toepassing op de controlearts;

b) zijn de vierde en vijfde leden van § 2 eveneens van toepassing. »

**Art. 28.** In artikel 35, § 1, vierde lid, van het besluit, worden de woorden « , in voorkomend geval via ADAMS, » ingevoegd tussen de woorden « deelt het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium ook » en de woorden « de afwijkende analyseresultaten aan de betrokken internationale sportorganisatie mee. ».

**Art. 29.** Het artikel 36, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 36. § 1. Indien het resultaat van de analyse negatief is, wordt de gecontroleerde sporter binnen zeven werkdagen na ontvangst van het analyseverslag van het laboratorium, als bedoeld in artikel 35, eerste lid, per e-mail of, bij gebrek daaraan, per brief op de hoogte gebracht door de NADO Franse Gemeenschap.

De kennisgeving bedoeld in het vorige lid vermeldt ook de mogelijke en toekomstige toepassing van artikel 22, § 1, vierde en vijfde lid.

De negatieve analyseresultaten met betrekking tot de bij hen aangesloten sporters worden niet langer gemeld aan sportorganisaties, nationale sportorganisaties of internationale federaties, anders dan, in voorkomend geval, via ADAMS, tenzij zij een bijzonder belang kunnen aantonen, vast te stellen in een schriftelijk verzoek aan de NADO Franse Gemeenschap.

§ 2. Indien het resultaat van de analyse afwijkend is, gaat de NADO Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 7.2 van de Code onverwijld over tot een onderzoek om na te gaan of:

a) een TTN toegekend is of zal worden in overeenstemming met de Internationale Standaard voor Toestemmingen wegens Therapeutische Noodzaak of ;

b) een klaarblijkelijke uitwijking van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken of de Internationale Standaard voor Laboratoria de oorzaak is van het afwijkende analyseresultaat.

Wanneer de NADO Franse Gemeenschap na afloop van het in het eerste lid bedoelde onderzoek tot een negatieve conclusie komt met betrekking tot de onder a) en b) van hetzelfde lid bedoelde controles en derhalve tot de conclusie komt dat het analysesresultaat inderdaad afwijkend is, informeert zij zo spoedig mogelijk:

a) de gecontroleerde sporter, per e-mail en/of per brief ;

b) het WADA, via ADAMS;

c) in voorkomend geval, de sportorganisatie, nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waarbij de sporter is aangesloten, per e-mail of via ADAMS;

d) in voorkomend geval, de andere Belgische NADO's en/of de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouder is, per e-mail of via ADAMS;

Naast de mededeling van het afwijkend analysesresultaat, omvat de mededeling ook:

1° een verwijzing naar artikel 6, 1° en/of 2°, van het decreet, alsook, in voorkomend geval, naar artikel 12, § 1, tweede lid, van het decreet;

2° de mogelijke gevolgen van de overtreding van artikel 6, 1° en/of 2°, van het decreet;

3° het recht van de sporter om een afschrift te krijgen van het dossier van de individuele controleprocedure met:

a) de vermelding van de datum van de opening van het dossier;

b) een inventaris van de stukken, met vermelding van de datum van de toevoeging ervan aan het dossier;

c) de identiteit en het adres van de sporter of van het lid van het begeleidingspersoneel;

d) een afschrift van het formulier voor de dopingcontrole, zoals bedoeld in artikel 25, § 3, derde lid;

e) een afschrift van het analyseverslag van het laboratorium, zoals bedoeld in artikel 35, § 1, eerste lid, samen, in voorkomend geval, met alle aanvullende informatie bezorgd door het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium;

f) een afschrift van de aangetekende brief en, in voorkomend geval, van de e-mail waarin het afwijkend analysesresultaat aan de sporter meegedeeld wordt, overeenkomstig het tweede lid;

g) in voorkomend geval, een afschrift van elk ander stuk dat nuttig kan zijn voor de behandeling van het dossier.

4° het recht van de sporter om een analyse van het B-monster te vragen, overeenkomstig artikel 37 ;

5° de datum vastgesteld door het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium voor de eventuele analyse van het B-monster.

Wanneer de NADO Franse Gemeenschap na afloop van het onderzoek en de verificaties bedoeld in het eerste lid beslist het analysesresultaat niet als daadwerkelijk afwijkend te beschouwen, informeert zij zo spoedig mogelijk:

a) de gecontroleerde sporter, per e-mail en/of per brief ;

b) het WADA, via ADAMS;

c) in voorkomend geval, de sportorganisatie, nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waarbij de sporter is aangesloten, per e-mail of via ADAMS;

d) in voorkomend geval, de andere Belgische NADO's en/of de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouder is, per e-mail of via ADAMS.

§ 3. Indien de analyse de aanwezigheid van een verboden stof in het lichaam van de sporter aantoonde waarvan de productie uitsluitend endogeen zou kunnen zijn, wordt het analyseverslag bedoeld in artikel 35, eerste lid, als atypisch in het analyseverslag bestempeld.

Bij toepassing van het eerste lid, overeenkomstig artikel 7.4 van de Code controleert de NADO Franse Gemeenschap:

1° of een TTN toegekend werd;

2° of een klaarblijkelijke uitwijking ten opzichte van de internationale standaard voor dopingtests en onderzoeken of de internationale standaard voor de laboratoria aanleiding heeft gegeven tot het atypisch resultaat.

Bij toepassing van het tweede lid en bij een positief antwoord op één van de verificaties bedoeld in 1° of in 2°, informeert de NADO Franse Gemeenschap de betrokken sporter hierover en concludeert tot een negatief analysesresultaat overeenkomstig § 1.

Bij toepassing van het voorgaande lid, informeert de NADO Franse Gemeenschap ook:

a) het WADA, via ADAMS;

b) in voorkomend geval, de sportorganisatie, nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waarbij de sporter is aangesloten, per e-mail of via ADAMS;

c) in voorkomend geval, de andere Belgische NADO's en/of de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouder is, per e-mail of via ADAMS.

Bij toepassing van het tweede lid en bij een negatief antwoord op de verificaties bedoeld in 1° en 2°, van hetzelfde lid, vraagt de NADO Franse Gemeenschap aan het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium, één of meer bijkomende analyse(s) om de oorsprong van de verboden stof te bepalen die aanwezig is in het lichaam van de gecontroleerde sporter.

Onverminderd de toepassing van de voorgaande leden, wordt een atypisch analysesresultaat slechts aan de gecontroleerde sporter meegedeeld indien:

1° het B-monster geanalyseerd moet worden. In dat geval kan de sporter, overeenkomstig artikel 37, vragen om aanwezig te zijn of vertegenwoordigd te worden bij de opening van het B-monster;

2° de NADO Franse Gemeenschap, voordat het resultaat als negatief of afwijkend wordt beschouwd, ertoe gehouden is, overeenkomstig artikel 7.4.1 b) van de Code, de lijst van de atypisch gecontroleerde sporters mee te delen;

Na de aanvullende analyse(s), zoals bedoeld in het vijfde lid, wordt het atypische analysesresultaat ofwel als negatief ofwel als afwijkend beschouwd, als het in het tweede geval bewezen wordt, dat de verboden stof die aanwezig is in het lichaam van de sporter niet volledig endogeen is.

Bij toepassing van het voorgaande lid wordt de procedure, naargelang het geval, voortgezet overeenkomstig § 1 of § 2.

§ 4. Wanneer de gecontroleerde sporter een elitesporter van nationaal niveau of een topsporter is en het resultaat van de analyse van het A-monster afwijkend is, deelt de NADO Franse Gemeenschap, per mail of via ADAMS, de internationale sportorganisatie, het WADA en, in voorkomend geval, de andere Belgische NADO's en/of de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouders is volgende elementen mee:

1° de naam en voornaam van de gecontroleerde sporter;

2° de nationaliteit van de gecontroleerde sporter;

3° de betrokken sport en sportdiscipline;

4° de vermelding dat de controle binnen of buiten wedstrijdverband heeft plaatsgevonden;

5° de datum van de monsterneming;

6° het type urine- of bloedafneming met, in voorkomend geval, de mededeling dat ze in het kader van het biologisch paspoort van de atleet plaatsgevonden heeft, overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid, van het decreet;

7° het door het laboratorium meegedeelde analysesresultaat. »

**Art. 30.** In artikel 37, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « de controlearts (...) die de betrokken controle heeft uitgevoerd » vervangen door de woorden « de NADO Franse Gemeenschap » ;

2° in § 3, vierde lid, worden de woorden « de ontvangst van de aanvraag tot analyse van het B-monster » vervangen door de woorden « de uitvoering van de analyse van het B-monster » ;

3° in § 5, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid:

« Wanneer het definitieve resultaat van de analyse van de monsters van de gecontroleerde sporter afwijkend is, brengt de NADO Franse Gemeenschap, onverwijld, per e-mail of via ADAMS, het WADA op de hoogte en, in voorkomend geval, de sportorganisatie, de nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waaronder de gecontroleerde sporter ressorteert en/of de andere Belgische NADO's en/of de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouders is. »

4° § 6 wordt vervangen door de volgende paragraaf:

« § 6 *Onverminderd de inachtneming van de artikelen 36 en 37, bij en ten gevolge van de toepassing van de controleprocedure die uitgevoerd wordt door middel van het biologisch paspoort door de NADO Franse Gemeenschap, deelt ze ook aan de elitesporter van nationaal niveau de volgende elementen mee:*

a) de verwijzing naar de instelling en het gebruik van het biologisch paspoort wat hem betreft;

b) de verwijzing naar de antidopingorganisatie die belast is met het beheer en de opvolging van het biologisch paspoort;

c) de datum (s) waarop de controleprocedure(s) wat hem betreft, door middel van gebruik van het biologisch paspoort, uitgevoerd werd(en);

d) een korte uitleg over de mogelijke variaties in de parameters van de sporter.

Bij toepassing van het voorgaande lid en wanneer het resultaat afwijkend is, vermeldt de NADO Franse Gemeenschap dit, naast de elementen bedoeld in het eerste lid, a) tot d), in de mededeling aan de betrokken elitesporter van nationaal niveau, alsook de mogelijkheid voor hem om elk verweermiddel binnen de 15 dagen na de mededeling te laten gelden, en om te vragen, in voorkomend geval om gehoord te worden door de NADO Franse Gemeenschap eventueel in aanwezigheid van een raadsman en/of van een arts.

Bij toepassing van het voorgaande lid, worden de volgen instellingen ook op de hoogte gebracht van dezelfde elementen als die bedoeld in het eerste lid, van a) tot d) :

1°) het WADA, via ADAMS;

2°) de sportorganisatie, nationale sportorganisatie en/of de internationale federatie waarbij de sporter is aangesloten, per e-mail of via ADAMS;

3°) in voorkomend geval, de andere Belgische NADO's en/of de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouders is, per e-mail of via ADAMS;

Bij toepassing van het eerste lid en wanneer het resultaat negatief is, vermeldt de NADO Franse Gemeenschap dit, naast de elementen bedoeld in het eerste lid, a) tot d), in de mededeling aan de betrokken elitesporter van nationaal niveau, met de vermelding dat er geen procedure tegen hem ingesteld wordt wegens overtreding van de antidopingsregels.

Bij toepassing van het eerste lid, wanneer het resultaat atypisch is, is de procedure bedoeld in artikel 36, § 3, mutatis mutandis van toepassing.

*Bij toepassing van het tweede lid bezorgt de NADO Franse Gemeenschap een tweede mededeling aan de betrokken elitesporter van nationaal niveau:*

a) na het verstrijken van de termijn van 15 dagen of na de ontvangst van de verweermiddelen en/of het mogelijke verhoor van de betrokken elitesporter van nationaal niveau;

b) door vermelding te maken van de gemotiveerde beslissing om het dossier af te sluiten of door het aan de CIDD te bezorgen met toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3, van het decreet.

Bij toepassing van het voorgaande lid, brengt de NADO Franse Gemeenschap dezelfde instellingen als die bedoeld in het derde lid en dit, in dezelfde vormen, er op de hoogte van. ».

**Art. 31.** In artikel 38 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « de Directie » vervangen door de woorden « het Bestuur » ;

2° in § 2, in het derde lid, 2°, worden de woorden « /of » ingevoegd tussen de woorden « inzake de verblijfsgegevens en » en de woorden « de TTN, » ;

3° in § 4, in het tweede lid, wordt het cijfer « 1 » vervangen door het cijfer « 2 ».

**Art. 32.** In artikel 39, in § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « onverminderd § 2 » vervangen door de woorden « onverminderd § 1 » ;

2° in het eerste lid, 3°, worden de woorden « I.3.I c) » vervangen door de woorden « I.3.1 c) » ;

3° in het eerste lid, 6°, wordt « : » vervangen door « . ».

4° in het vierde lid worden de woorden in de Franse tekst « au lieu et » vervangen door de woorden « au lieu et ».

**Art. 33.** In artikel 40 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Tengevolge van de toepassing van het lid dat voorafgaat, gaat de NADO Franse Gemeenschap over tot de kennisgeving van de beslissing tot uitsluiting uit de doelgroep van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de nadere regels bedoeld in artikel 38, § 4 en met vermelding van de in acht te nemen voorwaarden, zoals bedoeld in artikel 5.7.1. van de Code, ingeval van terugkeer naar de wedstrijd, evenals de gevolgen zoals voorzien in artikel 5.7.1.1. van de Code, mochten de voorwaarden bedoeld in artikel 5.7.1. van de Code niet nageleefd zijn. »

**Art. 34.** In artikel 41 van hetzelfde besluit, in het tweede lid, wordt het woord « hun » vervangen door het woord « haar ».

**Art. 35.** Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met beide volgende leden :

“De ontvangst door de betrokken elitesporter van de kennisgeving van een beslissing van tekortkoming, zoals bedoeld in het eerste lid, wordt verondersteld plaats te vinden op de eerste werkdag na die waarop de aangetekende brief werd voorgelegd aan de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter, indien zijn woonplaats zich in België bevindt.

De ontvangst, door de betrokken elitesporter van de kennisgeving van een beslissing van tekortkoming, zoals bedoeld in het eerste lid, wordt verondersteld plaats te vinden, behoudens tegenbewijs van de sporter, op de derde werkdag na die waarop de aangetekende brief werd voorgelegd aan de postdiensten, wanneer de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter zich buiten België bevindt.”

**Art. 36.** In artikel 45, in het eerste lid worden de woorden « § 1, » ingevoegd tussen de woorden « artikel 19, » en de woorden « van het decreet ».

**Art. 37.** Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Voor de toepassing van het eerste lid kan het feit dat het opgenomen is op een pre-kwalificatielijst voor de Olympische, Paralympische Spelen of de Wereld – of Europese Kampioenschappen door de NADO Franse Gemeenschap worden beschouwd als een plotselinge en belangrijke verbetering van de prestaties van een elitesporter van bepaald nationaal niveau die zijn herclassificatie als een elitesporter van nationaal niveau, categorie A, voor een periode van 6 maanden rechtvaardigt.”

**Art. 38.** Artikel 47 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 47. – *Onverminderd en overeenkomstig de artikelen 18, § 7, tweede tot vierde lid, en 19, § 2 van het decreet, kan elke elitesporter van nationaal niveau, ongeacht de categorie waartoe hij behoort, die deel uitmaakt van de doelgroep van de Franse Gemeenschap, een beroep indienen bij de CIDD om het volgende te betwisten :*

a) zijn onderwerping aan de verplichtingen voorzien in artikel 18 van het decreet of;

b) elke mogelijke tekortkoming die hem wordt verweten overeenkomstig artikel 18 van het decreet en door toepassing van artikel 42.

Het beroep bedoeld in het lid dat voorafgaat, beoogt de oorspronkelijke beslissing genomen door de NADO Franse Gemeenschap in dit kader.

Het beroep bedoeld in het eerste lid wordt per aangetekende brief ingediend bij het secretariaat van de CIDD, gevestigd Allée du Bol d'air 13/15 te 4031 Angleur, en vermeldt de volgende elementen :

1° de betwiste administratieve beslissing en het verzoek tot de herziening ervan ;

2° de uitleg en, in voorkomend geval, de rechtvaardiging, in feite en in rechte die worden geopperd ;

3° de eventuele aanvraag om gehoord te worden door de CIDD, in voorkomend geval, in aanwezigheid van een raadsman of elke persoon naar keuze van de betrokken elitesporter.

Bij toepassing van 3° van het lid dat voorafgaat kan de CIDD met een alleensprekende tuchtrechter zetelen.

*De CIDD, die uitspraak doet over een beroep, zoals bedoeld in het eerste lid :*

a) informeert de NADO Franse Gemeenschap over de ontvangst van het beroep de dag zelf waarop deze effectief gebeurt;

b) kan de NADO Franse Gemeenschap vragen, naast het advies bedoeld in artikel 19, § 2, tweede lid, van het decreet, een afschrift van de oorspronkelijke administratieve documenten, alsook elke eventuele bijkomende informatie, inzonderheid afkomstig uit ADAMS, voor zover strikt noodzakelijk voor de uitvoering van zijn opdracht ;

c) kan met een alleensprekende tuchtrechter zetelen;

d) motiveert zijn beslissing, in feite en in rechte ;

e) geeft in zijn beslissing uitdrukkelijk aan of ze beslist heeft de betwiste aanvankelijke beslissing te bevestigen of, integendeel te hervormen, met verwijzing naar deze beslissing en de datum waarop deze laatste genomen werd;

Elke beslissing die door de CIDD genomen wordt, ten gevolge van een beroep zoals bedoeld in het eerste lid, treedt in werking de dag waarop deze aan de betrokken elitesporter wordt bekendgemaakt.

*De kennisgeving bedoeld in het lid dat voorafgaat, gebeurt vermoedelijk :*

i) de dag van de kennisgeving van de beslissing van de CIDD, aan de elitesporter, per mail of, bij gebreke daarvan ;

ii) de eerste werkdag volgend op die waarop de aangetekende brief voorgelegd werd aan de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter, indien zijn woonplaats zich in België bevindt of;

iii) de derde werkdag volgend op die waarop de aangetekende brief aan de postdiensten gegeven werden, wanneer de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter zich buiten België bevindt.

De NADO Franse Gemeenschap, die kennisgeving ontvangt van de beslissing van de CIDD, met toepassing van artikel 19, § 2, zesde lid, van het decreet, gaat daarna over tot de noodzakelijke administratieve classificatie en archivering en, in voorkomend geval, de nodige coderingen in ADAMS. ”

**Art. 39.** Artikel 48, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 48. – De elementen bedoeld in artikel 18, § 9, van het decreet, worden meegedeeld door de NADO Franse Gemeenschap binnen de perken en voor de toepassing van dit laatste artikel door middel van de software ADAMS. »

**Art. 40.** In artikel 49, in het eerste lid, worden de woorden « *f* of van *a* tot *i* » vervangen door de woorden « *e* of van *a* tot *g* ».

**Art. 41.** Artikel 50, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 50. – Voor de toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3, van het decreet, in geval van een definitief abnormaal analysesresultaat, onverminderd artikel 37, § 5, gebeurt de aanhangigmaking van de CIDD, door de NADO Franse Gemeenschap, door de verzending van het administratief dossier bedoeld in artikel 19, § 3, eerste lid, van het decreet, dat uit de volgende elementen bestaat :

a) een aanhangigmakingsbrief met de verschillende elementen bedoeld in artikel 19, § 3, derde lid, van *b* tot *g*), van het decreet, die ook aan de sporter worden meegedeeld ;

b) een afschrift van de stukken van de individuele controleprocedure, zoals bedoeld in artikel 36, § 2, derde lid, 3°, van *a* tot *g*) ;

c) een afschrift van elke bijkomend stuk die meegedeeld wordt aan de sporter bij de individuele controleprocedure ;

De verzending bedoeld in het lid dat voorafgaat, gebeurt zo snel mogelijk nadat het analysesresultaat als abnormaal bevestigd werd en, in elk geval, dezelfde dag als die waarop de NADO Franse Gemeenschap de kennisgeving aan de sporter verzendt, overeenkomstig artikel 19, §§ 1, eerste lid en 3, derde lid, van het decreet. »

**Art. 42.** Artikel 51, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 51. – Voor de toepassing van artikel 19, §§ 1 en 3, van het decreet, voor elke eventuele schending van de antidopingsregels, met uitzondering van deze bedoeld in artikel 6, 1° en 2°, van het decreet, gebeurt de aanhangigmaking van de CIDD, door de NADO Franse Gemeenschap, door de verzending van het administratief dossier bedoeld in artikel 19, § 3, eerste lid, van het decreet, dat uit de volgende elementen bestaat :

a) een aanhangigmakingsbrief met de verschillende elementen bedoeld in artikel 19, § 3, derde lid, van *b* tot *g*), die ook meegedeeld worden aan de sporter of aan elke andere persoon tegen wie een schending van de antidopingsregels wordt aangevoerd ;

b) indien een onderzoek geopend werd, het dossier en de conclusies van het onderzoek, met inachtneming van artikel 32, 19° ;

c) een afschrift van elk eventueel bijkomend stuk meegedeeld aan de sporter of aan de andere persoon tegen wie een schending van de antidopingsregels aangevoerd wordt;

De verzending bedoeld in het lid dat voorafgaat, gebeurt zo snel mogelijk en, in elk geval, dezelfde dag als die waarop de NADO Franse Gemeenschap de kennisgeving verzendt aan de sporter of aan de andere persoon tegen wie een schending van de antidopingsregels aangevoerd wordt overeenkomstig artikel 19, §§ 1, eerste lid en 3, derde lid van het decreet. »

**Art. 43.** Artikel 52, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

“Art. 52. Op voorstel van de NADO Franse Gemeenschap kan de Minister een model van procedurereglement aannemen, zoals bedoeld in artikel 19, § 4, tweede lid, 11°, van het decreet. »

**Art. 44.** Artikel 53, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 53. –De CIDD verzendt de kennisgevingen bedoeld in artikel 19, § 6, eerste lid, van het decreet, uiterlijk binnen 7 dagen na de datum van afgifte van de betrokken beslissingen, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep.

Binnen 5 werkdagen na de kennisgeving bedoeld in het lid dat voorafgaat, stuurt de NADO Franse Gemeenschap de sportorganisaties en, in voorkomend geval, de antidopingsverantwoordelijken van gelabelde fitnesszalen, zoals aangewezen in overeenstemming met artikel 14, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen, via het beveiligde communicatiekanaal, zoals beschreven in het derde lid, een uittreksel van de genomen beslissing, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep, met vermelding van de uitspraak, de motivatie ervan, de naam en voornaam en contactgegevens van de sporter of van de eventueel geschorste persoon, van de betrokken sportdiscipline, evenals van de eventuele uitgesproken schorsingsperiode.

Het beveiligde communicatiekanaal bedoeld in het lid dat voorafgaat, bestaat in een informatiesysteem, per elektronische weg, maar waarvan de toegang enkel voorbehouden is, via een gebruikersnaam en een wachtwoord, enkel voor de leden en vertegenwoordigers van de sportorganisaties die bevoegd zijn voor de strijd tegen doping, alsook, in voorkomend geval, voor de antidopingsverantwoordelijken van gelabelde fitnesszalen, zoals aangewezen in overeenstemming met artikel 14, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen.

Voor de toepassing van artikel 19, § 6, tweede lid, van het decreet en van de leden die voorafgaan, stellen de sportorganisaties uit hun midden twee vertegenwoordigers aan die bevoegd zijn voor de strijd tegen doping.

*Binnen dezelfde termijn van vijf werkdagen als deze bedoeld in het tweede lid, voert de NADO Franse Gemeenschap de verzending uit, zoals bedoeld in artikel 19, § 6, tweede lid van het decreet :*

a) aan AMA en aan de andere Belgische NADO, per mail en/of via ADAMS;

b) in voorkomend geval, aan de nationale sportorganisatie en/of aan de bevoegde internationale federatie en/of aan de NADO van het land waar de persoon verblijft en/of aan de NADO van de landen waarvan de persoon onderdaan of licentiehouder is, per mail, ter attentie van de verantwoordelijke die betrokken is bij het beheer van de antidopingsresultaten. »

**Art. 45.** In artikel 55, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het zesde lid wordt vervangen als volgt :

« Na de termijn van 30 dagen bedoeld in het tweede lid, 4°, of binnen 15 dagen na de hoorzitting die eventueel wordt aangevraagd door de sportorganisatie of de betrokken organisator, brengt de NADO Franse Gemeenschap een advies uit, dat in feite en in rechte met redenen omkleed wordt, en beslist, in voorkomend geval, de niet-naleving vast te stellen van de verplichtingen bedoeld in het decreet of in dit besluit. »

2° in het zevende lid worden de woorden « De Minister » vervangen door de woorden « De NADO Franse Gemeenschap » ;

3° in het achtste lid worden de woorden « van de Minister » vervangen door de woorden « de NADO Franse Gemeenschap » ;

4° in het negende lid worden de woorden « de Minister » vervangen door de woorden « de NADO Franse Gemeenschap » ;

5° in het tiende lid worden de woorden « de Minister » vervangen door de woorden « de NADO Franse Gemeenschap ».

**Art. 46.** In artikel 56, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « de Minister » vervangen door de woorden « de CIDD »

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Wordt de beslissing tot vaststelling van een tweede niet-naleving door de CIDD bevestigd, als gevolg van de toepassing van het tweede lid, zal de administratieve geldboete van 250 euro door de NADO Franse Gemeenschap bevestigd en bekendgemaakt worden aan de betrokken elitesporter van nationaal niveau, categorie A.

De NADO Franse Gemeenschap gaat over tot de bevestiging en de kennisgeving bedoeld in het voorafgaande lid, per aangetekende brief en per mail, uiterlijk binnen 60 dagen volgend op de kennisgeving van de beslissing van de CIDD, zoals bedoeld en uitgevoerd overeenkomstig artikel 19, § 2, zesde lid, van het decreet. »

**Art. 47.** Er wordt een artikel 56/1 ingevoegd tussen artikel 56 en artikel 57 van hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« Artikel 56/1. – Overeenkomstig artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet en voor de toepassing ervan, houdt de NADO Franse Gemeenschap rekening met volgende wegingscriteria om de ernst van de schending van de antidopingsregel die door de CIDD vastgesteld wordt te beoordelen en om, als gevolg, het bedrag van de administratieve geldboete te bepalen die opgelegd moet worden aan de sporter of aan de andere betrokken persoon:

1° het type schending van antidopingsregels die vastgesteld wordt ;

2° in voorkomend geval, het type verboden stof dat wordt ingenomen of de gebruikte verboden methode, alsook de context binnen de wedstrijd, buiten de wedstrijd of zonder enige relatie met de wedstrijd waarin deze inname van verboden stof of methode plaatsvond;

3° het amateur- of eliteniveau van de sporter of van de andere persoon die aan doping schuldig bevonden wordt ;

4° het feit dat de sporter minderjarig is of anders juridisch onbekwaam ;

5° in voorkomend geval, het toepasselijke repressieve beleid met betrekking tot de verboden stof (fen) ingenomen door de sporter;

6° de eventuele antecedenten van de sporter of de andere persoon die aan doping schuldig bevonden wordt ;

7° in voorkomend geval de duur van de schending van de vastgestelde antidopingsregel;

8° elk ander objectief element of elke andere omstandigheid die de CIDD in haar beslissing naar voren heeft gebracht, hetzij om de graad van fout of nalatigheid van de sporter of van de andere persoon tegen wie een schending van de antidopingsregels werd uitgesproken, of integendeel, om deze graad van fout of nalatigheid te verergeren.

*Niettegenstaande het lid dat voorafgaat en binnen de perken daarvan, worden de volgende geldboetes opgelegd door de NADO Franse Gemeenschap, in de volgende gevallen:*

a) een geldboete van 1000 euro, bij de eerste veroordeling wegens schending van één van de antidopingsregels bedoeld in artikel 6, 6°, tweede lid, tot 10°, van het decreet ;

b) een geldboete van 1000 euro, bij de eerste veroordeling wegens schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet, door een elitesporter, wanneer deze schending betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof, met uitzondering van de afwijking bedoeld in het derde lid ;

c) een geldboete van 1000 euro, bij de eerste veroordeling wegens schending van één van de antidopingsregels bedoeld in artikel 6, 3°, 5° of 6°, eerste lid, van het decreet, door een elitesporter ;

d) een geldboete van 500 euro, bij de eerste veroordeling wegens schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 4°, van het decreet, door een elitesporter van categorie A ;

e) een geldboete van 500 euro, bij de eerste veroordeling wegens schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet, door een elitesporter, wanneer deze schending betrekking heeft op een gespecificeerde stof, met uitzondering van de afwijking bedoeld in het derde lid ;

f) een geldboete van 250 euro, bij de eerste veroordeling wegens schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet, door een amateursporter, wanneer deze schending betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof, met uitzondering van de afwijking bedoeld in het derde lid ;

*Onverminderd de leden die voorafgaan, hebben de afwijkingen bedoeld in artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet betrekking op de volgende gevallen :*

i) een eerste veroordeling wegens een schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet, door een elitesporter, wanneer deze schending betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof maar waaruit blijkt, in de beslissing van de CIDD, dat de inname van deze stof geen enkel verband hield met de wedstrijd; in dat geval wordt het bedrag van de geldboete nochtans op 350 euro vastgesteld ;

ii) een eerste veroordeling wegens een schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet, door een elitesporter, wanneer deze schending betrekking heeft op een gespecificeerde stof maar waaruit blijkt, in de beslissing van de CIDD, dat de inname van deze stof geen enkel verband hield met de wedstrijd; in dat geval wordt het bedrag van de geldboete nochtans op 250 euro vastgesteld ;

iii) een eerste veroordeling wegens een schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet, door een amateursporter, wanneer deze schending betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof maar waaruit blijkt, in de beslissing van de CIDD, dat de inname van deze stof geen enkel verband hield met de wedstrijd; in dat geval wordt het bedrag van de geldboete nochtans op 100 euro vastgesteld ;

iv) een eerste veroordeling wegens een schending van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet, door een amateursporter, wanneer deze schending betrekking heeft op een gespecificeerde stof maar waaruit blijkt dat, in de beslissing van de CIDD, dat de inname van deze stof geen enkel verband hield met de wedstrijd; in dat geval wordt het bedrag van de geldboete nochtans op 25 euro vastgesteld.

Buiten de gevallen bedoeld in beide leden die voorafgaan en onverminderd artikel 21, § 1, derde lid, van het decreet, leeft de NADO Franse Gemeenschap de wegingscriteria bedoeld in het eerste lid na en bepaalt een evenredig bedrag van de administratieve geldboete, in functie ervan, in een schijf tussen 250 tot 1000 euro bedoeld in artikel 21, § 1, tweede lid 2, van het decreet.

De administratieve geldboetes voorzien in dit artikel worden door de NADO Franse Gemeenschap, per aangetekende brief en per mail, meegedeeld, op basis van en na ontvangst van de beslissingen van de CIDD, in kracht van gewijsde gegaan, na dewelke een sporter of een andere persoon aan doping schuldig bevonden wordt en die hem werden bezorgd, overeenkomstig artikel 53, eerste lid. »

**Art. 48.** In artikel 57, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid worden de woorden « van de Minister » vervangen door het woord « hem » ;

2° in het vijfde lid en het zevende lid worden de woorden « van de Minister » telkens vervangen door de woorden « van de NADO Franse Gemeenschap » ;

3° in het twaalfde lid worden de woorden « Minister-President » vervangen door de woorden « Minister belast met de strijd tegen doping ».

**Art. 49.** De artikelen 60, 62, 63, 64, 65 en 66, van hetzelfde besluit worden opgeheven en, bijgevolg, wordt artikel 61 van hetzelfde besluit artikel 60.

**Art. 50.** Er wordt een nieuw artikel 61 in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 61. – Onverminderd de leden die volgen treedt het decreet van 14 november 2018 tot wijziging van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping en tot wijziging van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen, op 1 maart 2020 in werking.

In afwijking van het eerste lid, maar onverminderd het derde lid en het vierde lid wordt elke procedure die ingeleid is op basis van en met toepassing van de bepalingen van het bovenvermelde decreet van 20 oktober 2011, behoudens wijziging krachtens het bovenvermelde decreet van 14 november 2018, voortgezet en afgesloten, overeenkomstig en met toepassing ervan, zoals ze van kracht waren op het ogenblik dat de procedure werd gestart, zelfs na 1 maart 2020.

In afwijking van het eerste lid blijven de beslissingen tot aanstelling, benoeming, erkenning alsook deze betreffende de hernieuwing of de verlenging van deze benoemingen, aanstellingen of erkenningen, die genomen worden op basis van en met toepassing van de bepalingen van het bovenvermelde decreet van 20 oktober 2011, behoudens wijziging krachtens het bovenvermelde decreet van 14 november 2018, volkomen gevolg te hebben tot de vervaldatum.

In afwijking van het eerste lid en het tweede lid en niettegenstaande deze artikelen, kan artikel 63, vierde en vijfde lid toegepast worden.

**Art. 51.** Artikel 67, van hetzelfde besluit, is artikel 62 geworden.

**Art. 52.** In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 63 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 63. Onverminderd de leden die volgen treedt het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 2020 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 2015 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, op 1 maart 2020 in werking.

In afwijking van het eerste lid, maar onverminderd het derde lid tot het vijfde lid, wordt elke procedure die ingeleid is op basis van en met toepassing van de bepalingen van het besluit van de Regering van de 21 oktober 2015 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, behoudens wijziging krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in het eerste lid, voortgezet en afgesloten, overeenkomstig en met toepassing ervan, zoals ze van kracht waren op het ogenblik dat de procedure werd gestart, en dit, zelfs na 1 maart 2020.

In afwijking van het eerste lid blijven de beslissingen tot aanstelling, benoeming, erkenning alsook deze betreffende de hernieuwing of de verlenging van deze benoemingen, aanstellingen of erkenningen, die genomen worden met toepassing van de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 2015 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, behoudens wijziging krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in het eerste lid, volkomen gevolgd te hebben tot hun vervaldatum.

Overeenkomstig artikel 61, vierde lid, en in afwijking van het eerste en het tweede lid, en niettegenstaande deze, kunnen elke spontane kandidatuur, elk vereenvoudigd dossier of elke aanvraag die vóór 1 maart 2020 gestuurd worden, behoorlijk in aanmerking worden genomen voor de mogelijke toepassing van de procedures bedoeld in de artikelen 6, § 1, derde lid en § 2, vierde en vijfde lid ; 17, §§ 1, 3 en 3/1; en 20, §§ 1, 3 en 3/1, ingediend of gewijzigd krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in het eerste lid.

Overeenkomstig artikel 61, vierde lid en in afwijking van het eerste en tweede lid en niettegenstaande deze leden, voor de kandidaten die een spontane kandidatuur, een aanvraag of een vereenvoudigd dossier hebben ingediend, met toepassing van het voorafgaande lid, kunnen de praktische en theoretische proeven van de oorspronkelijke opleiding respectievelijk bedoeld in de artikelen 17, § 2, tweede lid en 20, § 2, tweede lid vóór 1 maart 2020 ingediend zijn geweest.

**Art. 53.** De Minister bevoegd voor de strijd tegen doping is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 februari 2020.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,  
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd,  
Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2020/200984]

#### 19. DEZEMBER 2019 — Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung — Erratum

Die französische Übersetzung des Erlasses der Regierung vom 19. Dezember 2019 zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Februar 2020, Seite 7198 veröffentlicht worden ist, wird wie folgt ergänzt:

### TRADUCTION

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2020/200984]

#### 19 DECEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial. — Erratum

La traduction française de l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2019 modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, publiée au *Moniteur belge* du 7 février 2020, page 7198, est complétée comme suit :

### VERTALING

### MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2020/200984]

#### 19 DECEMBER 2019. — Besluit van de Regering tot wijziging van het reglementaire deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. — Erratum

De Franse vertaling van het besluit van de Regering van 19 december 2019 tot wijziging van het reglementaire deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 2020, bladzijde 7198, wordt aangevuld als volgt: